



Cinquième Conférence internationale de la LCI

Maintenir un programme révolutionnaire dans la période postsoviétique

PAGE 6

Extraits du document principal de la Cinquième Conférence de la LCI :

A bas les postes exécutifs!.....	22
La Chine et la question russe.....	25

Critique du livre de Bryan Palmer :

James P. Cannon et les origines de la gauche révolutionnaire américaine, 1890-1928

Une biographie de James P. Cannon

PAGE 28

James P. Cannon à Moscou, 1922:

« Nous demandons l'assistance du Comintern ».....	51
Document : La question américaine	56

Refondation du Groupe spartaciste de Pologne	2
Diana Kartsen, 1948-2007	4
Gérard Le Méteil, 1959-2007	11

Femmes et Révolution



Archives du marxisme: Discours de Léon Trotsky, 1924

Le communisme et les femmes en Orient

PAGE 64

Refondation du Groupe spartaciste de Pologne

Pour de nouvelles révolutions d'Octobre ! Reforçons la Quatrième Internationale !

Platforma SPARTAKUSOWCÓW

23 MAJ 2007 6.00 zł

Spartakusowska Grupa Polski odbudowana

2. W tym ogłoszeniu opisano założenia Spartakusowskiej Grupy Polski (SGP) jako wyznaczonej odłogi Międzynarodowej Ligi Komunistycznej (Czerwono-Majakowskiej). SGP będzie miała swoją własną platformę, opartą na zasadach demokratycznego centralizmu międzynarodowego. Innowacyjną odłogą od samej Komunistycznej Międzynarodówki na całym świecie, która nie odwróciła się od polityki reformy w tym kierunku. Działając w odwołaniu do SGP, przefundujemy na Polskę Międzynarodową Komunistyczną (MLK), która odżyła się na początku tego roku.

SGP została założona po nie planowej w październiku 1990 r., w wyniku fuzji trzech lewicowych (ZML i PML) i MLK, z których był poprzednikami organizacji "Wiosna, praca i wolność" MLK, w której był grupą twórczą do 10 lat. W tym celu, wyodrębniła się z międzynarodowego ruchu robotniczego w

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 60, AUTOMNE 2007

L'article qui suit a été traduit et adapté de Platforma Spartakusowców (PS) n° 23 (mai 2007), journal du Spartakusowska Grupa Polski (SGP, Groupe spartaciste de Pologne), diffusé à la manifestation du Premier Mai 2007 à Varsovie. L'article original en polonais a été traduit et publié dans son intégralité en anglais dans Workers Vanguard n° 892 (11 mai 2007), et en allemand dans Spartakist n° 167 (été 2007).

Nous sommes fiers d'annoncer la refondation du Groupe spartaciste de Pologne comme section sympathisante de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Le SGP fera partie de notre internationale démocratiquement centralisée et sera sous sa discipline. Notre objectif est de nous battre pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier, et pour une société socialiste internationale qui remettra toute la richesse du monde à la disposition de l'humanité. La décision de refonder le SGP a été prise début 2007 par les délégués de la Cinquième Conférence internationale de la LCI.

Le SGP avait été fondé une première fois en octobre 1990 lorsque le Mouvement de la jeunesse de gauche (RML) de Pologne avait fusionné avec la LCI, dans la foulée de la réu-

nification capitaliste de l'Allemagne et de la lutte de la LCI contre la contre-révolution.

Quand, en décembre 1981, le général Wojciech Jaruzelski a réprimé la tentative de prise du pouvoir par Solidarność, la TSI (tendance spartaciste internationale, prédécesseur de la LCI) a soutenu cette mesure. En même temps, elle avertissait que les stalinien étaient capables de trahir l'Etat ouvrier polonais et de le remettre aux mains des capitalistes, ce qu'ils ont finalement fait en 1989-1990. Avec sa position, la TSI appliquait directement le programme trotskyste : défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé contre la contre-révolution interne et externe, et révolution politique prolétarienne pour balayer les castes bureaucratiques parasitaires au pouvoir et les remplacer par des conseils ouvriers démocratiquement élus, s'engageant à défendre les formes de propriété collectivisées, l'économie planifiée et une perspective internationaliste.

La rupture du RML avec le stalinisme a commencé sous l'impact des événements en Pologne. Les camarades du RML ont redécouvert et défendu une excellente tradition de l'Internationale communiste des premières années, qui avait été presque oubliée en Pologne à la fin des années 1980 : rendre hommage, au mois de janvier, aux «Trois L», Vladimir Ilitch Lénine, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, dirigeants de premier plan du communisme russe, polonais et allemand. En rendant hommage aux Trois L, le RML rompait dans les faits avec le nationalisme polonais promu par la bureaucratie stalinienne et se distinguait du reste des organisations de gauche qui, à l'époque, avaient activement soutenu la contre-révolution de Solidarność.

Ce qui attirait particulièrement le RML vers la LCI, c'est la lutte de la LCI pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers dans une Europe socialiste, que la LCI avait menée au cours de la révolution politique prolétarienne qui se développait en République démocratique allemande [Allemagne de l'Est] en 1989-1990. La LCI était la seule organisation au niveau international à lutter contre la réunification capitaliste de l'Allemagne. La «Lettre aux ouvriers polonais» de mai 1990 publiée par le Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne (SpAD), section allemande de la LCI, montrait clairement l'opposition sans faille de la LCI à la contre-révolution de Solidarność. Le RML partageait cette conception et adhéra au programme trotskyste de la LCI.

En 2001, le Comité exécutif international de la LCI décida de dissoudre le SGP. La situation politique objective en Pologne était perçue à tort comme étant peu encourageante pour la LCI en comparaison des luttes ouvrières et autres luttes sociales qui avaient lieu en Europe de l'Ouest à

édition française

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITE DE REDACTION: Herminio Sanchez (responsable), Blandine Hauser (responsable-adjoint), Bruce André, Xavier Brunoy, Charles Galameau, Elizabeth Gordon, Alison Spencer

COORDINATION: Dominique Arnaud

REALISATION: François Donau (New York), Guillaume José (Paris)

DIFFUSION: Barry James (New York), Marc Guétier (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
Téléphone: 1 (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

numéro 38



été 2008

l'époque. Cependant, la Quatrième Conférence de la LCI en 2003 a réexaminé de façon critique les problèmes internes provenant de l'impact de la contre-révolution capitaliste sur notre organisation. Après notre conférence de 2003, nous avons continué à réévaluer certaines questions et pratiques politiques du passé [voir *Spartacist* édition française n°36, été 2004].

L'une des questions que nous avons réexaminées était notre propagande sur Solidarność dans les années 1990. Solidarność, une fois l'Etat ouvrier déformé polonais détruit en 1989-1990, avait rempli son rôle de fer de lance de la contre-révolution capitaliste. Son secteur paysan et beaucoup d'intellectuels la quittèrent pour fonder leurs propres partis bourgeois. Solidarność (de même que ses sous-produits comme Solidarność 80 et Sierpien 80) se mit donc à ressembler davantage à un syndicat dans sa composition sociale. Pendant le premier gouvernement dirigé par le SLD (les ex-staliniens devenus sociaux-démocrates) dans la Pologne issue de la contre-révolution, nous avons noté que le « syndicat Solidarność officiel se fait maintenant passer pour un grand défenseur des intérêts de la classe ouvrière tout en intensifiant sa démagogie anticommuniste et en faisant des ouvertures à des forces fascistes reconnues (PS n°5, printemps 1995).

Cependant, en ne prenant en compte que ce dernier aspect, nous avons unilatéralement argumenté, dans un article de 1998 de PS, que « le rôle de Solidarność n'a rien à voir avec une forme quelconque de "syndicalisme", "combatif" ou autre ». Suite à une discussion internationale dans la LCI, nous avons corrigé cette formulation dans un article de 2005 (« La droite gagne les élections en Pologne », PS n°13, décembre 2005), notant que nous avons eu tort de ne pas tenir compte du fait que Solidarność est à la fois un syndicat et une organisation cléricale réactionnaire : « [Solidarność] organise les ouvriers sur le lieu de production, dirigeant parfois des luttes économiques défensives ; en même temps, c'est un mouvement politique allié étroitement à la hiérarchie catholique et à des partis nationalistes explicitement de droite. » Cet article, écrit en étroite collaboration entre la LCI et ses sympathisants et partisans en Pologne, évoquait fièrement la lutte de la LCI contre la contre-révolution, alors que les festivités réactionnaires pour le 25^e anniversaire de Solidarność battaient leur plein.

Malgré la dissolution du SGP, la LCI, en particulier par l'intermédiaire du SpAD, a continué à intervenir dans les activités de la gauche et la lutte de classe en Pologne, et elle

a poursuivi les discussions avec les militants qui s'intéressaient à notre programme et qui étaient dégoûtés par le ralliement de la gauche polonaise à l'anticommunisme et au nationalisme polonais. Ce travail a été facilité en grande partie par un cadre fondateur du SGP qui a continué à collaborer étroitement avec la LCI.

Nos nouveaux membres ont pu être recrutés principalement parce que la LCI a lutté si vaillamment face à la contre-révolution capitaliste et qu'elle s'est battue pour le trotskysme en Pologne. Un de nos camarades a rencontré la LCI à une manifestation pour les droits des femmes lors de la Journée internationale des femmes ; il a été attiré par la LCI parce que nous luttons pour la libération des femmes par la révolution socialiste, et pour les pleins droits démocratiques pour les homosexuels. Nos opposants dans la gauche ne parlent aux ouvriers en grève que de revendications économiques et refusent de combattre les préjugés réactionnaires comme l'antisémitisme, le machisme et l'homophobie ; lorsque ces opportunistes vont aux manifestations pour les droits des femmes, ils y défendent les idées féministes bourgeoises. Nous par contre, nous intervenons dans toutes les luttes et parmi toutes les couches de la société avec le programme révolutionnaire. Nous disons aux ouvriers en grève que, pour que le prolétariat avance, il doit activement défendre les droits des opprimés, et nous disons à celles et ceux qui luttent pour les droits des femmes qu'ils doivent se tourner vers le prolétariat, car lui seul a la puissance sociale et l'intérêt objectif pour renverser le système capitaliste, et que l'oppression des femmes est inhérente à ce système. Nous nous battons pour construire un parti révolutionnaire qui doit être, selon les mots de Lénine, un tribun du peuple.

Dans les discussions en vue de rétablir une section polonaise de la LCI, nous avons soulevé la position trotskyste sur la Deuxième Guerre mondiale. Les propagandistes cyniques de la classe capitaliste présentent la Deuxième Guerre mondiale comme une guerre entre la démocratie et le fascisme. Rien n'est plus faux ! En fait, la Deuxième Guerre mondiale était une guerre entre des bandes rivales de brigands impérialistes. Nos prédécesseurs révolutionnaires de la Quatrième Internationale de Trotsky n'ont pris aucun côté dans la guerre entre les puissances impérialistes de l'Axe (Allemagne nazie, Italie et Japon) et les Alliés impérialistes (Grande-Bretagne, France et USA), dont le discours « démocratique » dissimulait leurs prétentions à l'hégémonie mondiale et à l'exploitation

suite page 62

Déclaration de principes et quelques éléments de programme de la LCI

La Déclaration de principes de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) est une expression concrète de notre raison d'être : bâtir les sections nationales d'une internationale centraliste-démocratique qui puisse diriger la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

Allemand	2€ . . . 2,50 \$Cdn	Italien	1€ . . . 1,25 \$Cdn
Anglais	2€ . . . 2,50 \$Cdn	Japonais	2€ . . . 2,50 \$Cdn
Chinois	1€ . . . 1,25 \$Cdn	Polonais	1€ . . . 1,25 \$Cdn
Espagnol	1,50€ . . . 1,50 \$Cdn	Portugais	1€ . . . 1,25 \$Cdn
Français	2€ . . . 2,50 \$Cdn	Russe	1€ . . . 1,25 \$Cdn
Grec	1€ . . . 1,25 \$Cdn	Tagalog	1€ . . . 1,25 \$Cdn
Indonésien	1€ . . . 1,25 \$Cdn	Turc	1€ . . . 1,25 \$Cdn

(Prix en dollars US : autant qu'en euros)

Pour toute commande :

Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
 ou : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
 ou : SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto ON M5W 1X6, Canada

SPARTACIST

NUMÉRO 21 ÉDITION FRANÇAISE PRINTEMPS 1999

Pour de nouvelles révolutions il Octobre !

Programme Internationaliste de la LCI

Déclaration de principes et quelques éléments de programme

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

PAGE 10

Platforma **SPARTAKUSOWCÓW**

ul. 7 (Włocławek) WROCŁAW 1999 1,00 zł

Deklaracja Zasad i Elementy Programu

Międzynarodowej Ligi Komunistycznej (Czwarto-Międzynarodówkowej)

Notre camarade Diana Kartsen est décédée le 12 avril 2007 de sclérose latérale amyotrophique (connue sous le nom de maladie de Charcot ou de Lou Gehrig). Malgré une paralysie qui s'étendait au fur et à mesure du développement de la maladie, Diana a utilisé chaque parcelle d'énergie qui lui restait pour contribuer au travail et aux discussions du parti, ainsi qu'à la préservation et la continuité de la Prometheus Research Library (PRL) dont elle était la bibliothécaire. La PRL est la bibliothèque du comité central de la Spartacist League/U.S., qui y a ses archives.

Le décès de Diana frappe douloureusement nos camarades dans le monde, et en particulier son compagnon et camarade Ed Kartsen. Nous sommes de tout cœur avec Ed, la famille de Diana et ses proches. Nous sommes amers qu'une camarade de la trempe de Diana nous ait été enlevée, et nous le sommes d'autant plus que les politiciens religieux arriérés qui sont à la tête de la bourgeoisie impérialiste des Etats-Unis condamnent des millions de personnes à d'horribles souffrances en bloquant la recherche sur les cellules souches, qui pourrait mener à guérir la maladie de Charcot et d'autres maladies. Diana, qui luttait pour l'émancipation de l'humanité, se battait aussi pour libérer la science de la subordination à l'obscurantisme réactionnaire, grâce à la révolution socialiste internationale.

Des rassemblements à la mémoire de Diana ont eu lieu dans plusieurs pays. Des lettres lui rendant hommage ont afflué du monde entier, venant y compris de chercheurs qui avaient travaillé avec elle à la Prometheus Research Library, et de jeunes cadres femmes de la Ligue communiste internationale qui voyaient en elle un modèle. Il est de tradition dans le mouvement communiste de se rendre sur la tombe des révolutionnaires qui nous ont précédés pour rendre hommage aux camarades qui viennent de nous quitter. Nos camarades se sont ainsi réunis devant la tombe de Karl Marx à Londres, devant le mur des Fédérés à Paris, au monument des martyrs de Haymarket à Chicago, et devant les tombes des héroïques espions soviétiques Richard Sorge et Ozaki Hotsumi au Japon. A Berlin, les camarades et sympathisants de la LCI se sont réunis pour déposer une gerbe devant le monument dans le parc de Treptow en l'honneur des soldats soviétiques tombés pour libérer Berlin du nazisme.

Les amis et la famille de Diana se sont réunis pour lui rendre hommage le 27 mai 2007 à New York, et le 10 juin en Californie. Pour ces deux cérémonies, des photographies et des documents avaient été sélectionnés pour rappeler en particulier le rôle de Diana comme dirigeante dans nos interventions lors de nombreuses manifestations, ainsi que

Diana Kartsen

1948–2007



comme responsable de la PRL. Comme l'a déclaré Ed Kartsen lors de la cérémonie de New York : « Elle rayonnait de force, de détermination, de compacité, de discipline, de sens des responsabilités, d'amour, d'intelligence, d'objectivité – ce qu'on peut résumer comme les plus hautes qualités qu'on attend d'un camarade. »

Les camarades qui ont eu le privilège de connaître Diana et de travailler avec elle ont pu l'apprécier de diverses manières : en tant que dirigeante politique et militaire dans les manifestations ; en tant que responsable d'un secteur du travail, qui s'assurait toujours qu'on avait donné aux camarades une vision politique d'ensemble de leurs tâches quelles qu'elles soient, et cela quelle qu'en soit l'urgence ou quel que soit le temps disponible pour cela ; en tant qu'amie compatissante et pince-sans-rire avec qui partager un verre ; en tant que personne ayant un sens moral aigu du bien et du mal et sur qui on pouvait compter pour un bon conseil. Dans une lettre aux camarades écrite le jour de la mort de Diana, Ed Kartsen a succinctement résumé ses qualités :

« Diana a été à juste titre honorée pour ses capacités militaires de commandement et comme dirigeante qui a inspiré beaucoup de jeunes cadres. Bien entendu il faut également l'honorer pour le travail de toute une vie qu'elle a accompli dans le parti afin de préserver l'histoire politique de notre mouvement grâce à son travail de bibliothécaire archiviste. Dans cette tâche s'exprimait sa conception de l'importance qu'a la connaissance historique pour le développement de la théorie et du programme marxistes. Elle avait clairement le sens de l'unité entre le travail intellectuel et le travail manuel, c'est-à-dire entre la théorie et la pratique. Elle connaissait la valeur de la maintenance et avait le concept des systèmes.

« Elle comprenait la valeur du savoir et donc l'importance d'acquérir de nouvelles connaissances sur le monde politique et le monde naturel. Diana recherchait la connaissance avec la même détermination qu'elle montrait au combat, et elle étudiait les principes de la dialectique avec beaucoup d'intérêt. Diana combinait l'organisation à la théorie et elle comprenait que les deux sont nécessaires dans la lutte pour l'avenir socialiste de l'humanité. »

Diana a été gagnée au marxisme et à la Spartacist League quand elle était étudiante à l'Université de Chicago durant la tumultueuse période du mouvement contre la guerre du Vietnam. Un camarade se souvient avoir vu « cette étonnante jeune femme aux cheveux roux flottant au vent, et portant sur sa veste un badge bien visible avec la faucille et le marteau, traverser la fac à grands pas ». Pendant ses études de troisième cycle, consacrées à l'art islamique, elle se détacha de l'orbite des International Socialists et fut gagnée au trotskysme authentique – à l'importance de défendre les acquis de

la Révolution russe et de construire un parti capable de diriger la lutte pour de nouveaux Octobre.

Après avoir travaillé un certain temps comme sympathisante proche de notre Revolutionary Marxist Caucus (comité marxiste révolutionnaire) au sein du Students for a Democratic Society (SDS, étudiants pour une société démocratique), elle devint, en octobre 1971, membre fondatrice du comité local de Chicago du Revolutionary Communist Youth, le groupe de jeunesse de la Spartacist League. Peu après, elle alla vivre et étudier en Inde où elle fonctionnait sous la direction politique du parti. Elle adhéra à la Spartacist League dès son retour en 1974.

Cette même année, un document de perspectives et tâches voté à la Quatrième Conférence nationale de la SL/U.S. déclarait : « L'une des tâches capitales de l'avant-garde du prolétariat est de lutter pour être la mémoire de la classe ouvrière. Un élément important de cette lutte pour la continuité, c'est la collecte systématique, la propagation et l'assimilation critique des documents primordiaux de l'histoire du mouvement ouvrier. Etant donné l'accumulation des déformations et des vulgarisations qui se produit avec le temps, seule la reconstruction précise et vérifiée des réalités passées peut vraiment nous servir de boussole [...] »

« Nous reconnaissons que le travail d'archives constitue une tâche importante du parti et nous envisageons de désigner un camarade qualifié pour diriger ce travail de façon régulière. »

C'est Diana qui fut la camarade qualifiée trouvée pour diriger le travail de la Prometheus Research Library, profitant de l'expérience qu'elle avait acquise en tant qu'assistante à la bibliothèque Tamiment de New York University (NYU). La Prometheus Research Library s'est développée à partir de la collection accumulée et organisée pendant 40 ans par James Robertson, le dirigeant national de la Spartacist League. Avec Diana pour bibliothécaire et Jim pour directeur, la PRL a accumulé plus de 6 000 livres et volumes de périodiques. Ils se sont particulièrement intéressés aux procès-verbaux des instances dirigeantes et aux documents sur les discussions internes de nos prédécesseurs révolutionnaires. Diana dirigeait également la bibliothèque lorsque les travaux préparatoires, y compris les recherches laborieuses dans les archives, ont été faits pour la publication de deux livres sur James P. Cannon, dirigeant trotskyste américain historique (*James P. Cannon and the Early Years of American Communism* et *Dog Days: James P. Cannon vs. Max Shachtman in the Communist League of America, 1931-1933*); et également lors de la publication du livre de Trotsky *L'Internationale communiste après Lénine* dans sa version originale en russe, ainsi que des six bulletins de la série *Prometheus Research Series*.

Peu nombreux sont les postes à la direction et l'administration du parti que Diana n'a pas occupés. Les délégués à la Sixième Conférence nationale de la SL en 1980 élurent Diana comme membre candidate du comité central. Elle a été un temps organisatrice du Secrétariat international tout en continuant à occuper son poste à la bibliothèque. D'abord élue membre à part entière du comité central en 1983, Diana fut par la suite élue au bureau politique et au poste de Secrétaire nationale de la SL/U.S. Elle y était particulièrement attentive aux exigences souvent conflictuelles des secteurs centraux du travail d'une part et des comités locaux de la SL d'autre part; elle s'occupait d'organiser la discussion politique nécessaire pour établir les priorités de notre travail. Pendant quelques années elle a aussi travaillé comme secrétaire du bureau politique. L'objectivité, l'équité et l'intégrité

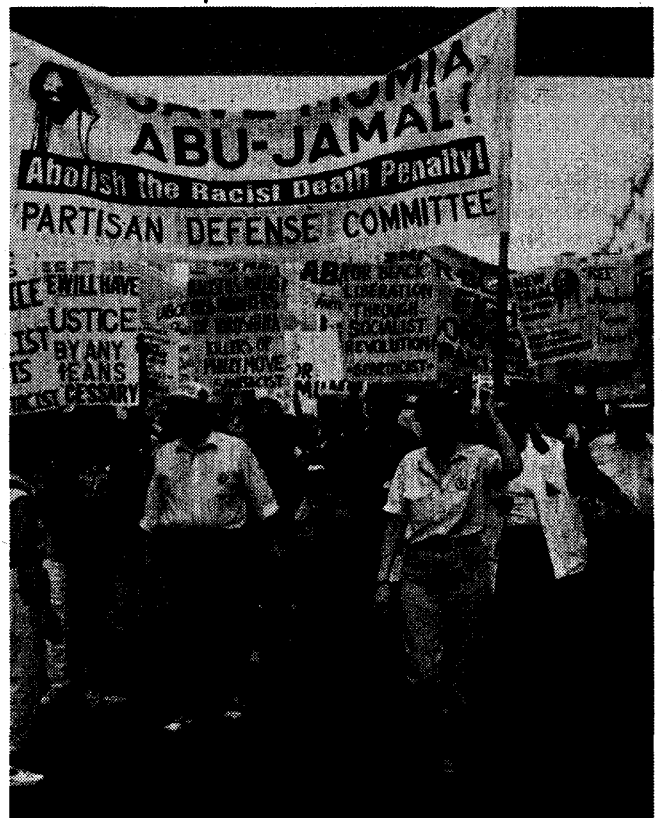
de Diana étaient particulièrement utiles pour le rôle qu'elle a longtemps tenu de représentante du comité central auprès de la commission centrale de contrôle du parti.

Diana était également connue comme étant le meilleur chef militaire du parti. En mai 1981 elle a été promue sur le champ de bataille, passant de membre candidate à membre suppléante du comité central, et elle a reçu les félicitations officielles du bureau politique. En effet, lors d'une manifestation pour le Salvador à Washington, elle s'était battue pour organiser le service d'ordre de notre cortège anti-impérialiste contre le cordon mis en place par les réformistes du Workers World Party qui cherchaient à nous isoler. Workers World faisait appel aux « colombes » du Parti démocrate pour imposer à l'impérialisme US une politique plus « humaine », alors que notre cortège avait un axe de classe dans la guerre civile qui faisait rage au Salvador, avec les mots d'ordre : « Victoire militaire aux insurgés de gauche ! » et « La défense de Cuba et de l'URSS commence au Salvador ! »

A partir de ce jour-là, Diana a été un élément central de la direction militaire et politique de presque toutes les mobilisations de masse noires/ouvrières à l'initiative de la Spartacist League ou du Partisan Defense Committee pour stopper le Ku Klux Klan et les néo-nazis, ainsi que des dizaines d'autres manifestations.

C'est avec douleur et tristesse, et déterminés à continuer le combat auquel Diana a consacré sa vie, que les camarades à travers le monde saluent fraternellement pour la dernière fois le meilleur dirigeant militaire du parti.

– d'après Spartacist, édition anglaise n° 60, automne 2007



Workers Vanguard
Diana en tête du cortège du PDC lors d'une manifestation pour Mumia Abu-Jamal à Philadelphie, le 12 août 1995

Cinquième Conférence internationale de la LCI



Maintenir un programme révolutionnaire dans la période postsoviétique

L'article suivant est traduit de Spartacist (édition anglaise) n° 60, mais contient des corrections factuelles mineures.

Début 2007 la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) a tenu sa Cinquième Conférence internationale en Europe. La conférence est l'organe le plus élevé de notre tendance internationale régie par le centralisme démocratique. A ce titre, elle avait pour tâche de faire un bilan de notre travail dans la période écoulée depuis la précédente conférence, fin 2003, et de baliser la voie pour la période à venir en tranchant les divergences politiques non résolues et en élisant un nouveau Comité exécutif international (CEI) pour diriger notre organisation jusqu'à la prochaine conférence. Cette conférence avait été précédée de trois mois de discussion de préconférence animée, durant laquelle nous avons produit dix bulletins intérieurs contenant les contributions de camarades de toute l'organisation. L'élection des délégués à la conférence, sur la base de positions politiques, s'est tenue dans toutes les sections nationales de la LCI. Les délégués ont débattu, amendé et adopté le document principal de la conférence « Maintenir un programme révolutionnaire dans la période postsoviétique ».

Tout en prenant sobrement acte des tensions et des pressions qui affectent notre petite avant-garde marxiste dans cette période généralement réactionnaire, la conférence a pris note d'un certain nombre de pas en avant importants. Parmi ceux-ci figurait notamment la décision de reconstituer le Groupe spartaciste de Pologne, dissous en 2001, comme section sympathisante de la LCI. La conférence a noté une amélioration significative, en quantité et en qualité, de notre propagande consacrée à l'Etat ouvrier déformé chinois, ainsi que de nos efforts redoublés, au niveau international, pour obtenir la libération de Mumia Abu-Jamal, prisonnier politique dans le couloir de la mort aux Etats-Unis. Notre précédente conférence avait décidé de mettre en chantier une nouvelle évaluation, plus complète, de notre intervention dans le début de révolution politique en Allemagne de l'Est (RDA) en 1989-1990. Un point entier de l'ordre du jour a été consacré à ce sujet.

La décision la plus importante a été de reconsidérer la pratique, qui était jusque-là celle du mouvement marxiste, de présenter des candidats pour des postes exécutifs comme celui de maire ou de président, ce qui n'est pas du tout la même chose que présenter des candidats aux élections législatives ou parlementaires. La conférence a adopté la résolution que nous sommes catégoriquement opposés à nous présenter à des postes exécutifs dans l'Etat capitaliste. Les discussions extrêmement riches sur cette question, avant et pendant la confé-

rence, ont fait clairement apparaître que ce n'est pas simplement un problème de tactique électorale, mais que cela touche aux fondements de la conception marxiste de l'Etat bourgeois comme instrument d'oppression de classe. Comme l'affirme le passage à ce propos dans le document de la conférence, reproduit dans ce numéro : « En adoptant cette position contre présenter des candidats à des postes exécutifs, nous reconnaissons et codifions ce qu'il faut voir comme le corollaire de *l'Etat et la révolution* et de *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* de Lénine, qui sont en fait les documents fondateurs de la Troisième Internationale. [...] Ainsi, nous continuons à compléter le travail programmatique et théorique des quatre premiers congrès de l'IC [Internationale communiste] » (« A bas les postes exécutifs ! », page 22).

La conception selon laquelle le prolétariat ne peut pas s'emparer de l'Etat capitaliste et s'en servir pour ses propres intérêts de classe est la ligne de partage entre réformisme et marxisme ; c'est d'autant plus le cas aujourd'hui où la majeure partie de la gauche réformiste ne prétend guère, même pour la forme, se donner pour but le socialisme ou le communisme, et où la pression pour se conformer à l'idéologie bourgeoise libérale est omniprésente et intense. La question de la nature de classe de l'Etat était, en fait, un leitmotiv de beaucoup de discussions à la conférence, notamment à propos de notre perspective de mobilisations de masse centrées sur la classe ouvrière pour libérer Mumia Abu-Jamal, alors que les libéraux et les militants de gauche opposent à cette perspective la confiance dans la prétendue justice des tribunaux capitalistes. Cette question figurait aussi de façon centrale dans le réexamen de la lutte que nous avions menée contre la contre-révolution capitaliste et pour la défense des Etats ouvriers d'Union soviétique et de RDA, ainsi que dans la clarification des divergences concernant notre programme de défense militaire inconditionnelle et de révolution politique prolétarienne en Chine. Réaffirmer la conception marxiste de l'Etat est crucial pour préserver les repères de notre programme dans cette période de réaction postsoviétique.

Déprédations impérialistes, luttes défensives

Le document de la conférence analyse le contexte politique international dans lequel nous luttons et intervenons comme groupe de propagande révolutionnaire. Ce contexte continue d'être défini par l'impact de la contre-révolution capitaliste de 1991-1992 qui a détruit l'Union soviétique, la patrie de la Révolution d'octobre 1917. La destruction de l'URSS, après des décennies de pouvoir bureaucratique sta-

historique mondiale nous a affectés aussi et a eu un effet érosif sur la conscience que nous avons de nos objectifs révolutionnaires dans la lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre. »

Les idéologues de la bourgeoisie se sont emparés de l'effondrement de l'Union soviétique pour proclamer la « mort du communisme » et pour déclarer que le marxisme est une « expérience qui a échoué ». Les ex-bureaucrates staliniens, dont les trahisons et l'incompétence ont pavé la voie à la restauration du capitalisme, ont servilement repris ces mensonges, et les nombreux groupes d'« extrême gauche » réformistes qui, à l'Ouest, avaient aidé et encouragé les menées des impérialistes pour favoriser la contre-révolution, ont fait de même. Cette défaite historique d'ampleur mondiale a conduit à une régression profonde du niveau de conscience prolétarienne, quoique celle-ci soit inégale en termes d'impact dans les différentes parties du monde : aujourd'hui, même les travailleurs politiquement plus conscients dans les pays capitalistes n'identifient plus, dans l'ensemble, leurs luttes avec l'objectif ultime d'instaurer une société socialiste. Même un des principaux porte-parole du Socialist Workers Party (SWP) britannique, qui avait très bruyamment applaudi l'« effondrement du communisme » en 1991, a dû récemment admettre dans un bulletin intérieur du SWP que cette organisation avait mésestimé les « effets de l'effondrement du stalinisme » et qu'en réalité « il a été perçu par des millions, en fait des centaines de millions de personnes, comme la défaite du socialisme » (John Molyneux, « Pourquoi j'ai l'intention de me présenter », publié dans *Weekly Worker*, 5 janvier 2006).

La plus grande partie de la soi-disant « extrême gauche », qui accepte la thèse de la « mort du communisme » proclamée par la bourgeoisie, ne considère plus le socialisme comme possible, et propose à la place la démocratie bourgeoise libérale et l'« Etat-providence » comme but de la lutte sociale. Il y a un gouffre entre des ennemis du marxisme révolutionnaire de ce genre (ainsi que les jeunes libéraux-radicaux qu'ils peuvent attirer) et notre programme de révolution prolétarienne. Le document principal de la Quatrième Conférence de la LCI affirmait : « Le fait de ne pas comprendre la période dans laquelle nous sommes, ni le rapport qu'il y a forcément entre notre petite avant-garde révolutionnaire et le prolétariat, ajouté à la disparition de l'Union soviétique en tant qu'élément actif et déterminant dans la vie politique, nous a désorientés. La frustration et l'impatience provoquées par la disparité entre d'une part notre petite taille et nos racines peu profondes dans la classe ouvrière, et d'autre part notre but internationaliste prolétarien, ont conduit à des poussées d'opportunisme ainsi qu'à du moralisme sectaire. »

La crise de 2003 a nécessité une âpre bataille pour préserver et défendre l'intégrité de notre programme, c'est-à-dire notre continuité révolutionnaire avec le bolchévisme de Lénine et Trotsky. Reconquérir et maintenir une boussole marxiste dans cette période réactionnaire n'a pas été quelque chose d'automatique ni d'uniforme. La conférence de 2003 a résolu de poursuivre la réévaluation et le réexamen de questions non résolues et du travail passé et présent du parti, afin de mieux appréhender ce qui était à la racine de notre désorientation politique. Grâce à ces réévaluations, ainsi qu'à des débats internes au fur et à mesure que surgissent les controverses, nous avons restauré et renforcé les mécanismes internes de correction qui sont l'essence de notre pratique centraliste démocratique. Les camarades ont été amenés à comprendre, comme l'affirme le document de la Cinquième Conférence, que « *La pression centrale opérant sur notre parti, surtout dans cette période de réaction postsoviétique, c'est l'opportunisme men-*

chévique, c'est-à-dire social-démocrate, et non le sectarisme ultragauche. Et, dans la période actuelle, l'essence du menchévisme est la capitulation au libéralisme bourgeois. »

Dans un texte de 1937, Trotsky insistait que, dans une période réactionnaire, « la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par ce reflux : elle doit aller contre le courant. Si un rapport de forces défavorable ne permet pas de conserver des positions politiques précédemment conquises, elle doit au moins se maintenir sur les positions idéologiques car c'est en elles que se concentre l'expérience chèrement payée du passé » (« Bolchévisme et stalinisme », août 1937). Lorsque nous nous référons à cette lutte d'une importance capitale pour le maintien de notre continuité révolutionnaire, nous disons que nous sommes une « opération de maintien programmatique », c'est-à-dire que pour nous il s'agit de tenir bon au niveau du programme. Comme l'explique le document de la Cinquième Conférence, « *le programme est décisif.* Sans l'intégrité de notre programme, notre intervention dans le monde ne peut être que révisionniste. »

Mais défendre notre programme signifie aussi déterminer comment étendre son application à de nouvelles situations, le tester en engageant activement la polémique et en intervenant avec des actions qui donnent l'exemple. Il ne peut pas y avoir de « programme achevé une fois pour toutes » pour un parti qui vit et qui se bat. Reconsidérer notre attitude sur le fait de se présenter aux élections pour des postes exécutifs en est un exemple. Notre objectif central, dans ce genre de discussion, est d'armer notre parti pour intervenir plus efficacement dans les luttes de classe et autres luttes sociales qui se présentent. Comme nous le disions dans une résolution adoptée récemment par notre section mexicaine, et approuvée par la conférence :

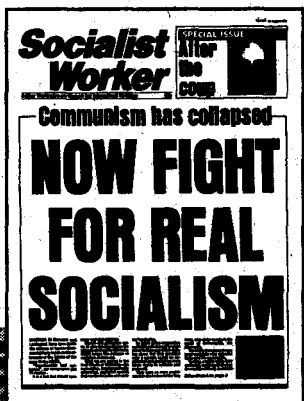
« L'attitude la plus fondamentale des communistes c'est de lutter, aujourd'hui même ; comme nous le faisons hier et le ferons demain. Bien que nous vivions une période réactionnaire depuis la chute de l'Union soviétique, une période caractérisée par un recul général du niveau de conscience, nous sommes un groupe de propagande *de combat*. Pour garder la boussole de notre programme, il est crucial que nous intervenions dans les luttes existantes, avec un programme qui soit le nôtre. »

Le combat pour la réorientation du parti continue

La discussion sur le document principal de la conférence a été introduite par les rapports de deux camarades du Secrétariat international (SI) sortant ; le SI est le sous-comité du CEI résidant dans notre centre international. Le camarade J. Blumenfeld a dressé un bilan de la bataille pour réorienter la LCI dans les années écoulées depuis notre dernière conférence. Il a abordé des questions auxquelles nous avons apporté des correctifs substantiels, et attiré l'attention sur des domaines où un réexamen du travail passé est en cours ou demeure nécessaire. Il faut en permanence, pour une avant-garde léniniste, combattre la pression de l'idéologie bourgeoise quand elle se manifeste ; nos sections deviennent d'autant plus perméables à ce genre de pression qu'elles ne revoient et ne tranchent pas des questions restées non résolues. Le deuxième rapporteur, J. Bride, a consacré une grande partie de ses remarques à un important débat portant sur notre position sur l'Etat ouvrier déformé chinois aujourd'hui, question qu'il a liée aux leçons de notre combat pour la révolution politique prolétarienne et contre la contre-révolution capitaliste en RDA en 1989-1990 ; il a aussi parlé des tâches qui se posaient à nous pour intervenir dans les luttes sociales en cours au Mexique. Dans leurs remarques, ces deux camarades ont évoqué l'importance du changement de ligne proposé sur la candidature aux postes

Moscou, août 1991 : un pope sur les barricades des forces de la restauration capitaliste soutenues par les Etats-Unis. Le Socialist Workers Party britannique et d'autres groupes de gauche sociaux-démocrates ont salué la contre-révolution « démocratique ».

Der Spiegel



exécutifs ; cette question a été traitée séparément et plus à fond dans un autre point de l'ordre du jour de la conférence.

Le camarade Blumenfeld notait que « le gouffre qui nous sépare, nous et notre programme, du programme de nos opposants, représente une pression majeure sur la direction de notre parti ». Dans la période récente, l'une des batailles les plus cruciales pour réorienter la LCI a porté sur notre attitude envers le Forum social mondial et ses émanations régionales, en Europe et ailleurs, qui sont soutenues par beaucoup de formations réformistes, dont le SWP britannique et les pseudo-trotskyistes du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SU). Cette bataille cruciale nous a permis de mieux comprendre que, particulièrement dans cette période, l'adaptation au menchévisme est le danger principal qui guette notre parti. Jusqu'en 2005, nous n'avions pas caractérisé les forums sociaux, dirigés par des libéraux bourgeois et des sociaux-démocrates procapitalistes, et directement financés par des gouvernements et des institutions capitalistes, comme des alliances *front-populistes* – c'est-à-dire de collaboration de classes.

Un mémorandum adopté par le CEI cette année-là avait corrigé cette position en déclarant : « Nous ne donnons pas de soutien critique au front populaire et nous n'entrons pas dedans. Nous ne menons pas nos petites affaires à l'ombre du front populaire. Nous ne faisons donc pas partie et n'organisons pas d'activités sous les auspices de ces forums sociaux. » Nous avons clairement affirmé que nous devons mener nos interventions politiques dans ce genre de manifestations sur la base d'une opposition intransigeante et inconciliable. A la suite de cette discussion clarificatrice, la Spartacist League/Britain [notre section britannique] a produit un article polémique tranchant dans *Workers Hammer* (n° 191, été 2005), « L'escroquerie des forums sociaux », qui a été traduit et reproduit dans d'autres publications de la LCI.

Le rapporteur a abordé un débat sur des formulations dans notre presse qui donnaient à entendre que la régression du niveau de conscience politique que nous constatons aujourd'hui

serait le produit d'un processus plus ou moins continu remontant à la fin des années 1970. Par exemple, notre polémique dans *Spartacist* contre les idéologues « altermondialistes » Michael Hardt et Antonio Negri affirmait : « Hardt et Negri sont représentatifs de ce que nous avons décrit comme une profonde régression de la conscience politique – particulièrement prononcée dans l'intelligentsia de gauche – qui a pavé la voie à la liquidation finale de la révolution d'Octobre et qui a été par la suite encore plus accentuée par celle-ci et par le triomphalisme des impérialistes célébrant la soi-disant "mort du communisme" » (« La démente sénile du postmarxisme », *Spartacist* édition française n° 37, été 2006). Cette affirmation, qui contredit le sens général de l'article lui-même, minimise grandement l'impact de la contre-révolution. L'article aggravait les choses en citant avec approbation un argument de l'historien britannique Eric Hobsbawm contre l'idéalisme postmoderniste :

« La plupart des intellectuels qui embrassèrent le marxisme à partir des années 1880 – dont les historiens – le firent parce qu'ils voulaient changer le monde, en collaboration avec les mouvements ouvrier et socialiste [...].

« Cette résurgence culmina dans les années 1970, peu avant qu'une réaction de masse ne s'amorce contre le marxisme – encore une fois pour des raisons essentiellement politiques. Cette réaction a eu pour principal effet d'anéantir [...] l'idée que l'on puisse prédire, avec le soutien de l'analyse historique, la réussite d'une façon particulière d'organiser la société humaine. »

– *le Monde diplomatique*, décembre 2004

Il y a effectivement eu, à partir des années 1970, un glissement de droite dont l'une des manifestations était l'avènement de l'eurocommunisme qui représentait un rejet par certains partis communistes d'Europe de l'Ouest de toute allégeance, même formelle, envers l'Union soviétique. L'article de *Spartacist* omettait de noter que Hobsbawm lui-même avait soutenu les eurocommunistes regroupés autour du journal *Marxism Today* [le marxisme aujourd'hui] en Grande-Bretagne et que ce journal avait justifié le cassage de la grève des mineurs britanniques de 1984-1985 par Neil Kinnock, le chef du Parti travailliste de l'époque. Mais des changements idéologiques de ce genre à la fin des années 1970 étaient d'ordre quantitatif et auraient pu être remis en cause si, par exemple, les mineurs britanniques étaient sortis victorieux de leur grève acharnée qui avait duré un an, ou encore, plus fondamentalement bien sûr, si nous avions réussi à diriger une révolution politique en RDA. La fin de l'Union soviétique a eu des conséquences immensément plus grandes. Un camarade argumentait ainsi que « Le renversement d'Octobre a transformé la quantité en qualité, pas seulement sur le plan idéologique, mais aussi sur le plan matériel, militaire et politique. » Le camarade Blumenfeld notait, à titre d'exemple, que « L'Union soviétique était vraiment, au niveau économique, le bastion de l'Europe de l'Est, mais elle avait aussi rendu possible la formation et l'existence d'un Etat ouvrier déformé à Cuba. Aujourd'hui ce n'est plus dans ce monde-là que nous vivons. »

Le document de la conférence notait que, avant la contre-révolution de 1991-1992 en Union soviétique, l'autre point nodal historique après la révolution d'Octobre avait été l'échec de la Révolution allemande de 1923. Cet échec « a marqué la fin de la vague révolutionnaire qui avait suivi la Première Guerre mondiale, et a signifié une stabilisation temporaire du régime capitaliste. Cela a assuré, pour la période qui a suivi, l'isolement de l'Etat ouvrier soviétique, encerclé et économiquement appauvri, et a conduit les ouvriers soviétiques à désespérer de la révolution prolétarienne internationale. Cela a permis l'ascension de la caste bureaucratique stalinienne, dont la politique a profondément sapé la conscience

du prolétariat pendant les décennies qui ont suivi. Au milieu des années 1930 [quand le Comintern a ouvertement adopté le front populaire] les partis stalinien au niveau international étaient devenus des piliers réformistes de l'ordre bourgeois. C'était qualitativement plus important que le phénomène de l'eurocommunisme des années 1970. » Il convient toutefois de répéter que la période réactionnaire actuelle est inégale et ne durera pas éternellement ; le fonctionnement du capitalisme fait continuellement surgir des luttes de classe et d'autres luttes sociales, et conduira à de nouvelles éruptions révolutionnaires.

Les années 1960 et le début des années 1970 avaient vu plusieurs crises révolutionnaires prolétariennes – notamment la grève générale de Mai 68 en France – et une radicalisation internationale, particulièrement dans la jeunesse étudiante petite-bourgeoise, qui a permis à la plus grande partie de la gauche de se développer considérablement. Cette radicalisation s'est rapidement dissipée avec la fin de la guerre du Vietnam qui a été suivie, sous le démocrate Jimmy Carter, par la campagne de Washington pour le réarmement au nom des « droits de l'homme » contre l'Union soviétique. Pendant la période suivante, un grand nombre des « enfants de 68 », autrefois gauchistes, sont devenus des sociaux-démocrates anti-communistes qui ont activement soutenu la contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est. Dans les années 1960 et au début des années 1970, les pseudo-trotskystes du SU, alors dirigé par Ernest Mandel, argumentaient de façon impressionniste que la marche vers le socialisme était irréversible, et dépeignaient les « universités rouges » comme des bastions révolutionnaires tout en découvrant de multiples « nouvelles avant-gardes de masse » qui devaient rendre caduque la nécessité d'un parti léniniste-trotskyste. Aujourd'hui, le SU et consorts sont d'abjects réformistes qui agissent comme si c'est le capitalisme qui était irréversible.

Le document de la conférence cite un document de la Spartacist League/U.S. écrit en 2000 pour accompagner sa déclaration programmatique ; ce document décrivait succinctement nos concurrents de gauche actuels comme des « opposants au mouvement ouvrier internationaliste révolutionnaire » :

« Toute l'activité de notre parti vise à organiser, à éduquer et à endurcir le parti d'avant-garde prolétarien nécessaire à la conquête du pouvoir d'Etat. La politique des réformistes et des centristes consiste, au contraire, en une politique d'opposition qui reste totalement dans le cadre de la société bourgeoise. Trotsky avait une caractérisation tranchante pour cela et l'appelait "l'éducation des masses dans l'idée de l'inébranlabilité de l'Etat bourgeois". Le fait de s'accommoder ainsi de la domination de la classe capitaliste, venant d'organisations qui prétendent adhérer au marxisme, est sans doute un phénomène beaucoup plus prononcé aujourd'hui, dans un monde défini par la liquidation finale de la Révolution russe et la proclamation triomphale par les bourgeoisies impérialistes que "le communisme est mort". »

– *Pour la révolution socialiste dans le bastion de l'impérialisme mondial !*, brochure de la Spartacist League (novembre 2000)

La vision du monde prédominante chez les militants politiques d'aujourd'hui – de la soi-disant « extrême gauche » au milieu altermondialiste – c'est l'idéologie libérale bourgeoise. Mais dans notre travail envers nos opposants, nous n'avons pas systématiquement pris en considération les implications qui en découlent clairement, et parfois nous n'en avons pas tenu compte du tout. Les délégués à la conférence ont réexaminé en particulier notre travail dans les milieux de la jeunesse anarchisante, qui se sont considérablement développés à partir de la fin des années 1990. Nous avons prédit que les tendances anarchistes connaîtraient une recrudescence dans

la période postsoviétique, étant donné l'omniprésence de l'idéologie de la « mort du communisme », et nous avons raison. Mais nous avons fini par conférer à ces libéraux radicaux un caractère de gauche qu'ils n'ont pas, tombant ainsi dans une attitude de conciliation opportuniste. Ceci s'est manifesté avec le plus de netteté dans notre propagande autour des manifestations contre le sommet impérialiste du G8 à Gênes en 2001. Contrairement à la plupart de nos opposants pseudo-trotskystes, nous avons défendu les anarchistes combattifs du Black Block contre la persécution féroce de l'Etat. Mais en même temps que nous défendions ces militants attaqués par l'Etat, ce qui est un acte élémentaire, nous avons conféré à leur politique des qualités qu'elle n'a pas.

Nous écrivions qu'il y avait « une claire division entre la gauche et la droite – tracée dans le sang – au sein du mouvement "antimondialisation". Cette division ne porte pas fondamentalement sur les tactiques de protestation, ou sur l'opposition entre "violence" et "non-violence". Ce qui est en jeu, au fond, c'est la question de la légitimité "démocratique" des gouvernements capitalistes existants. Sur cette question, nous sommes avec les anarchistes contre les sociaux-démocrates de gauche, y compris ceux qui à l'occasion se font passer pour marxistes ou trotskystes » (*le Bolchévik* n° 157, automne 2001). Affirmer que les anarchistes d'aujourd'hui rejettent la légitimité de l'ordre bourgeois est de la pure invention. Aux Etats-Unis, par exemple, la plupart de ceux qui se disent anarchistes se joignent à la foule des « tout sauf Bush » et votent pour les Démocrates ou les Verts bourgeois lors des élections.

La marque politique des anarchistes d'aujourd'hui, c'est l'anticommunisme pur et simple : ils ont tous acclamé le triomphe de la contre-révolution en Union soviétique et en Europe de l'Est. La conférence a pris note du fait que notre brochure de 2001 *Marxisme contre anarchisme*, qui constitue par ailleurs un excellent exposé historique, n'abordait guère la révolution d'Octobre, ni le tapage que font les anarchistes à propos de la répression, qui était nécessaire, de la mutinerie de Cronstadt en 1921 et du mouvement contre-révolutionnaire de Makhno. (Pour en savoir plus sur cette question, voir « Cronstadt, 1921 : bolchévisme ou contre-révolution », *Spartacist* édition française n° 37, été 2006.) Dans le feu de l'expérience de la Révolution russe, les meilleurs d'entre les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, en Russie et ailleurs, ont rejoint le camp des bolchéviks. Par contre une multitude d'anarchistes libéraux à l'esprit confus ont choisi de s'allier aux monarchistes, impérialistes et autres forces peu ragoûtantes contre la révolution. Notre propagande aurait dû explicitement faire la distinction entre les anarchistes passionnément anticommunistes d'aujourd'hui et les anarcho-syndicalistes qui s'étaient solidarisés avec la Révolution russe.

Nous devons nous garder de toute tendance à embellir la démocratie bourgeoise, comme le font systématiquement nos opposants. Comme ils acceptent le mensonge que le communisme est l'incarnation de la brutalité totalitaire, ils se tournent vers les bourgeoisies impérialistes rapaces, maculées de sang, pour leur demander de se conformer à l'idéal trompeur de la démocratie bourgeoise. L'utilisation fréquente par les libéraux et les militants de gauche du terme « goulag » pour décrire ce qu'ils considèrent comme des « excès » de la répression et de la torture par des Etats capitalistes en est un exemple. Ce terme – qui fait référence aux camps de travail soviétiques de l'époque stalinienne – est depuis longtemps un cri de ralliement anticommuniste de la guerre froide. Le fait que ce mot se soit retrouvé dans un article de *Workers Vanguard* (n° 842, 18 février 2005) défendant les victimes de la « guerre contre le terrorisme »

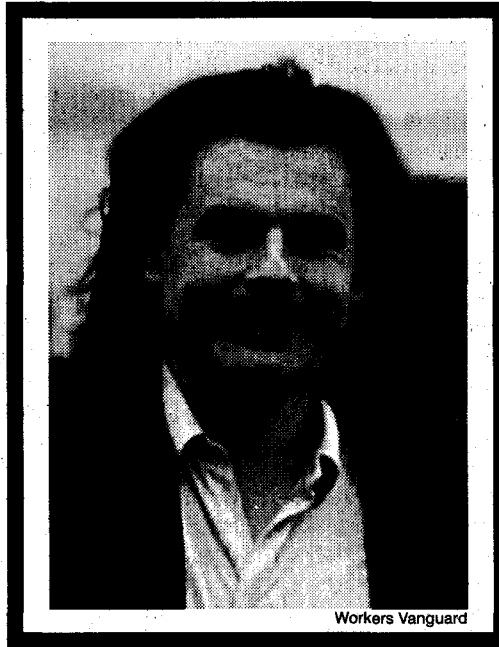
Notre camarade Gérard Le Méteil est mort à Dieppe le 3 septembre 2007 dans un commissariat de police dans des circonstances inconnues. Comme l'écrivait un de ses proches camarades : « La perte de Gérard est immensément douloureuse pour nous tous, pour notre parti et pour chacun d'entre nous. [...] Chacun appréciait Gérard [...] comme camarade et comme ami. Le parti était sa raison d'être, et il faisait toujours passer les besoins du parti avant ses propres convenances. Il lui a consacré les 25 meilleures années de sa vie. »

Gérard a été recruté à la Ligue trotskyste de France en avril 1982 et a été élu au comité central de la LTF en décembre 1989. Il y a été réélu en 1996 et en est resté membre jusqu'à sa mort.

L'importance d'un parti léniniste d'avant-garde et la position trotskyste de défense de l'Union soviétique ont été les questions clés dans son recrutement, pour lui qui venait de la périphérie du PCF. Dans les sept années qui ont suivi son adhésion, il était connu sur la fac de Rouen en tant qu'activiste extrêmement énergique. Ce travail impliquait un combat politique quotidien contre nos opposants dans la gauche. C'est en cherchant constamment à gagner les gens, à comprendre d'où ils venaient pour trouver les arguments convaincants, que Gérard a acquis la sagesse

Gérard Le Méteil

1959-2007



et la profondeur politique qu'on lui connaissait. Gérard a plus tard cherché à communiquer cette expérience en formant nos jeunes camarades, dont plusieurs sont devenus des cadres de la LTF ou d'autres sections de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Comme il avait été gagné à la position que nous sommes avant tout le parti de la Révolution russe, c'est tout naturellement que Gérard a pris congé de son travail pour se jeter dans notre intervention dans la révolution politique qui s'amorçait en Allemagne de l'Est en 1989-1990. Excellent chef militaire, il était souvent chargé du service d'ordre dans les manifestations et les interventions de la LTF.

Gérard était aussi un camarade particulièrement cultivé en matière de politique française et d'histoire du mouvement ouvrier. Ses connaissances s'étendaient aux colonies et ex-colonies françaises, et à l'histoire de la guerre d'Algérie en particulier. Il savait combien la bourgeoisie française est toujours animée de la même haine lorsqu'elle s'acharne contre les immigrés maghrébins, leurs enfants et leurs petits-enfants.

C'est avec une grande tristesse et aussi la détermination de continuer le combat auquel il a consacré sa vie, que nous, ses camarades et amis, lui disons adieu.

menée par les Etats-Unis était un signe que nous devons être extrêmement vigilants si nous ne voulions pas nous laisser contaminer par l'omniprésente idéologie de la « mort du communisme ». Ayant reconnu notre erreur, nous avons écrit la chose suivante dans une polémique contre les libéraux et les militants de gauche pour qui l'anticommunisme est monnaie courante :

« L'Union soviétique a peut-être disparu – mais la nécessité de défendre la Révolution russe est plus vitale que jamais. Les impérialistes et leurs porte-flambeaux libéraux cherchent à réécrire l'histoire afin de s'assurer que la domination du capital ne sera jamais plus remise en cause. Ils aimeraient effacer de la conscience du prolétariat et des opprimés tout attachement au programme ou aux idéaux du communisme. »

– « La machine de torture US »,

Workers Vanguard n° 863, 3 février 2006

A bas les postes exécutifs de l'Etat capitaliste !

Dans son rapport, le camarade Bride a commencé par souligner à quel point il était important de mener la discussion sur la question, pour des communistes, de se présenter à des postes exécutifs : « La question *fondamentale* qui est posée ici, c'est la ligne de démarcation entre réforme et révolution, entre la stratégie *réformiste* qui consiste à prendre le contrôle

de l'appareil d'Etat bourgeois et l'administrer, et la stratégie *révolutionnaire* qui veut dire détruire les organes d'Etat existants et les remplacer par des organes du pouvoir ouvrier. Les communistes ne prennent pas part à la gestion de l'Etat bourgeois, ne le soutiennent pas, n'en assument pas la responsabilité. Et quand vous vous présentez à un poste exécutif, tout comme quand vous l'occupez, vous légitimez exactement cela – l'autorité exécutive. »

La position que les communistes ne doivent, en aucune circonstance, se présenter à des postes exécutifs de l'Etat bourgeois, approfondit la critique que nous faisons depuis longtemps de l'entrée du Parti communiste allemand (KPD) dans les gouvernements régionaux de Saxe et de Thuringe en octobre 1923, avec l'appui du Comintern. Le soutien du KPD à ces gouvernements bourgeois dirigés par des sociaux-démocrates « de gauche » – d'abord de l'extérieur du gouvernement, puis de l'intérieur – a aidé à faire dérailler une situation révolutionnaire (voir « Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste », *Spartacist* édition française n° 34, automne 2001). Notre nouvelle ligne clarifie une confusion qui existe dans le mouvement communiste depuis le Deuxième Congrès de l'IC en 1920. Comme le notait le rapporteur : « Nous essayons de

faire ce que, dans les grandes lignes, la Troisième Internationale a fait, à savoir faire le ménage dans la doctrine de la Deuxième Internationale sur la question de l'Etat ; simplement, l'IC n'avait pas terminé le travail parce que, au moment où ils ont eu cette discussion lors du Deuxième Congrès, ils étaient en pleine bataille avec les bordiguistes et les ultra-gauches, qui par principe ne voulaient pas se présenter aux élections. Mais aucune distinction n'a été faite entre se présenter au parlement et se présenter à des postes exécutifs. »

Nous avons jusque-là la ligne, affirmée par la Quatrième Conférence de la LCI en 2003, que les marxistes pouvaient se présenter à des postes exécutifs tant qu'ils déclaraient clairement, à l'avance, qu'ils n'occuperaient pas le poste s'ils étaient élus. Le camarade Bride notait que cette question avait été soulevée à l'intérieur du parti pour la première fois en 1999, quand le parti était profondément désorienté, et qu'elle avait été soulevée de nouveau après la conférence de 2003, ce qui a amené à rouvrir la discussion. Il ajoutait : « Je pense que si nous avons été si lents à traiter cette question, cela a beaucoup à voir avec l'état du parti et avec la conception qui, en fait, dominait à l'époque, à savoir que le problème majeur, c'était le sectarisme et non le menchévisme. » Les batailles et les discussions qui ont eu lieu ensuite pour réorienter la LCI ont considérablement renforcé notre capacité à aborder ce genre de questions, en tirant des leçons cruciales de l'histoire du mouvement ouvrier pour les appliquer à notre travail.

La question des postes exécutifs a fait l'objet d'un débat substantiel pendant la préparation de la Cinquième Conférence ; de nombreux camarades y ont apporté une contribution dans les réunions de préconférence et les bulletins intérieurs. Plusieurs documents de recherche ont été produits, qui examinaient diverses situations historiques, entre autres le ministérialisme (l'occupation d'un poste dans un gouvernement bourgeois) de la Deuxième Internationale, le travail électoral du Parti bolchévique et son attitude envers les administrations municipales bourgeoises pendant la période de double pouvoir de 1917, le travail des socialistes « étroits » bulgares avant et après la Révolution russe, et celui des partis communistes des premières années en France, au Mexique et ailleurs. Des recherches historiques plus approfondies restent à mener, dans l'objectif de publier à l'avenir de la propagande plus détaillée sur cette question cruciale.

Notre changement de ligne a suscité la controverse jusqu'à la veille de la conférence. Certains camarades argumentaient initialement pour se présenter à la présidence dans des circonstances « exceptionnelles », afin de donner une audience plus large aux idées marxistes. Un autre camarade, faisant référence à la pratique qu'avaient certains partis communistes dans les premières années de diriger des municipalités, avait même écrit que si nous gagnions la majorité dans un conseil municipal, nous devrions assumer ce poste sous peine d'être considérés comme « abstentionnistes ». Un camarade a rétorqué avec tranchant : « Notre position n'est pas l'*abstention*, comme le suggèrent certains, c'est l'*opposition*. S'il vous plaît, soyons très clairs, nous ne sommes pas *neutres*, nous sommes *opposés* à l'exécutif de l'Etat capitaliste. » Les camarades qui avaient initialement argumenté contre un changement de ligne ont finalement vu que leur argumentation flirtait dangereusement avec le réformisme, et en fin de compte la

nouvelle position a été votée à l'unanimité par la conférence.

Une récente polémique de l'Internationalist Group (IG) reprend crûment les pires arguments en faveur de se présenter à des postes exécutifs. L'article de l'IG, « France : la droite dure au gouvernail » (*l'Internationaliste*, mai 2007), porte sur les récentes élections présidentielles en France, où la LCR, le groupe phare du SU, avait présenté un candidat. Après que celui-ci avait été éliminé au premier tour, la LCR avait appelé à élire la candidate du Parti socialiste procapitaliste. Sous le prétexte de « battre la droite », les mandéliens avaient même en 2002 appelé à réélire le président bourgeois de droite Jacques Chirac contre son adversaire, le fasciste Jean-Marie Le Pen. Citant notre nouvelle position, telle qu'elle avait été résumée dans un article sur les élections françaises (*le Bolchévique* n° 179, mars 2007), l'IG affirmait sans craindre le ridicule que notre refus de nous présenter à la présidence ou à d'autres postes exécutifs « révèle un crétinisme parlementaire semblable aux prétendus trotskystes mandéliens » – parce que nous reconnaissons qu'il y a une différence entre être élu au parlement ou à des postes exécutifs !

L'IG montre une foi touchante dans l'Etat capitaliste et son décorum démocratique. Les marxistes ont toujours fait la distinction entre les postes exécutifs, comme président ou maire, qui par définition impliquent d'administrer l'Etat bourgeois, et les charges législatives comme celle de député, que les communistes peuvent utiliser comme tribune pour aider à rallier les masses contre l'ordre bourgeois. Rien de tel chez l'IG : il escamote cette distinction en faveur de celle entre institutions bourgeoises « démocratiques » et « antidémocratiques ». L'IG écrit : « Nous nous opposons aussi à l'existence d'une deuxième chambre législative supérieure pour être foncièrement antidémocratique [sic]. Devrions-nous alors refuser de présenter des candidats aussi au sénat ? » Baser la participation aux élections sur le caractère plus ou moins démocratique des façades institutionnelles de l'Etat capitaliste, c'est vraiment du crétinisme parlementaire. L'IG pense-t-il que la chambre basse dans une république parlementaire bourgeoise est vraiment une institution démocratique ? Si l'IG pense que le Sénat français est non démocratique, il devrait regarder la Douma tsariste russe que les bolchéviks avaient efficacement utilisée pour propager leur programme révolutionnaire. L'opinion de l'IG, c'est que les communistes peuvent se présenter « à n'importe quel poste ». Celui de juge ? de shérif ? En effet, s'il n'y a rien de mal à se présenter au poste de commandant en chef de l'armée impérialiste, pourquoi pas à celui de shérif local ?

Spartacist
(édition française) n° 34,
automne 2001

**Un article sur les leçons
de la Révolution allemande
avortée de 1923**

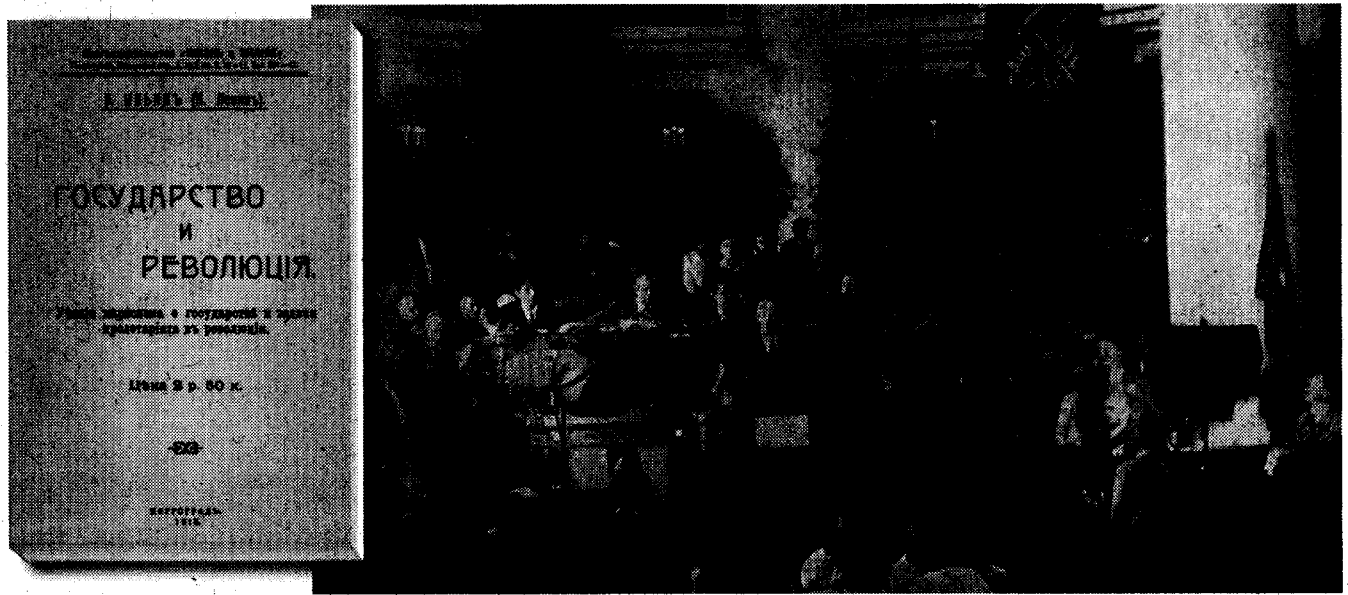
1,50 € / 2 \$Cdn (64 pages)

Commande :

SEDI
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10, France

Spartacist Canada
Publishing Association
C.P. 6867, succursale A
Toronto ON M5W 1X6, Canada





V.K. Bulla

Lénine prend la parole au Deuxième Congrès de l'Internationale communiste, en 1920, où sont discutées les thèses sur le parlementarisme. Son livre *L'Etat et la révolution* (ci-dessus en russe), écrit en 1917 pour réaffirmer la position marxiste sur l'Etat, doit être considéré comme un document fondateur de l'IC.

Comme le dit notre document de conférence : « Le problème qu'il y a à se présenter à des postes exécutifs, c'est que cela donne de la légitimité aux conceptions réformistes dominantes de l'Etat. » Si on se présente à ce genre de poste, les travailleurs en déduiront inévitablement que l'on aspire à administrer l'Etat capitaliste. Pour l'IG, présenter des candidats au poste de président ou de maire « n'implique en rien qu'ils pensent occuper ces postes dans le cadre de l'Etat bourgeois ». Après tout, « Si – cas extraordinaire – un candidat révolutionnaire avait eu suffisamment d'influence pour pouvoir être élu, c'est que le parti trotskyste aurait déjà commencé la construction de conseils ouvriers et d'autres organes de caractère soviétique. Et il insisterait que, s'ils étaient élus, ses candidats se baseraient sur ces organes de pouvoir ouvrier et non sur des institutions de l'Etat bourgeois. » Avec cette ligne, l'IG laisse ouverte, et bien sûr ne désavoue pas, la possibilité non seulement de se présenter à des postes exécutifs, mais aussi d'occuper de tels postes dans une situation révolutionnaire, comme dans les gouvernements bourgeois de Saxe et de Thuringe en 1923. Et si un « candidat révolutionnaire » remportait un poste municipal comme celui de maire dans un bastion local du parti, en l'absence d'une crise sociale d'ampleur nationale qui pose la question du pouvoir prolétarien ? C'était loin d'être un cas exceptionnel pour, entre autres, les partis communistes bulgare et français des premières années qui contrôlaient des centaines de municipalités de ce genre. L'IG ne pipe mot sur ce que son candidat victorieux devrait faire dans de telles circonstances.

L'IG ne défend pas la tradition de Lénine mais celle de Karl Kautsky. En plein milieu du soulèvement révolutionnaire qui secoua l'Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale, les kautskystes prétendirent soutenir à la fois les conseils ouvriers et le gouvernement provisoire bourgeois, le Conseil des représentants du peuple, dans lequel ils étaient entrés en novembre 1918. Ils jouèrent ainsi un rôle clé pour récupérer et faire échouer le soulèvement révolutionnaire. C'est précisément dans les époques révolutionnaires que les illusions dans l'Etat capitaliste sont les plus dangereuses. Quand Lénine exposa la perspective marxiste du renversement révolution-

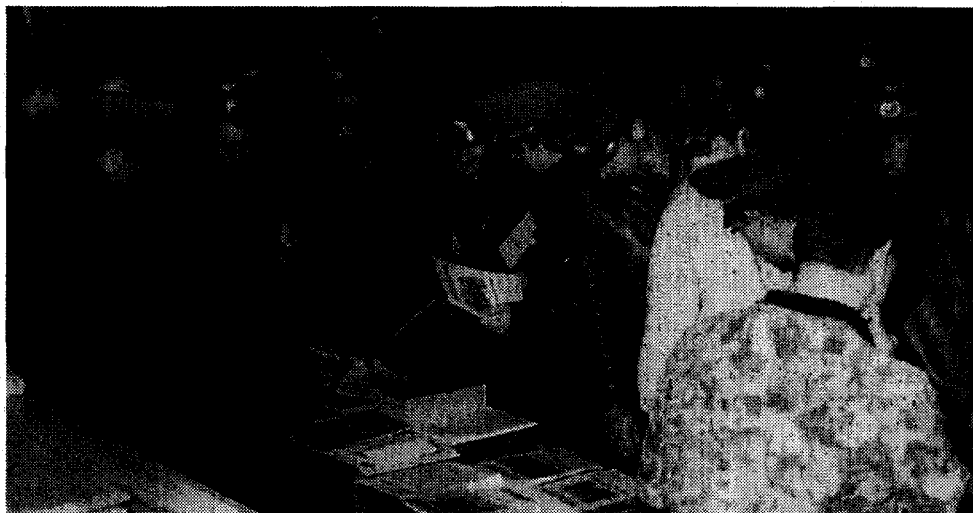
naire de l'Etat bourgeois dans *L'Etat et la révolution* (1917), il fut l'objet d'attaques déchaînées des sociaux-démocrates qui l'accusèrent de verser dans l'anarchisme.

Les dirigeants principaux de l'IG ont fait défection de notre organisation trotskyste en 1996, pour poursuivre une orientation opportuniste en direction de divers milieux staliens, nationalistes latino-américains et autres milieux petits-bourgeois. Ils voient dans notre nouvelle position une preuve supplémentaire de notre rupture avec « la continuité du trotskysme authentique ». Ce que l'IG entend par là, sans le dire, c'est qu'en 1985 nous avions présenté Marjorie Stamborg, qui aujourd'hui soutient l'IG, comme candidate spartaciste à la mairie de New York (voir, par exemple, « Votez spartaciste ! », *Workers Vanguard* n° 390, 1^{er} novembre 1985). Nous avons fait remarquer dans un article polémique que la ligne de l'IG, selon laquelle il pourrait accepter des postes exécutifs dans certains cas « extraordinaires », « n'est pas dans la "continuité" de notre ancienne position, à savoir "être candidat mais ne pas occuper le poste". C'est au contraire une façon droitière [...] de résoudre la contradiction inhérente à cette ligne » (« L'IG et les postes exécutifs : le centrisme des égouts », *le Bolchévik* n° 181, septembre 2007).

Dans un document écrit pendant la discussion de pré-conférence, un camarade a fait une analogie utile entre la pratique passée des marxistes de se présenter à des postes exécutifs et le mot d'ordre de « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » (DDRPP) qu'avait Lénine avant 1917 pour la Russie tsariste. Ce document faisait remarquer que « certaines politiques peuvent servir longtemps aux révolutionnaires avant qu'elles ne finissent par s'avérer inadéquates au cours du développement de la lutte de classes ». Il ajoutait :

« Lénine n'était pas un traître quand il utilisait ce mot d'ordre défectueux contre les menchéviks et les libéraux. Et Trotsky, Cannon ou nous-mêmes n'avons pas davantage franchi la ligne de classe en cherchant à nous opposer au menchévisme avec une politique qui présentait des défauts latents.

« Mais après la victoire de la Révolution de 1917 et l'étranglement de la Révolution chinoise en 1927, le caractère défectueux auparavant "latent" de la formule de DDRPP de Lénine



Spartakist

Mai 1991 : Table de presse de la LCI lors d'un meeting d'officiers et de soldats soviétiques dans l'ex-RDA pour commémorer l'anniversaire de la victoire de l'Armée rouge sur le Troisième Reich nazi. Pendant le début de révolution politique en 1989-1990 en RDA, nous avons appelé à l'unité révolutionnaire des travailleurs soviétiques, allemands et polonais, et cherché à ressusciter la tradition internationaliste des « Trois L » – Lénine, Liebknecht, Luxemburg.

est devenu manifeste ; elle était maintenant appliquée de façon consciente dans un but tout à fait différent. Défendre cette formule à ce moment-là contre le programme de révolution permanente de Trotsky était une trahison. Et on peut dire la même chose si on s'accroche à une pratique passée, héritée de nos prédécesseurs, qui n'avait pas encore révélé ses vices de conception. Nous avons la responsabilité de tirer des leçons des conséquences désastreuses de l'échec allemand (et bulgare) de 1923, et nous avons aujourd'hui l'avantage de l'avoir fait. Il y a un lien entre le fait que le Comintern n'avait pas complètement rompu avec un ministérialisme social-démocrate qui était évident en Bulgarie et en Allemagne en 1923, et le fait que le CEIC [Comité exécutif de l'Internationale communiste] *poussait en même temps à faire campagne* pour des postes exécutifs ; nier ce lien, ce serait s'aveugler à dessein. »

Ou, dans le cas de l'IG, semer à dessein la confusion centriste.

Historiquement parlant, l'idée que les communistes doivent faire campagne pour des positions administratives dans l'Etat de la bourgeoisie qu'ils veulent renverser est grotesque. Le fait que cette idée soit défendue dans le mouvement ouvrier aujourd'hui permet de mesurer le succès de l'hypocrisie démocratique, et montre directement la force politique de l'ordre capitaliste. L'histoire est jonchée d'exemples de gens se déclarant marxistes qui sont passés du côté de l'administration directe de l'Etat capitaliste contre les travailleurs et les opprimés. Ainsi, les travaillistes britanniques de la Militant Tendency (aujourd'hui le Socialist Party) étaient les employeurs de quelque 30 000 travailleurs municipaux à Liverpool, quand ils y contrôlaient le conseil municipal au milieu des années 1980. Un jour, ces patrons « socialistes » avaient en fait menacé de licencier tous les employés municipaux, en prétendant que c'était une « tactique » face à des réductions budgétaires imposées par le gouvernement central (conservateur). Plus récemment, un dirigeant du groupe brésilien du SU a accepté le portefeuille de ministre du Développement agraire dans le gouvernement bourgeois de Lula, assumant ainsi la responsabilité directe de l'expulsion de militants du Mouvement des paysans sans terre.

Pendant notre discussion sur les postes exécutifs, un camarade a fait remarquer une distinction cruciale entre le capitalisme et les sociétés de classe précédentes, comme le féodalisme. Ces sociétés étaient marquées par des rapports de classe et de caste clairs qui définissaient la place de chacun dans

l'ordre social. Le capitalisme masque la nature de son exploitation de classe derrière des concepts tels que « le marché », « l'offre et la demande » et, particulièrement dans le monde industriel le plus avancé, les atours de la « démocratie » qui offre soi-disant des chances et des droits égaux aux exploités et aux exploités. Notre tâche, en tant que communistes, est de mettre à nu la réalité d'un système social brutal qui n'est rien d'autre que la dictature de la bourgeoisie.

Leçons de la RDA, 1989-1990...

La conférence a consacré un point de son ordre du jour au bilan de notre intervention dans le début de révolution politique en Allemagne de l'Est en 1989-1990, dans le cadre d'une évaluation plus complète de cette intervention, qui a été la plus importante et la plus longue de toute l'histoire de notre tendance. Les deux rapporteurs étaient le camarade F. Zahl, un dirigeant de longue date du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), section allemande de la LCI, et R. Henry, du SI sortant. Faisant référence à la révolution en Espagne dans les années 1930, le camarade Henry a cité un texte de Trotsky réfutant en 1931 l'idée défaitiste que la victoire était impossible sans l'existence préalable d'un parti révolutionnaire de masse : « Mais l'avantage d'une situation révolutionnaire consiste précisément en ce qu'un groupe, même peu nombreux, peut, dans un court laps de temps, devenir une grande force à condition de savoir formuler des pronostics exacts et lancer à temps des mots d'ordre justes » (« Pour un manifeste de l'Opposition sur la révolution espagnole », 18 juin 1931, *la Révolution espagnole*). Henry ajoutait : « Ce que je veux dire, c'est que *nous étions cette organisation-là*. Nous avons le programme correct pour intervenir en RDA. »

Nous nous sommes opposés inconditionnellement à la réunification capitaliste avec l'Allemagne de l'Ouest impérialiste, et nous avons appelé à la révolution politique prolétarienne à l'Est et à la révolution socialiste à l'Ouest, avec comme objectif une Allemagne rouge des soviets dans des Etats-Unis socialistes d'Europe. Notre programme a montré toute sa puissance dans la manifestation du 3 janvier 1990, qui a rassemblé au parc de Treptow 250 000 personnes contre la profanation par des fascistes d'un monument en l'honneur

des soldats soviétiques morts pour libérer l'Allemagne du fléau nazi en 1945. Nous étions à l'initiative de cette mobilisation. Les staliniens du parti au pouvoir, le SED/PDS (Parti de l'unité socialiste/Parti du socialisme démocratique), s'y sont joints plus tard parce qu'ils constataient avec inquiétude à quel point notre programme trouvait un écho parmi les travailleurs de Berlin-Est, et qu'ils se sont sentis obligés de mobiliser leur base. Comme l'affirmait le document principal de notre Deuxième Conférence internationale, en 1992 :

« Mais comme l'a montré par la suite Treptow, nous étions dès le début en lutte avec le régime stalinien démissionnaire sur la question de l'avenir de la RDA. Alors que nous appelions à un gouvernement des conseils ouvriers, les staliniens travaillaient consciemment à empêcher une insurrection ouvrière, en démobilisant toutes les unités de l'armée qui avaient formé des conseils de soldats sous l'effet de notre propagande des mois précédents. Il y eut en fait un affrontement, marqué toutefois par la disproportion des forces, entre le programme de la révolution politique de la LCI et le programme stalinien de capitulation et de contre-révolution. »

– « Pour le communisme de Lénine et Trotsky ! »,
Spartacist édition française n° 27, été 1993.

C'est cela le plus important, malgré les nombreux problèmes et difficultés que nous avons rencontrés pour mettre en œuvre notre programme à l'époque, dont beaucoup sont abordés avec franchise dans le document de 1992. Ainsi, c'est avec retard que nous avons mis en place des Spartakist-Gruppen (groupes spartacistes) locaux comme organisations transitoires pour les nombreux militants politiques qui, dans toute la RDA, se reconnaissaient dans notre programme et voulaient diffuser *Arbeiterpressekorrespondenz* (*Arprekorr* – Correspondance ouvrière), notre journal trotskyste publié quasi-quotidiennement en décembre 1989, puis une ou deux fois par semaine jusqu'à début avril 1990.

Nous maintenons notre évaluation de 1992, et nous cherchons à approfondir notre compréhension de ces événements, à la lumière de nouveaux ouvrages historiques et de mémoires publiés depuis lors. Pour ce faire, nous avons produit, avant la conférence, six nouveaux bulletins intérieurs sur notre intervention en RDA. L'un d'eux reproduisait, en anglais, les 30 numéros d'*Arprekorr*. Les autres bulletins contenaient huit documents de recherche écrits par plusieurs camarades sur la base de nos archives de l'époque et de documents récemment publiés, sur des sujets comme l'évolution du SED/PDS stalinien en train d'abdiquer, notre travail politique dans différentes usines, nos efforts en direction des soldats soviétiques et de ceux de la NVA (l'armée est-allemande), et la campagne électorale cruciale de mars 1990, où nous avons présenté la seule liste qui s'opposait sans ambiguïté à la réunification capitaliste. Nous avons sous-estimé, dans notre travail sur le terrain, l'importance des milices d'usine (*Betriebskampfgruppen*), qui auraient pu constituer le point de ralliement politico-militaire d'une révolution politique prolétarienne. Suite à ce débat, plusieurs documents de recherche supplémentaires ont été sollicités.

Les camarades faisaient des évaluations assez inégales de notre impact en RDA et ce n'est pas surprenant ; cette discussion est encore en chantier, et certaines questions n'ont pas encore été tranchées. Notre objectif est d'approfondir la compréhension qu'ont nos propres camarades des événements de 1989-1990, ainsi que de produire de la propagande pour un futur numéro de *Spartacist*. Afin de motiver ce réexamen, le document de la conférence notait que :

« En Allemagne, la lutte de la LCI pour une révolution politique ouvrière et pour une réunification révolutionnaire de l'Allemagne était un défi direct, et il a été le seul, au bradage de la RDA par les staliniens de Moscou et de Berlin-Est

au profit de l'impérialisme ouest-allemand. Mais si, en tant que communistes, nous voulons tirer des leçons de l'histoire – y compris la nôtre –, nous devons comprendre que pour cela il faut pouvoir faire une évaluation critique des forces et faiblesses de notre intervention en tant que révolutionnaires. »

... et la lutte pour une révolution politique en Chine

Le bilan de notre intervention en RDA n'est pas simplement une question d'intérêt historique ; il touche aussi directement à nos tâches présentes et futures. C'est ce qu'une controverse aiguë a mis en lumière lors de la discussion sur les rapports principaux de la conférence, plus en amont dans l'ordre du jour. Les divergences qu'a soulevées un camarade sur notre programme de défense militaire inconditionnelle et de révolution politique prolétarienne en Chine ont été au centre d'une bonne partie des débats lors du premier tour de la discussion. Ce camarade avait déjà soulevé ses divergences un an plus tôt, suscitant alors une volumineuse discussion écrite. Quelque temps avant la conférence, il avait présenté un deuxième document faisant un lien entre ses positions sur la Chine et son appréciation des leçons de la défaite en RDA et en Union soviétique. Ce camarade, qui n'avait pas été élu délégué, s'est toutefois vu accorder par la conférence un temps de parole pour défendre ses positions, afin qu'on puisse parvenir à la plus grande clarté possible sur les questions controversées. A la fin de la discussion, il a déclaré qu'il reconsidérerait ses positions à la lumière des arguments échangés.

Dans son document, ce camarade citait notre article « Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé » (*le Bolchévik* n° 122, janvier-février 1993), dans lequel nous accusions la bureaucratie stalinienne d'avoir, avec ses mensonges, son bureaucratisme et son nationalisme, corrompu la conscience de classe du prolétariat soviétique. Dans cet article, nous faisons remarquer que la classe ouvrière soviétique ne s'était pas mobilisée pour défendre l'Etat ouvrier parce qu'elle était politiquement atomisée. Cela s'exprimait dans l'absence de direction anticapitaliste. La classe ouvrière n'avait pas de conscience de classe socialiste cohérente et conséquente ; elle était en particulier profondément pessimiste sur les possibilités de lutte révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés. Le camarade s'était emparé de cette remarque pour argumenter qu'aujourd'hui en Chine, comme auparavant en RDA et en Union soviétique, la classe ouvrière ne comprend pas du tout qu'il faut qu'elle défende les acquis sociaux incarnés dans l'Etat ouvrier. Partant de là, il argumentait que, puisque les travailleurs ne comprennent pas cette nécessité, la bureaucratie stalinienne restait la seule force consciente défendant l'Etat ouvrier, ne serait-ce qu'afin de défendre son propre pouvoir et ses propres privilèges. Avec cette logique, appeler à une révolution politique prolétarienne reviendrait à appeler à renverser le seul facteur conscient restant qui défende l'Etat ouvrier !

Trotsky avait fait remarquer, dans les années 1930, que ce n'était plus parce qu'elle s'identifiait subjectivement au socialisme que la bureaucratie stalinienne – une caste parasitaire reposant sur les formes de propriété collectivisées – défendait l'Union soviétique, mais qu'elle ne le faisait que dans la mesure où elle avait peur du prolétariat. En fin de compte, loin de défendre la propriété collectivisée, les staliniens ont bradé les Etats ouvriers. En RDA, la bureaucratie stalinienne s'est désintégré face à une révolution politique. Lorsque la bureaucratie soviétique, dirigée par Mikhaïl Gorbatchev, a donné le feu vert à l'annexion de la RDA par l'Allemagne de l'Ouest, les staliniens est-allemands y ont consenti.



Des milliers de manifestants se rassemblent devant des bureaux de la municipalité de Xi'an, dans la province chinoise du Shaanxi, en 2006. Sur la bannière : « Gouvernement, pitié pour les ouvriers licenciés qui doivent avoir de quoi manger. »

D'une manière quelque peu confuse, ce camarade affirmait aussi, s'appuyant sur notre expérience en RDA et en Union soviétique, que dans une révolution politique, l'appel à la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier chinois, quelles que soient ses déformations bureaucratiques, n'était pas applicable. Une révolution politique détruirait cet Etat, ajoutait-il, argumentant que « au fond, ce que nous défendons, ce ne sont pas les "détachements spéciaux d'hommes armés, etc.", mais la structure sociale de ces sociétés », autrement dit, la propriété collectivisée. Ceci établit une fausse distinction entre les détachements d'hommes armés défendant l'Etat ouvrier et les formes de propriété collectivisées sur lesquelles repose cet Etat. Au fond, cet argument nie l'importance centrale de la conquête du pouvoir d'Etat par le prolétariat, c'est-à-dire la nécessité pour la classe ouvrière d'instaurer sa propre dictature de classe. De plus, il contredit notre propre expérience en RDA, où notre propagande a eu un immense impact sur les soldats est-allemands et soviétiques, dont beaucoup étaient très conscients qu'ils étaient la première ligne de défense des Etats ouvriers face aux troupes de l'OTAN, de l'autre côté de la frontière avec l'Allemagne de l'Ouest.

Dans son rapport sur le document de la conférence, le camarade Bride rappelait l'expression de Lénine : « la politique est de l'économie concentrée », ce qui signifie que les questions économiques sont subordonnées aux questions politiques. Il ajoutait : « La question politique qui se pose c'est : quelle classe a le pouvoir, autrement dit de quelle classe est-ce l'Etat ? Ce n'est pas de savoir quelle proportion de la propriété est entre les mains du gouvernement à un moment donné. » La Révolution d'octobre 1917 avait créé un Etat ouvrier, mais ce n'est que plus tard que la bourgeoisie a été expropriée au niveau économique. Comme l'expliquait Trotsky, « La victoire qu'une classe remporte sur une autre vise précisément à reconstruire l'économie dans le sens des intérêts de celle qui a gagné » (« Un Etat non ouvrier et non bourgeois ? », novembre 1937).

Pour réfuter l'idée que le prolétariat de RDA n'avait pas une conscience de classe suffisante pour entrer en action en défense de son Etat ouvrier, les camarades ont souligné l'affluence massive au rassemblement prosoviétique de Treptow, l'énorme écho que notre propagande suscitait auprès de milliers et de milliers de travailleurs et de jeunes, l'apparition de conseils de

soldats dans différentes unités de la NVA sous l'impact de nos mots d'ordre. De plus, les travailleurs de Chine, à la différence de ceux de la RDA, ont déjà une assez bonne idée de ce à quoi ressembleront leurs futurs maîtres capitalistes en cas de contre-révolution sociale. Il y a eu ces dernières années en Chine des grèves très combatives et des manifestations de grande ampleur ; les ouvriers, paysans et autres se battent pour se défendre contre les ravages que provoquent les incursions du marché capitaliste et les inégalités qu'elles engendrent. La « conscience de classe » n'est pas quelque chose de statique et de permanent. On ne peut pas séparer la question de la conscience prolétarienne de la question d'un parti ouvrier léniniste-trotskyiste qui est l'expression la plus consciente des aspirations socialistes de la classe

ouvrière. C'est sur la base de notre programme que le prolétariat pourra rompre avec le dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays » et être gagné à la conscience internationaliste et révolutionnaire.

Cette bataille a confirmé de manière éclatante combien il est dangereux pour notre programme de regarder les événements en RDA à travers le prisme rétrospectif du déterminisme : puisque nous avons été vaincus, la défaite était la seule issue possible. Comme l'a souligné le camarade Bride, accepter l'idée que les travailleurs du bloc soviétique ne pouvaient pas avoir une conscience de classe suffisante pour défendre les Etats ouvriers, c'est faire écho aux mensonges concoctés dans les années 1950 par des idéologues anticommunistes comme Hannah Arendt : d'après ces derniers, les travailleurs du bloc soviétique n'étaient que les victimes du « totalitarisme » stalinien qui avait fait d'eux de simples esclaves sans esprit et sans âme, à jamais incapables de lutter. C'est fondamentalement la position de la mal nommée Bolshevik Tendency qui argumentait en 1990 qu'il n'y avait jamais réellement eu la moindre possibilité de révolution politique prolétarienne en RDA. Dans sa conclusion, le camarade Bride citait Trotsky qui, dans *les Leçons d'Octobre* (1924), faisait remarquer que si les bolchéviks n'avaient pas réussi à mener la classe ouvrière au pouvoir en 1917, des monceaux de livres auraient été écrits pour dire qu'il était de toute façon impossible que les travailleurs russes prennent le pouvoir. Comme nous l'écrivons dans notre document de conférence :

« Nous avons jeté nos petites forces révolutionnaires dans la lutte pour le pouvoir. Nous avons perdu, mais nous sommes battus. Ce qui est crucial, c'est d'apprendre à en appliquer les leçons dans les luttes à venir. »

Comme l'indique la partie du document de la Cinquième Conférence consacrée à la Chine (voir « La Chine et la question russe », page 25), la controverse qui a eu lieu lors de cette conférence s'inscrivait dans une série de batailles et de discussions internes sur cette question ces dernières années. C'est seulement par le débat interne, et par le réexamen permanent de la situation réelle, que nous pouvons clarifier et affiner notre compréhension de la situation actuelle, profondément contradictoire, de l'Etat ouvrier déformé chinois. La cause de beaucoup de ces batailles était une tendance à trop

condenser les processus en cours en Chine, à faire l'erreur de considérer que les « réformes de marché » introduites par la bureaucratie de Pékin conduisent à une restauration capitaliste imminente. Avec ce genre de conception, on entre dans la logique de nos opposants réformistes qui ont en grande partie tiré un trait sur une Chine qu'ils considèrent comme déjà capitaliste afin de justifier leur refus d'appeler à sa défense militaire inconditionnelle contre les agressions impérialistes et la contre-révolution intérieure.

En juin 2000 déjà, nous avions reconnu, dans une motion du SI, qu'une tendance à baser nos conclusions exclusivement sur les actes et les intentions de la bureaucratie « relègue le prolétariat en Chine à un rôle de simple objet passif, soit de la bureaucratie stalinienne, soit de la bourgeoisie impérialiste, au lieu de le considérer comme une force capable d'agir par elle-même, de façon indépendante ». Les réformes de marché renforcent et enhardissent les forces de la contre-révolution capitaliste, mais elles contribuent aussi à une croissance économique significative entraînant un développement numérique important du prolétariat industriel, ce qui exacerbe donc les contradictions en Chine. Il y a bien une classe capitaliste embryonnaire en Chine continentale, mais ce n'est pas une classe politiquement consciente, avec son propre parti politique ou quelque chose d'équivalent. Tôt ou tard, les tensions sociales explosives feront voler en éclats la structure politique de la caste bureaucratique au pouvoir. L'alternative sera alors sans appel : ce sera soit la restauration capitaliste, soit une révolution politique prolétarienne sous la direction d'un parti léniniste-trotskyiste, section d'une Quatrième Internationale reforcée.

Le Mexique et la lutte contre le populisme bourgeois

La période actuelle est réactionnaire, mais cela ne signifie pas qu'il n'y a aucune occasion d'intervenir dans des luttes sociales. Il n'y a pas de répression intense ou d'anticommunisme effréné qui nous isole de couches que nous pourrions toucher ; dans tous les pays où nous avons des sections, des luttes défensives nous donnent des ouvertures pour avancer notre propagande communiste et, occasionnellement, entreprendre des actions exemplaires. En fait, il est important pour un groupe de propagande de combat d'être à la recherche d'occasions de ce genre. Le document de la conférence mentionnait notre mobilisation au niveau international pour aider notre section française en 2006, pendant les manifestations massives qui étaient parties des étudiants contre une tentative du gouvernement de rogner un peu plus les droits des jeunes travailleurs [le CPE]. Plus généralement, le document soulignait la nécessité pour nos sections de relancer et de renforcer les groupes de travail jeunesse du parti, dont la tâche est de mener un travail suivi à l'université.

Le document de la conférence notait comment la situation au Mexique, en particulier, est explosive depuis plusieurs années. Une commission spéciale, à laquelle participaient des délégués du Grupo Espartaquista de México (GEM) et d'autres camarades familiers avec ce pays, s'est réunie pour discuter de notre intervention. Cette discussion a ensuite été rapportée à la conférence tout entière.

L'augmentation considérable des prix des produits alimentaires a provoqué des manifestations massives, auxquelles ont succédé d'autres luttes, contre la misère causée par l'impérialisme US et la bourgeoisie mexicaine. Le Sud rural est en ébullition, comme on a pu le constater avec l'occupation, pendant plusieurs mois, de la ville d'Oaxaca par des enseignants en grève, des paysans et des étudiants. Il y a eu d'importantes



AP
Manifestation de masse contre la hausse du prix des tortillas à Mexico, le 31 janvier 2007

luttes ouvrières, et la défaite du candidat du PRD López Obrador lors des élections présidentielles de 2006 a été suivie d'immenses manifestations de ses partisans contre la fraude électorale du parti de droite au pouvoir. Comme le faisait remarquer un délégué, la politique de l'administration Bush et du gouvernement mexicain a eu pour effet de souder le prolétariat, les pauvres des villes et la paysannerie dans la lutte. Toutes proportions gardées, il y a au Mexique une certaine radicalisation, avec des flux et reflux, qui remonte à la grève étudiante de 1999 à l'UNAM, une université de Mexico.

Pendant, ce sont des populistes nationalistes petits-bourgeois, comme les zapatistes et l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO) qui sont perçus comme l'aile radicale des luttes récentes. La plupart des groupes de gauche mexicains sont à leur traîne. Comme le notait le document de la conférence : « L'idée maîtresse du populisme de gauche, c'est de liquider la centralité stratégique de la classe ouvrière, et de dissoudre le prolétariat dans le "peuple", afin de le subordonner à la bourgeoisie. » Un article écrit par le GEM explique :

« Les populistes limitent leur programme à des réformes démocratiques, dans un cadre étroitement capitaliste et nationaliste. Quelles que soient leur combativité et leurs intentions, les populistes "radicaux" comme l'EZLN [les zapatistes] et

Commentaire

Après la Cinquième Conférence internationale de 2007, d'autres discussions ont eu lieu et nous avons réexaminé l'évaluation que nous avons faite à la conférence, à savoir que le Mexique avait connu « un énorme soulèvement populaire » contre l'augmentation du prix des produits alimentaires de base, comme il est mentionné dans l'article ci-dessus. Il y a effectivement eu de longues grèves très dures et des manifestations massives au Mexique dans l'année précédant la conférence de la LCI. Mais, comme nous l'avons noté lors d'un plénum du Comité exécutif international qui a eu lieu par la suite, la description de la réaction aux augmentations de prix était une « exagération impressionniste de l'évolution de la situation politique au Mexique ». En fait, il n'y a eu qu'une seule grande manifestation contre l'augmentation du prix des tortillas et la crise a été désamorcée.

l'APPO finissent dans l'orbite du PRD, et essaient de faire pression sur lui. »

– « Pour des mobilisations ouvrières contre la politique de famine et la répression ! », *Espartaco* n° 27, printemps 2007 (traduit dans *le Bolchévick* n° 180, juin 2007)

Quant à des organisations comme l'IG ou les morénistes de la LTS, elles gravitent, elles, autour des forces petites-bourgeoises « radicales » qu'attire le PRD. Le document de conférence notait que les récentes polémiques du GEM contre les zapatistes « corrigent dans les faits la surestimation du niveau de conscience du mouvement zapatiste que nous avons faite dans l'article "Grondements dans le nouveau désordre mondial" publié en 1994 dans *Spartacist* [édition anglaise, n° 49-50, hiver 1993-1994]. Cet article glorifiait la lutte zapatiste comme si elle réfutait la soi-disant "mort du communisme" proclamée par la bourgeoisie, sans mentionner le fait que les zapatistes rejettent consciemment tout programme de révolution prolétarienne. »

Les réformistes se mettent à la remorque d'un populisme bourgeois qui connaît actuellement un nouvel essor dans une bonne partie de l'Amérique latine. La LCI au contraire lutte pour la perspective trotskyste de la révolution permanente. Comme l'expliquait Trotsky au cours d'une discussion en 1938 : « La classe ouvrière au Mexique participe et ne peut que participer au mouvement, à la lutte pour l'indépendance du pays, pour la démocratisation des relations agraires, etc. [...] Il faut diriger, guider les travailleurs – en partant des tâches démocratiques pour arriver à la prise du pouvoir » (« Discussion sur l'Amérique latine », novembre 1938). Cette perspective est nécessairement liée à la lutte pour la révolution prolétarienne aux Etats-Unis et dans les autres centres impérialistes, qui est la seule garantie en fin de compte d'avancer dans la voie du socialisme. Afin d'aider le GEM à s'adresser aux jeunes militants dans le Mexique d'aujourd'hui, la conférence a voté d'écrire un article expliquant comment Trotsky a développé la théorie de la révolution permanente.

La lutte contre le protectionnisme et le chauvinisme anti-immigrés

Certaines questions qui se posent à notre organisation, qu'elles soient controversées ou importantes à un autre titre, ont d'abord été discutées dans des commissions désignées par la conférence puis présentées devant l'ensemble des délégués. Une des commissions a étudié la situation et les luttes des ouvrières en Chine dans le but de guider notre future propagande. Une autre a examiné le travail de la LCI en Pologne et les discussions récentes qui ont conduit à la décision de reconstituer une section polonaise de la LCI (voir « Refondation du Groupe spartaciste de Pologne », page 2). Dans une troisième commission, sur le travail de défense lutte de classe, nous avons essentiellement parlé de notre activité au niveau international pour donner un axe prolétarien à la lutte pour libérer Mumia Abu-Jamal. Une autre commission était consacrée au travail de ceux qui soutiennent notre programme dans les syndicats dans nos différentes sections. Une réunion des comités de rédaction des éditions en quatre langues de *Spartacist* a également eu lieu pour planifier les prochains numéros.

C'est dans la commission syndicale que les controverses les plus importantes ont eu lieu. La discussion de préconférence sur les plans de casse des syndicats de dockers en Europe avait été animée. Dans le cadre de ce « paquet portuaire », les patrons des ports proposent d'utiliser des marins, qui sont pour la plupart étrangers, pour charger et décharger les navires (ce qu'ils appellent l'« auto-assistance »). Le syn-

dicat des dockers de Hambourg s'est opposé à cette mesure d'un point de vue protectionniste chauvin, en avançant le mot d'ordre corporatiste « le travail sur les docks aux dockers ».

La ligne de la bureaucratie syndicale a trouvé un écho dans la LCI, comme le montre un tract publié en janvier 2006 par la section allemande de la LCI, le SpAD, qui avait été écrit en collaboration avec des camarades dans notre centre international. Ce tract contenait deux positions contradictoires. Pour s'opposer aux tentatives de la bureaucratie syndicale d'exclure et mettre sur la touche les marins étrangers, le tract exigeait, comme il se doit, que le travail de chargement et de déchargement des navires soit payé au tarif syndical du port de Hambourg, *quels que soient ceux qui l'accablent*, ce qui ouvrait une perspective de collaboration internationale entre dockers allemands et marins étrangers. En même temps, le tract affirmait : « l'auto-assistance c'est la destruction des syndicats de dockers, et cela crée des conditions de travail encore pires pour les marins », ce qui signifiait que le travail dans les ports ne devait pas être accompli par des marins ! La conférence nationale du SpAD d'août 2006 avait voté de corriger cette adaptation au protectionnisme chauvin de la bureaucratie syndicale réformiste, mais la question n'a pas été résolue avant la discussion qui a accompagné la conférence internationale.

Le mot d'ordre « le travail sur les docks aux dockers » est nationaliste et protectionniste, et pas seulement de façon potentielle, comme nous le disions jusque-là dans notre propagande. Dans ce contexte, il signifie « le travail allemand pour les travailleurs allemands ». Comme l'a fait remarquer l'un des intervenants à la conférence, avoir une perspective internationaliste, cela veut dire prendre comme point de départ qu'on s'adresse aux marins en grande partie philippins avec un programme révolutionnaire, et qu'on cherche à les unir à leurs frères et sœurs de classe allemands dans la lutte contre les capitalistes. Le document de la conférence réaffirme notre opposition au protectionnisme dans les pays impérialistes : « Pour la bourgeoisie, le protectionnisme et le "libre-échange" sont des options à discuter. Pour le prolétariat, choisir le protectionnisme c'est rejeter le programme de l'internationalisme, c'est-à-dire renoncer à la révolution. La seule solution aux crises que produit le capitalisme, c'est une économie socialiste planifiée au niveau international. »

L'adaptation au protectionnisme sur la question du « paquet portuaire » de Hambourg était encore un exemple des pressions du libéralisme bourgeois qui s'exercent de plus en plus sur nous – réfracté ici à travers le prisme du réformisme syndical. La restauration capitaliste en Europe de l'Est et l'exploitation impérialiste intensifiée dans le monde semi-colonial ont provoqué de nouvelles vagues d'immigration vers les métropoles occidentales. Pour détourner le mécontentement causé par le chômage et la baisse du niveau de vie, certains secteurs de la bourgeoisie ainsi que les bureaucraties social-démocrates et syndicales prônent le nationalisme économique et attisent l'hostilité envers les travailleurs étrangers et les immigrés. En Allemagne, parmi ceux qui colportent le poison protectionniste figure notamment Oskar Lafontaine, dirigeant de l'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG), une organisation social-démocrate de gauche qui a maintenant fusionné avec les sociaux-démocrates ex-staliniens du PDS pour former Die Linke (La gauche, appelé aussi Parti de la gauche). La WASG ainsi que son avatar Die Linke sont encensés par la plus grande partie de la gauche pseudo-trotskyiste.

Nous, par contre, luttons pour un parti d'avant-garde interna-



CDDS

Cortège lutte de classe du Comité de défense sociale dans le rassemblement pour Mumia appelé par le Collectif Unitaire National "Ensemble, sauvons Mumia" à Paris le 19 avril. Dans le cadre de la campagne internationale pour la libération de Mumia, des tracts et des brochures documentant son innocence ont été publiés dans de nombreuses langues.

tionaliste qui joue le rôle de « tribun du peuple », prenant la défense des immigrés et des minorités ethniques et nationales. Notre mot d'ordre « pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés » est essentiel pour défendre l'unité de la classe ouvrière et constitue une mesure de défense pour tous les travailleurs ; il va à l'encontre de la politique des capitalistes cherchant à soumettre les couches les plus vulnérables de la population à la surexploitation. Cependant la plus grande partie des populations qui composent les minorités ethniques et raciales en Europe ne sont pas des immigrés, mais les enfants et les petits-enfants de travailleurs immigrés qu'on avait fait venir pour pallier les pénuries de main-d'œuvre dues aux ravages de la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, ces jeunes subissent de plein fouet le chômage et la répression policière raciste. De ce fait, pour combattre l'oppression des minorités ethniques, il ne s'agit pas seulement de lutter pour des droits démocratiques, mais aussi pour la survie économique sur la base du Programme de transition – comme par exemple pour la syndicalisation des non-syndiqués et pour des emplois décents pour tous grâce à une échelle mobile des salaires et des heures de travail – ce qui pose la question de lutter contre le système capitaliste lui-même.

Sans cette perspective révolutionnaire, on tombe dans une forme de réformisme par procuration, cherchant à répartir d'une façon ou d'une autre la misère que l'exploitation capitaliste inflige à ceux qui sont au bas de l'échelle sociale. On en a un exemple dans le débat qui traverse en ce moment le mouvement ouvrier américain : les travailleurs immigrés tirent-ils vers le bas les salaires d'autres secteurs mal payés et spécifiquement opprimés de la classe ouvrière, en particulier ceux des Noirs ? Comme le note le document principal de la conférence : « De notre point de vue, la question des droits des immigrés est une question politique et non économique. Nos revendications sont négatives ; elles s'incarnent dans notre mot d'ordre exigeant les pleins droits de citoyenneté pour quiconque a réussi à arriver dans ce pays ; elles s'opposent aux politiques de l'Etat bourgeois. Nous n'avons pas de programme positif. Autrement dit, nous n'avons pas de mesures

différentes à proposer par rapport à l'immigration sous le capitalisme [...]. Nous nous préoccupons des aléas de l'économie mondiale lorsque nous la dirigerons. » Le document soulignait « le rôle progressiste que jouent les travailleurs étrangers en sortant le mouvement ouvrier de son insularité nationale ».

La campagne pour la libération de Mumia Abu-Jamal

Les discussions dans la commission de défense ont porté sur la nécessité urgente de redoubler nos efforts internationaux pour arracher la libération de Mumia Abu-Jamal, dont le dossier est maintenant engagé dans une dangereuse « procédure accélérée ». Mumia, partisan de l'organisation MOVE, était dans sa jeunesse un porte-parole du Black Panther Party, avant de devenir un éloquent journaliste prenant fait et cause pour les opprimés. Il a été victime d'une machination de la « justice » américaine raciste qui l'a accusé d'avoir tué, en décembre 1981, un policier de Philadelphie. La bourgeoisie américaine est déterminée à tuer Mumia ou à l'enterrer vivant en prison pour toujours, afin d'intimider quiconque oserait défier le système capitaliste.

Nous luttons pour une stratégie de défense *lutte de classe*. Nous cherchons pour cela à mobiliser la puissance sociale que la classe ouvrière est seule à avoir, et à faire comprendre aux travailleurs que le combat de Mumia est leur combat, et qu'il doit être un combat contre l'Etat capitaliste. Pour le gagner, il faut des mobilisations de masse centrées sur le mouvement ouvrier. Pour cela, il faut lutter contre les libéraux bourgeois et la gauche réformiste qui colportent des illusions dans les tribunaux capitalistes, et qui subordonnent la lutte pour la libération de Mumia à la revendication d'un « nouveau procès » qui serait octroyé par ce même système judiciaire qui l'a expédié dans le couloir de la mort. Cette revendication rompt délibérément avec ce qui s'est fait pendant des générations : dans le passé les manifestants demandaient : « Libérez Sacco et Vanzetti », « Libérez les Scottsboro Boys », « Libérez Angela Davis », etc. Beaucoup de ces mêmes groupes et individus

cherchent à dénigrer et à faire disparaître une preuve particulièrement flagrante de l'innocence de Mumia Abu-Jamal, le témoignage sous serment d'Arnold Beverly qui affirme que c'est lui, et non Mumia, qui a tué le policier de Philadelphie, et que Mumia n'avait rien à voir avec ce meurtre.

Les libéraux et leurs suivistes réformistes cherchent à redorer l'image du système judiciaire américain ; ils doivent par conséquent présenter la vendetta de l'Etat contre Mumia comme une aberration et une « erreur judiciaire ». Ils trouvent les aveux de Beverly « non crédibles » parce qu'ils ne veulent pas croire ce que des millions de personnes, dans le monde entier, n'ont aucun mal à comprendre : que Mumia a été la victime d'une machination gouvernementale concertée. Rien ne peut montrer plus clairement combien nos opposants réformistes sont devenus, dans la période actuelle, des apologistes de la démocratie bourgeoise qui s'efforcent de bloquer le développement de la conscience de classe anticapitaliste que les mobilisations pour libérer Mumia pourraient éveiller. En colportant l'illusion mortelle que les tribunaux capitalistes pourraient rendre la « justice », ces forces ont *démobilisé* un mouvement de protestation de masse qu'il faut maintenant ranimer.

Il était clair depuis au moins la fin des années 1990 que nous devons absolument mener un combat politique contre les libéraux et les réformistes qui étaient en train de démobiliser le mouvement. Mais il a fallu les batailles internes clarificatrices qui ont suivi la crise de notre parti en 2003 pour que nous soyons capables de vraiment nous y atteler. Pour revigorer notre campagne pour libérer Mumia, il a d'abord fallu revenir sur la tendance que nous avons eue à dénigrer le travail de défense comme s'il était d'une certaine manière intrinsèquement opportuniste. Comme le notait le document de la conférence, ceci « a requis un retour critique sur notre travail, depuis 1987, lorsque nous avons décidé de prendre la défense de Mumia à la conférence de la SL/U.S. [en 2004]. C'est nous, et nous seuls, qui avons fait de son cas une cause internationale, qui ne se limitait pas simplement à Mumia, mais s'attaquait aussi au caractère barbare de la peine de mort raciste aux USA. » Nos efforts pour entraîner des forces sociales bien plus importantes que les nôtres dans la lutte en défense de Mumia ont été couronnés de succès : il n'est pas exagéré de dire que c'est notre travail, y compris l'aide que nous avons apportée à d'autres individus et organisations qui ont pris fait et cause pour Mumia, qui a permis qu'il soit encore en vie.

En même temps, nous savions que ces autres forces étaient hostiles à notre politique communiste et à notre implication dans la défense de Mumia. Cependant, nous avons alors utilisé cela comme justification pour nous retirer du combat politique et polémique avec nos opposants réformistes sur la question de Mumia. Il y a quelque temps, un camarade évoquait un certain nombre d'exemples de ce type de retrait sectaire dans les années qui ont suivi la destruction de l'Union soviétique ; il a fait remarquer que le parti s'était « retiré dans son château fort pour s'isoler d'un monde qui lui était devenu étranger, remontant le pont-levis et se retranchant à l'intérieur ». Ensuite, observait ce camarade, il y a eu l'adaptation à l'opportunisme menchévique : nous avons « abaissé le pont-levis et nous nous sommes précipités à l'extérieur pour nous mêler à ceux qui étaient là, laissant notre drapeau dans le château ».

Nos récentes batailles internes ont politiquement réarmé le parti. Elles nous ont permis d'accomplir d'importants progrès dans la campagne pour libérer Mumia. Le Partisan Defense Committee et les autres organisations de défense associées aux sections de la LCI ont été à l'initiative de rassemblements pour libérer Mumia aux Etats-Unis, au Canada, en Grande-

Bretagne, en Allemagne et dans d'autres pays, lors desquels un large éventail de personnalités venant du mouvement ouvrier et d'ailleurs ont pris la parole. Nous avons publié des brochures en anglais, en français et en allemand qui documentent l'innocence de Mumia et les années de combat pour sa libération, et qui incluent des polémiques contre la confiance de nos opposants dans l'Etat bourgeois ; des tracts sur le cas de Mumia ont été diffusés dans beaucoup de langues. Le PDC et les autres organisations de défense affiliées ont récolté des centaines et des centaines de signatures, notamment au sein du mouvement ouvrier, pour une déclaration lancée par le PDC dans laquelle il est dit : « Nous exigeons la libération immédiate de Mumia Abu-Jamal, qui est innocent. » Cette déclaration mentionne les aveux de Beverly ; elle a été reproduite dans des publicités parues dans des publications de gauche et des journaux noirs dans plusieurs pays. D'importantes organisations syndicales, comme le Congress of South African Trade Unions [COSATU – Congrès des syndicats sud-africains] et le Scottish Trades Union Congress [Congrès des syndicats écossais], ont adopté des résolutions affirmant haut et fort l'innocence de Mumia et exigeant sa libération.

Nous avons organisé des meetings pour expliquer comment la lutte pour la libération de Mumia fait partie intégrante du combat que nous menons pour la libération des Noirs par une révolution socialiste aux Etats-Unis. Le cas de Mumia est un concentré de tout ce que représente la domination de classe capitaliste et l'oppression des Noirs qui en est inséparable. Aux Etats-Unis, la peine de mort raciste est l'héritage barbare de l'esclavage, la corde à lyncher rendue légale. Mumia a été victime d'une machination et condamné à mort parce qu'il lutte contre l'injustice raciste et capitaliste depuis son adolescence, quand il était membre du Black Panther Party.

Les Black Panthers avaient attiré les meilleurs militants d'une génération de jeunes Noirs dégoûtés par le conciliatisme servile des dirigeants pro-Parti démocrate du mouvement des droits civiques. Mais le nationalisme noir des Black Panthers, qui ne croyaient pas possible une lutte de classe racialement intégrée contre le capitalisme américain raciste, était tout autant une impasse que le rêve chimérique des libéraux que les Noirs pourraient conquérir l'égalité sociale dans les limites de la société capitaliste américaine.

Les Noirs aux Etats-Unis ne constituent pas une nation. C'est une caste opprimée de race/couleur : depuis les premiers jours du système esclavagiste, ils font partie intégrante de la société de classe américaine en bas de laquelle ils sont maintenus par la ségrégation. La voie de la libération des Noirs passe par la lutte pour l'intégrationnisme *révolutionnaire* – l'intégration complète des Noirs dans une Amérique socialiste égalitaire. Quarante ans après le mouvement des droits civiques, les Noirs aux Etats-Unis sont toujours confrontés à la misère et à un taux d'incarcération phénoménal ; la protection médicale se détériore et il y a de plus en plus de ségrégation dans les écoles. Mais les ouvriers noirs sont toujours une composante clé du prolétariat multiracial américain. Le combat pour la libération des Noirs est la question stratégique de la révolution prolétarienne américaine. Il ne pourra pas y avoir de révolution socialiste aux Etats-Unis si le prolétariat ne reprend pas à son compte le combat pour la libération des Noirs – en s'opposant à toutes les manifestations de répression et de discrimination racistes – et il ne pourra pas y avoir de libération des Noirs sans le renversement de ce système capitaliste raciste.

Le document de la conférence notait que notre lutte pour la libération de Mumia « est l'une de ces rares occasions qui

se présentent où notre intervention peut changer le cours des événements sur une question où un grand nombre de personnes se sentent concernées ». La discussion pendant la conférence a souligné qu'il y a encore beaucoup plus à faire pour obtenir la libération de Mumia. Notre tâche centrale, dans ce travail, est de tirer les leçons politiques – depuis la nature de l'Etat capitaliste jusqu'à la question noire aux Etats-Unis – et de gagner des travailleurs, des membres des minorités et des jeunes à une perspective de défense lutte de classe et au programme plus large de la lutte pour la révolu-

tion socialiste, afin d'en finir avec le système capitaliste d'injustice et de répression.

La lutte pour la continuité révolutionnaire

La refondation de la section polonaise de la LCI a été un temps fort de la conférence. La section avait été dissoute en 2001, et pour reforge ce groupe il a été essentiel de corriger des positions erronées qu'avait adoptées la direction internationale à cette époque. Le plus important était de clarifier l'évolution du rôle de Solidarność après la restauration du

Prenez part à la campagne pour la libération de Mumia Abu-Jamal !

Mumia Abu-Jamal, ancien Black Panther, partisan de MOVE, connu sous le nom de la « voix des sans-voix », se trouve dans le couloir de la mort depuis 26 ans, victime d'une machination policière. Le 27 mars 2008, la Cour d'appel fédérale a confirmé la condamnation de ce combattant pour la libération des Noirs. Une nouvelle audience devrait avoir lieu pour fixer sa peine, au cours de laquelle soit la condamnation à mort sera rétablie, soit Mumia sera condamné à la prison à vie. Mumia Abu-Jamal est innocent, il n'aurait pas dû passer un seul jour en prison ! Il faut des manifestations de masse centrées sur la classe ouvrière pour réclamer sa libération immédiate !

Il faut de l'argent pour payer la défense ! En France, libellez vos chèques à « MRAP solidarité Mumia » et envoyez-les au MRAP, 43 boulevard Magenta, 75010 Paris. En Amérique du Nord, libellez vos chèques à la « National Lawyers Guild Foundation » (avec la mention spéciale « Mumia ») et envoyez-les au « Committee to Save Mumia Abu-Jamal », P.O. Box 2012, New York, NY 10159.

En France, les dons au Comité de défense sociale (CDDS) portant la mention spéciale « Mumia », ainsi que les collectes pour la défense légale de Mumia faites lors de meetings du CDDS ou de la LTF, font l'objet d'un reçu et sont ensuite entièrement transférés à « MRAP solidarité Mumia ».

En Amérique du Nord, les dons au Partisan Defense Committee (PDC) portant la mention spéciale « Mumia's Legal Defense », ainsi que les collectes pour la défense légale de Mumia faites par exemple lors de meetings du PDC, font l'objet d'un reçu et sont ensuite entièrement transférés sur le compte de la « National Lawyers Guild Foundation » désigné à cette intention par l'avocat de Mumia.

Organisez des protestations ! Faites adopter des motions dans votre syndicat, sur votre fac ou dans votre association. Faites que votre syndicat ou votre organisation envoie un don et prenne part aux rassemblements et protestations pour Mumia. Faites connaître son cas dans le journal de votre syndicat ou de votre association.

Faites circuler l'information ! Prenez contact avec le CDDS ou le PDC pour obtenir des paquets de notre tract de quatre pages « Mumia est innocent : Libérez Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste ! » (2 €/2 \$Cdn pour 25 exemplaires).

Il faut avoir les faits ! La nouvelle brochure du CDDS, *Mensonges au service d'un lynchage légal* (disponible en français, anglais et allemand pour 50 cents l'exemplaire, 10 €/10 \$Cdn pour 30) réfute en détail le récent livre *Murdered by Mumia* du journaliste de droite Michael Smerconish et de Maureen Faulkner. Ce pamphlet mensonger sert de cri de ralliement non seulement pour l'exécution de Mumia mais aussi pour la peine de mort elle-même. L'autre brochure du CDDS sur Mumia, *la Lutte pour libérer Mumia Abu-Jamal – Mumia est innocent !* (1 €/1 \$Cdn, 64 pages) décrit la base politique de la vendetta de l'Etat contre Mumia ; elle fournit des détails supplémentaires sur les preuves explosives qui font voler en éclats la machination dont est victime depuis des dizaines d'années ce combattant pour la liberté des Noirs. Ces deux brochures du CDDS donnent des munitions politiques aux militants pour lutter pour la libération de Mumia.

Demandez le badge « Free Mumia Abu-Jamal! Abolish the Racist Death Penalty! » (1 €/1 \$Cdn pièce). **Commandez la vidéo en anglais du PDC** « Du couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal » contenant aussi le témoignage d'Arnold Beverly (10 €/10 \$Cdn le DVD, 15 €/15 \$Cdn la cassette VHS).

Toutes les commandes en euros se font par chèque à l'ordre du Comité de défense sociale, ou en dollars canadiens à l'ordre du Partisan Defense Committee.

Le CDDS et le PDC sont des organisations de défense légale et sociale, non sectaires, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).



Pour tout contact, en France :

CDDS, MBE 168, 108 rue Demrémont, 75018 Paris
Tél. : 01 42 08 01 49 • e-mail : cdds-france@hotmail.fr

Au Canada :

PDC, C.P. 314, succursale B, Toronto ON M5T 2W1
Tél. : (416) 593-4138 • e-mail : pdctoronto@bellnet.ca

capitalisme en Pologne : il s'agit à la fois d'une organisation politique de droite et d'un syndicat qui dirige des luttes économiques. Une autre discussion importante pour la consolidation de ce groupe portait sur la position trotskyste sur la Deuxième Guerre mondiale : défaitisme révolutionnaire vis-à-vis des belligérants impérialistes, et par extension vis-à-vis de la Pologne qui s'était rangée dans le camp allié, ainsi que défense militaire inconditionnelle de l'URSS. Avec la refondation de notre groupe polonais, nous avons maintenant une tête de pont en Europe de l'Est, qui compte énormément pour nous même si elle est ténue.

La conférence a réaffirmé que nous devons par-dessus tout défendre l'intégrité de notre programme marxiste – en intervenant dans le monde extérieur et à travers l'affrontement polémique, ainsi que la clarification et les batailles politiques internes. Il est aussi très important d'assurer systématiquement la formation des cadres afin qu'ils assimilent les leçons de l'expérience historique et les réexaminent d'un œil critique. Comme le notait le document principal : « Etant donné la nature et les difficultés de la période actuelle, nous ne pouvons pas nous attendre à une croissance substantielle pour l'instant. La LCI a une extension à la limite de ses capacités. » Il est pourtant important de maintenir notre extension géographique car il n'est pas possible de savoir où des éruptions de lutte de classe vont surgir. Cela signifie qu'il faut établir des priorités et s'y tenir. Pour cela, il est essentiel de maintenir le bimensuel *Workers Vanguard*, le journal de la Spartacist League/U.S., dont le rôle est important pour le maintien de la cohésion politique de la LCI dans son ensemble.

Une commission des nominations a été constituée pour examiner les propositions de la direction sortante ainsi que celles des délégués pour l'élection d'un nouveau CEI, lequel est chargé de diriger la LCI jusqu'à la prochaine conférence. Contrairement à la conférence de 2003, où la crise dans le parti avait conduit à un changement significatif de la composition du CEI, le CEI élu à cette conférence est marqué par une continuité beaucoup plus grande, ce qui reflète les progrès accomplis dans la reconstruction du parti et de sa direction. Le nouveau CEI a été élu à bulletin secret après une discussion lors de la dernière session de la conférence. Il comprend une couche de camarades plus

jeunes, issus de différentes sections de la LCI.

Depuis la dernière conférence de la LCI, nous comprenons et combattons mieux les pressions qui nous poussent à nous adapter à la conscience libérale-bourgeoise. Nous appliquons également mieux les normes du centralisme démocratique à nos débats internes. Néanmoins, comme le notait sobrement le document principal, « nous devons beaucoup mieux faire pour ce qui est d'instiller le sens de pourquoi nous existons : nos faibles forces, par la puissance de notre programme, ont un impact sur les luttes sociales, et nous sommes les seuls à avoir un programme pour abolir le capitalisme qui est la source de l'exploitation, des guerres impérialistes, de la discrimination raciste et de l'oppression des femmes ». Nous avons passé plusieurs décennies à chercher des gens pensant comme nous parmi les tendances se réclamant du trotskysme, de la France au Sri Lanka en passant par la Grèce et d'autres pays. Mais en fin de compte, nous avons réalisé que nous sommes en substance la seule organisation trotskyste dans le monde.

Au niveau international, nous avons gagné beaucoup de cadres subjectivement révolutionnaires venant de différents groupes centristes et réformistes, ou de leur périphérie, ce qui a permis à notre tendance de sortir de son isolement national aux États-Unis ; nous avons recruté en Australie et en Europe, ensuite au Japon, en Afrique du Sud, au Mexique et ailleurs. L'extension internationale a été et demeure absolument cruciale pour permettre à la LCI de surmonter politiquement les pressions déformantes qui pèsent sur toute organisation politique nationale limitée. Aujourd'hui, la LCI a des cadres internationaux, y compris une couche de dirigeants plus jeunes qui se sont mis en avant dans le processus de reconstruction du parti. Le défi est de transmettre à ceux qui dirigeront notre parti plus tard l'expérience programmatique accumulée des générations plus anciennes dans le parti. Ceci inclut la formation aux classiques du marxisme et l'étude de notre propre histoire ainsi qu'une lutte permanente pour aiguïser et développer notre programme marxiste dans cette période de réaction postsoviétique. Dans ce domaine, comme pour tout le travail de la LCI, nous nous sommes fixé pour but de forger une Quatrième Internationale authentiquement trotskyste pour diriger le prolétariat dans de nouvelles révolutions d'Octobre qui balayeront la barbarie capitaliste dans le monde entier. ■

A bas les postes exécutifs !

Nous reproduisons ci-dessous un extrait du document de la Cinquième Conférence internationale de la LCI, « *Maintenir un programme révolutionnaire dans la période post-soviétique* », février 2007.

Assimiler les leçons des batailles au sein du mouvement ouvrier international, en formant des cadres et en réexaminant d'un œil critique le travail de nos prédécesseurs révolutionnaires, est nécessaire au maintien de notre continuité révolutionnaire. C'est indispensable pour prendre position sur la manière de formuler notre programme pour le présent. Nous nous réclamons des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (IC). Mais nous avons certaines critiques à faire des débuts de l'IC et, dès les premières années de notre tendance, nous avons exprimé des réserves à propos des résolutions sur le « front unique anti-impérialiste » et le « gouvernement ouvrier » au Quatrième Congrès. Dans notre article « Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste » (*Spartacist* édition française n° 34, automne 2001), nous examinons les erreurs des directions du KPD et de l'IC qui

menèrent à l'échec de la révolution allemande. Dans *les Leçons d'Octobre*, Trotsky montrait comment le Parti bolchévique, sous la direction de Lénine, avait vaincu la résistance des Kamenev, Zinoviev et Staline qui se déroberent à la tâche lorsque la question du pouvoir fut posée. Mais, en Allemagne, la politique de capitulation triompha et l'occasion révolutionnaire fut gâchée, avec de désastreuses conséquences. Il est possible que ce document de Trotsky ait été en partie une autocritique personnelle : Trotsky avait été partie prenante de la direction de l'IC qui avait eu sa part de responsabilité dans la débâcle allemande. Cependant, ni Trotsky ni ses partisans n'ont jamais entrepris de réexamen systématique et complet de l'intervention de l'IC et du KPD dans les événements d'Allemagne en 1923 ; pas plus qu'ils n'ont critiqué la résolution défectueuse sur les gouvernements ouvriers au Quatrième Congrès. Cette résolution laissait la porte ouverte à l'entrée du KPD dans les gouvernements régionaux de Saxe et de Thuringe en 1923, ce que Trotsky avait défendu à tort comme étant un « champ d'exercices »

pour la révolution. Mais la manœuvre en Saxe et Thuringe n'a fait que renforcer les illusions répandues dans l'Etat bourgeois. Si ces gouvernements étaient des « gouvernements ouvriers », comme cela avait été dit aux masses, il n'y avait alors logiquement plus besoin de lutte révolutionnaire extra-parlementaire, ni de former des conseils ouvriers et des milices ouvrières. Le fiasco de 1923 montre clairement que, lorsqu'on « arrondit les angles » du programme plutôt que de prendre une position léniniste claire sur l'Etat, cela aboutit au désastre.

La Quatrième Conférence de la LCI avait adopté la position que les communistes pouvaient se présenter à des postes exécutifs comme celui de président ou de maire, s'ils déclaraient ouvertement qu'ils n'avaient pas l'intention d'exercer ces fonctions. Le camarade Robertson a mis en question cette ligne à la conférence de la SL/U.S. de 2004. Il a fait remarquer qu'il y avait une contradiction entre notre refus de principe de nous présenter pour le poste de shérif de comté aux USA et le fait que nous puissions nous présenter au poste de shérif de l'impérialisme US. Notre attitude devrait être « A bas les postes exécutifs ! » Se présenter à des postes exécutifs est en contradiction avec la conception léniniste de l'Etat. Dans la discussion sur les postes exécutifs, nous devons réexaminer de façon critique la pratique de l'IC à ses débuts, lorsque ses sections présentaient des candidats à des postes exécutifs et assumaient régulièrement des postes de maires dans les municipalités ou, dans le cas de l'Allemagne, avaient même eu des ministres dans des gouvernements bourgeois régionaux. Nous ne voyons aucune différence de principe entre les gouvernements capitalistes locaux, régionaux ou nationaux – les municipalités bourgeoises font partie des mécanismes de l'Etat capitaliste qu'il faut détruire et remplacer par des organes du pouvoir ouvrier, c'est-à-dire des soviets.

Ce qui différencie le réformisme de la politique révolutionnaire, c'est l'attitude vis-à-vis de l'Etat bourgeois. Autrement dit, le point de vue réformiste qu'il est possible de s'emparer de l'appareil d'Etat existant et de le gérer dans l'intérêt des ouvriers est à l'opposé de la conception léniniste, à savoir que l'appareil d'Etat capitaliste doit être détruit par la révolution prolétarienne. Le problème qu'il y a à se présenter à des postes exécutifs, c'est que cela donne de la légitimité aux conceptions réformistes dominantes de l'Etat. L'histoire regorge d'exemples sordides de réformistes sociaux-démocrates et staliniens gérant l'Etat dans l'intérêt du capitalisme. Le pouvoir exécutif commande les « détachements d'hommes armés » qui sont le noyau de l'appareil d'Etat ; la destruction révolutionnaire de cet Etat implique nécessairement une confrontation avec l'exécutif. Même dans les grandes révolutions bourgeoises en Angleterre et en France, les cromwelliens et les jacobins qui établirent une base au Parlement durent se débarrasser du roi et mettre en place un nouvel organe exécutif.

L'Affaire Dreyfus dans les années 1890 avait provoqué une grave crise sociale en France. Elle avait également profondément divisé le mouvement ouvrier français, certains socialistes ne comprenant pas la nécessité de défendre l'officier juif Dreyfus contre la réaction et l'antisémitisme bourgeois. Pour désamorcer la crise sociale et liquider l'affaire Dreyfus, le nouveau président du Conseil avait demandé au socialiste Alexandre Millerand de participer au gouvernement des radicaux et des républicains bourgeois, dans lequel le général Galliffet, le boucher de la Commune de Paris, était ministre de la Guerre. Millerand accepta et entra dans le gouvernement Waldeck-Rousseau comme ministre du Commerce et

de l'Industrie en 1899. La trahison de Millerand, défendue par Jean Jaurès, divisa les socialistes français. La Deuxième Internationale donna une réponse typiquement ambiguë au ministérialisme. Au congrès de Paris de 1900, une motion de compromis présentée par Kautsky l'emporta. Cette motion critiquait le millerandisme... sauf lorsque c'était une question de survie nationale : « L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut pas être considérée comme le commencement normal de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel. Si dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est là une question de tactique et non de principe. » Un amendement déposé par Guesde qui cherchait à interdire la participation en toutes circonstances fut repoussé. L'aile révolutionnaire de la social-démocratie, dont faisaient partie Lénine et Luxemburg, s'opposa avec véhémence au millerandisme. Luxemburg écrivait : « L'entrée des socialistes dans un gouvernement bourgeois n'est donc pas, comme on le croit, une conquête partielle de l'Etat bourgeois par les socialistes, mais une conquête partielle du parti socialiste par l'Etat bourgeois. »

Le Parti socialiste américain n'avait à ses débuts aucune compréhension de l'importance de la question de l'Etat. L'aile réformiste, y compris de vulgaires chauvins tels que Victor Berger, s'adonnait à la pratique de gérer les municipalités, ce que d'autres socialistes plus radicaux critiquaient et appelaient le « socialisme des égouts ». Bien que plus à gauche, Eugene Debs s'imaginait qu'on pouvait utiliser l'Etat capitaliste existant pour faire avancer la cause du prolétariat, et il argumentait que la tâche du Parti socialiste était « de vaincre le capitalisme sur le champ de bataille politique, prendre le contrôle du gouvernement et, au moyen des pouvoirs publics, prendre possession des moyens de production de la richesse, abolir l'esclavage salarié et émanciper tous les ouvriers » (« Le parti socialiste et la classe ouvrière »). Les campagnes de Debs pour la présidence américaine ont établi un précédent qui fut plus tard suivi par les communistes américains et les trotskystes de Cannon.

La Deuxième Internationale ne pouvait pas résoudre la question des postes exécutifs car elle n'était pas révolutionnaire. Le Parti bolchévique de Lénine, en s'opposant irrémédiablement au gouvernement provisoire de front populaire, a démontré son hostilité totale au ministérialisme. Cependant, Lénine faisait une distinction très nette entre assumer un poste exécutif, ce qui signifie automatiquement gérer le capitalisme et constitue donc une trahison de classe, et l'utilisation révolutionnaire du parlement. Faisant référence au travail des bolchéviks dans la Douma tsariste, Lénine faisait remarquer : « A une époque où presque tous les députés "socialistes" (que l'on nous pardonne de profaner ce mot !) d'Europe sont apparus comme des chauvins ou comme les valets des chauvins, à une époque où ce fameux "esprit européen" qui séduisait nos libéraux et nos liquidateurs s'est révélé une accoutumance stupide à une servile légalité, il s'est trouvé en Russie un parti ouvrier dont les députés n'avaient pas leurs "entrées" dans les salons bourgeois et intellectuels, ne brillaient pas par leur rhétorique, par les finesses de l'avocat ou du parlementaire "européen", mais par leur liaison avec les masses ouvrières, par leur travail dévoué au sein de ces masses, par des fonctions modestes, effacées, pénibles, ingrates et particulièrement dangereuses du propagandiste et de l'organisateur clandestin » (« Qu'a prouvé le procès de la fraction ouvrière social-démocrate de Russie ? »).

Cependant, le Comintern n'a jamais mené la question du millerandisme à une conclusion satisfaisante. Les thèses « Le Parti communiste et le parlementarisme » du Deuxième Congrès contiennent des formulations contradictoires sur la question de savoir s'il est approprié ou non pour des communistes de diriger des municipalités. La thèse 5 note que « [les institutions municipales] font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie : elles doivent être détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par les soviets de députés ouvriers » (*Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923*) : Ce qui est correct. Mais la thèse 13 déclare que les communistes qui « obtiennent la majorité dans les municipalités » doivent « former une opposition révolutionnaire à l'égard du pouvoir central de la bourgeoisie ». Cette disposition était proposée notamment en rapport avec le « modèle » des communistes bulgares, et elle a servi de justification à la pratique de gérer des municipalités. Historiquement, la pratique de gérer des municipalités a été utilisée par la bourgeoisie comme mécanisme pour coopter les partis réformistes au sein du régime capitaliste, comme cela a été le cas avec le Parti communiste en Italie après la Deuxième Guerre mondiale. Nous nous opposons à nous présenter à un poste exécutif, ainsi qu'à l'assumer, et cela s'applique tant au niveau local que national. Certains dirigeants du communisme américain à ses débuts faisaient la distinction entre se présenter à des postes législatifs et se présenter à des postes exécutifs, mais, après la formation du Parti communiste unifié en 1920, cette distinction disparut. En 1921, les communistes firent campagne pour la mairie de New York, et à partir de 1924 ils présentèrent un candidat à chaque élection présidentielle. A partir de 1948, le Socialist Workers Party [SWP, le parti trotskyste américain à l'époque] présenta des candidats aux présidentielles. Le PCF présenta un candidat aux présidentielles de 1924 et à d'innombrables élections municipales pour le poste de maire. En Allemagne, le KPD présenta Ernst Thälmann comme candidat aux présidentielles de 1925 et encore en 1932. La campagne électorale du KPD pour les présidentielles de 1932, ainsi que ses campagnes pour le Reichstag (Parlement) au début des années 1930, ne fut pas, en dépit de toute la phraséologie ultragauche de la « troisième période », un terrain d'entraînement pour la lutte extraparlamentaire. Le KPD faisait surtout beaucoup de bruit pour camoufler sa banqueroute et celle de l'IC, dont la politique était de refuser de faire des fronts uniques avec les sociaux-démocrates et de mobiliser des milices ouvrières pour écraser les nazis. Lorsque les nazis attaquèrent le quartier général du KPD à Berlin le 22 janvier 1933, par exemple, les dirigeants communistes refusèrent de façon méprisante de mobiliser les ouvriers pour défendre la Maison Karl Liebknecht, leur disant au lieu de cela de faire appel à la police prussienne et leur demandant de voter pour le KPD aux élections au Reichstag prévues en mars. Mais en mars, le KPD avait été interdit par Hitler. Hitler put prendre le pouvoir sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré. Quand le Comintern s'embarqua dans le front populaire deux ans plus tard, cela mit un terme à ce qui restait de ses prétentions à avoir une ligne léniniste sur la question de l'Etat.

Trotsky critiquait bien sûr fortement la politique de front populaire, mais il ne s'opposait pas à présenter des candidats à des postes exécutifs. En 1940, s'inquiétant de ce que le SWP s'adaptait à la bureaucratie syndicale pro-Roosevelt,

Trotsky lui proposa de lancer sa propre campagne avec un candidat aux présidentielles, ou de se battre pour que le mouvement ouvrier lance une telle campagne. Comme le SWP ne faisait rien pour mettre cela en application, il lui proposa d'envisager de donner un soutien critique au candidat du PC, Browder, dans le contexte du pacte Staline-Hitler où le PC s'était déclaré contre Roosevelt. Il nous faut réexaminer aussi notre propre passé, y compris le fait que nous avons présenté des candidats pour des postes municipaux comme celui de maire.

Lorsque nous argumentons contre présenter des candidats à des postes exécutifs, nous n'excluons pas par avance de donner un soutien critique à d'autres organisations ouvrières dans certaines situations, quand elles tracent en gros une ligne de classe. C'était le cas de la proposition de Trotsky par rapport à Browder. Quand une organisation léniniste donne un soutien électoral critique à un adversaire, il est clair que ce n'est pas parce que nous pensons qu'il va appliquer les mêmes principes que les nôtres. Si c'était le cas, on ne pourrait jamais donner de soutien critique à un parti réformiste de masse, parce que s'il gagne les élections il cherchera inévitablement à former un gouvernement, c'est-à-dire à gérer le capitalisme. Le but de ce soutien critique est de démontrer que malgré les prétentions de ces partis à représenter les intérêts des ouvriers, dans la pratique ils trahissent ces intérêts.

Cette discussion à la Cinquième Conférence de la LCI est extrêmement importante. En adoptant cette position contre présenter des candidats à des postes exécutifs, nous reconnaissons et codifions ce qu'il faut voir comme le corollaire de *l'Etat et la révolution* et de *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* de Lénine, qui sont en fait les documents fondateurs de la Troisième Internationale. Cette conception de l'Etat était déjà dégradée au Deuxième Congrès de l'IC, où la distinction ne fut pas faite, à propos de l'activité électorale, entre un poste exécutif et un poste parlementaire. Ainsi, nous continuons à compléter le travail programmatique et théorique des quatre premiers congrès de l'IC. Il est assez facile de promettre que vous n'allez pas accepter de poste exécutif quand les chances de gagner sont infimes. Mais la question est : que se passe-t-il lorsque vous gagnez ? Le SWP de Cannon ne s'est jamais vraiment adressé à cette question. Les enjeux sont élevés. Si nous n'arrivons pas à apporter une réponse correcte à la question des postes exécutifs, nous allons inévitablement pencher en direction du réformisme lorsque le problème se posera.

Notre pratique précédente était conforme à celle du Comintern et de la Quatrième Internationale. Ceci ne signifie pas que nous avons manqué de principes dans le passé : le principe n'avait jamais été reconnu comme tel, que ce soit par nos prédécesseurs ou par nous-mêmes. Le programme évolue au fur et à mesure que de nouvelles questions surgissent, et nous étudions scrupuleusement et de façon critique le travail de nos prédécesseurs révolutionnaires. C'est en particulier notre examen de ce qui s'est passé en Allemagne en 1923, ainsi que des défauts de la Politique militaire prolétarienne, qui nous a préparés à adopter la position que nous prenons ici. Cette position représente une compréhension plus profonde de l'attitude des communistes vis-à-vis de l'Etat bourgeois. Continuer à se présenter à des postes exécutifs comme nous l'avons fait dans le passé, maintenant que cela s'est révélé défectueux, serait de l'opportunisme. ■

La Chine et la question russe

La défense militaire inconditionnelle de la Chine contre les agressions impérialistes et la contre-révolution interne est un élément central de la perspective marxiste de notre époque. La Chine est le plus peuplé et le plus puissant, économiquement et militairement, des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés qui subsistent. De plus, elle est aujourd'hui un important producteur de marchandises échangées sur le marché mondial, avec un prolétariat industriel dynamique en plein développement. Nous publions ci-dessous des extraits, revus pour publication, du document de la Cinquième Conférence de la LCI, « Maintenir un programme révolutionnaire dans la période postsoviétique » ; ces passages rendent compte des discussions qui ont eu lieu récemment dans la LCI pour approfondir notre compréhension des évolutions contradictoires qu'a connues la Chine dans les années qui ont suivi la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992.

* * *

Il a fallu de nombreuses batailles dans le parti à la fin des années 1990 et au début des années 2000 contre l'agnosticisme sur la question de la défense de l'Etat ouvrier chinois et/ou contre les formulations de troisième camp dans notre propagande sur la Chine (« Etat ouvrier moribond », « les acquis atténués de la Révolution de 1949 », « la bureaucratie stalinienne dirige la contre-révolution en Chine »). Cela révèle que l'importance décisive de cette question n'était pas assimilée par la précédente direction du parti. Ce qui a contribué à cette désorientation, c'est entre autres le fait de considérer tous les aspects des réformes de marché comme négatifs ; cela n'a commencé à être corrigé qu'à la fin 2003 dans un article de *Workers Vanguard* qui représentait un grand pas en avant dans l'analyse de l'impact que les réformes de marché ont sur l'économie et la société chinoises dans leur ensemble (« Chine – Repoussez la campagne impérialiste pour la contre-révolution ! », reproduit dans *le Bolchévik* n° 168, juin 2004).

Les réformes de marché, et l'inégalité qui ne cesse de s'accroître en Chine, ont provoqué une augmentation considérable des luttes ouvrières et paysannes. Selon les statistiques du gouvernement chinois, il y a eu 87 000 « incidents » d'agitation sociale de masse en 2005 – une moyenne de quelque 240 par jour – contre la corruption, les inégalités sociales, la perte d'avantages sociaux, ou les saisies de terres de paysans par les autorités sans compensation équitable. Le régime de Hu Jintao et Wen Jiabao, alarmé par ces luttes, a annoncé un projet pour construire une « société socialiste harmonieuse ». Le régime cherche, par de modestes mesures, à améliorer la situation sociale en réduisant substantiellement les impôts des paysans et les frais de scolarité, ainsi qu'en donnant une priorité plus grande au développement des provinces les plus pauvres de l'intérieur. Il a aussi accordé plus d'autorité à la fédération syndicale contrôlée par l'Etat, ainsi que des droits pour monter des syndicats, y compris dans le secteur privé. Si les ouvriers cherchaient à tester cela sérieuse-

ment dans la pratique, notre mot d'ordre pour des syndicats indépendants du contrôle de la bureaucratie et défendant la propriété collectivisée aurait une pertinence accrue. Les luttes sociales en Chine ont relancé le débat, y compris à l'intérieur du PCC, entre les éléments qui veulent que l'« ouverture » de l'économie se poursuive à la même vitesse, les « conservateurs » maoïstes qui veulent un retour à une économie bureaucratiquement planifiée, et les néo-maoïstes et la « nouvelle gauche » qui acceptent le cadre des réformes de marché mais veulent que le gouvernement intervienne davantage pour protéger les intérêts des ouvriers et des paysans.

Depuis la Quatrième Conférence internationale, nous arrivons mieux dans notre propagande à aborder la réalité sociale en Chine et à traiter les problèmes rencontrés dans notre approche antérieure. En réaction à l'appel de la bureaucratie à de nouvelles privatisations, nous avons un réflexe « d'orthodoxie stérile » en réclamant simplement l'abolition du marché. Dans un premier projet de l'article de *Workers Vanguard* « Le nouvel élan de l'impérialisme japonais provoque des manifestations en Chine » [reproduit dans *le Bolchévik* n° 172, juin 2005] nous argumentions en faveur de l'expropriation sans compensation « des usines et des autres entreprises détenues par les impérialistes japonais et occidentaux ». Cette formulation, qui était apparue dans des articles précédents, est en fait un appel à l'autarcie stalinienne qui ne prend pas en considération la relative arriération économique de cette société. Notre raisonnement était totalement à l'opposé de la façon dont le gouvernement bolchévique de Lénine traitait les concessions étrangères. Une résolution du SI du 5 mai 2005 déclarait : « Des soviets ouvriers en Chine traiteraient la présence du capital étranger d'une manière conforme aux intérêts des ouvriers. Promettre d'exproprier les capitaux étrangers sans compensation, c'est promettre de se retirer du marché mondial, c'est promettre l'échec d'une révolution politique. » Une résolution de la réunion du CEI de 2006 critiquait une formulation dans notre presse qui avait affirmé « Ce sont les aspects "socialistes" (c'est-à-dire collectivistes) qui sont responsables des évolutions

Spartacist n° 8 en chinois

Il faut défendre l'Etat ouvrier déformé chinois !
Pour la révolution politique prolétarienne !
Les « réformes de marché » en Chine : Une analyse trotskyste
La Révolution russe et l'émancipation des femmes
1 € / 1,25 \$Can (28 pages)

Commande :
SEDI, BP 135-10
75483 Paris Cedex 13
France
ou : SCFA
C.P. 6867, succursale A,
Toronto ON M5W 1X6
Canada



économiques positives des dernières années en Chine. Et ce sont les aspects de marché de l'économie chinoise qui sont responsables des évolutions négatives. » La motion du CEI disait que cette formulation :

« tend à effacer les différences qualitatives qu'il y a entre notre programme pour une économie centralisée et planifiée dans le cadre de la démocratie ouvrière, et l'économie centralisée et planifiée autoritaire (ce qui incluait la politique autarcique d'"autosuffisance") de la bureaucratie chinoise sous Mao. L'industrialisation notable qui a eu lieu sous le régime d'économie planifiée autoritaire de Mao a, certes, jeté les bases pour une croissance industrielle qui se poursuit sous l'"économie socialiste de marché", mais c'est justement l'inefficacité et les contradictions de l'économie planifiée autoritaire qui ont conduit la bureaucratie à avoir recours au fouet des réformes de marché pour augmenter la productivité. [...] « Ce qui distingue fondamentalement le programme trotskyste de celui des bureaucrates staliens, qu'ils soient du genre de Mao ou de celui de Deng/Hu, c'est que nous luttons pour la révolution prolétarienne internationale, ce qui est diamétralement opposé au "socialisme dans un seul pays". »

Les discussions et les débats internes nous ont permis de comprendre les contradictions des « réformes de marché » en Chine d'une manière plus précise et plus dialectique. L'article en deux parties cité précédemment, ainsi que l'article « Les réformes de marché en Chine – une analyse trotskyste » (*Workers Vanguard* n° 874 et 875, 4 août et 1^{er} septembre 2006) soulignent que les fondements de l'économie chinoise, établis à la suite du renversement du système capitaliste lors de la Révolution de 1949, restent collectivisés. Les entreprises d'Etat sont dominantes dans les secteurs stratégiques de l'industrie, et la nationalisation de la terre empêche le développement d'une classe de capitalistes agraires qui dominerait socialement dans les campagnes. Un contrôle efficace du système financier permet jusqu'à présent au régime de Pékin de protéger la Chine des mouvements brusques de capital-argent spéculatif qui font périodiquement des ravages dans les pays capitalistes néocoloniaux. Il y a eu ces 25 dernières années une importante croissance économique et en particulier un développement appréciable du prolétariat industriel, ce qui d'un point de vue marxiste est un développement progressiste d'importance historique. De plus, ce n'est pas simplement une « économie d'usines de montage ». Par exemple, la Chine est maintenant l'un des principaux fabricants de grues géantes qui chargent et déchargent les porte-conteneurs. En même temps, la politique des staliens de Pékin apporte souffrance et misère à d'importantes couches d'ouvriers et de travailleurs ruraux ; elle a élargi le fossé entre la Chine rurale et la Chine urbaine, engendré une classe d'entrepreneurs capitalistes possédant des liens financiers et familiaux avec les dirigeants du PCC ainsi qu'avec les capitalistes chinois de la diaspora, et créé une strate de technocrates, de managers et de professions libérales qui bénéficient d'un mode de vie occidental.

En tant que marxistes révolutionnaires, nous ne nous opposons pas en soi à ce que la Chine ait des relations économiques soutenues avec le monde capitaliste, par le commerce et des joint-ventures avec des compagnies occidentales et japonaises. Les bolchéviks sous Lénine et Trotsky avaient des relations tant économiques que diplomatiques avec les puissances impérialistes et, plus d'une fois, ils ont été contraints, tenant compte du véritable rapport de forces, de faire des compromis désagréables, comme par exemple le traité de Brest-Litovsk en 1918 avec les Allemands. La Nouvelle politique économique (NEP), introduite en 1921, faisait des concessions importantes aux petits commerçants et à la paysannerie aisée. Mais Lénine exigeait l'application

stricte du monopole d'Etat sur le commerce extérieur pour protéger le nouvel Etat ouvrier. De plus, pour les bolchéviks de Lénine, la NEP était un recul temporaire afin d'obtenir un moment de répit en attendant que l'extension de la révolution prolétarienne change le rapport de forces à leur avantage à l'échelle internationale. Le véritable crime de la bureaucratie stalinienne chinoise – d'hier et d'aujourd'hui – c'est qu'elle aide à perpétuer, et en fait à renforcer, le système capitaliste impérialiste à l'échelle mondiale. En poursuivant la « construction du socialisme dans un seul pays », les staliens chinois ont trahi des possibilités de révolution à l'étranger, tout particulièrement en 1965 en Indonésie, où la politique, dérivée du maoïsme, de soutien à la bourgeoisie nationale « progressiste », a conduit à l'anéantissement du plus grand parti communiste du monde capitaliste. La Chine, aussi bien sous Mao que sous Deng, était une composante stratégique importante de l'alliance contre l'Union soviétique, dirigée par les Etats-Unis, durant les deux dernières décennies de la guerre froide.

Les investissements accrus de capitaux en Asie donnent une grande place dans l'économie mondiale à cette région, où se concentre un prolétariat industriel important (particulièrement en Asie du Nord-Est). La Chine, le Japon et la Corée du Sud sont les trois premiers pays du monde pour la construction navale. L'Asie du Nord-Est est une plaque tournante du commerce international, et l'expansion de l'économie chinoise soutient à la fois l'économie US et celle du Japon (où la décennie de récession des années 1990 a été suivie d'une « reprise sans emplois »). La Chine sert de marché aux exportations industrielles de l'Allemagne ; elle est importante aussi pour des exportateurs de matières premières comme l'Australie, l'Amérique latine et l'Afrique, et pour les exportateurs de pétrole du Proche-Orient. En même temps, l'investissement direct étranger en Chine est considérable. En 2005, 58 % des produits exportés par la Chine étaient fabriqués par des entreprises à capitaux étrangers. En fait, la bureaucratie chinoise sert de fournisseur de main-d'œuvre aux impérialistes (mais elle n'est pas propriétaire des usines).

Trois des quatre Etats ouvriers déformés se trouvent dans la région du Pacifique. Ce fait, ajouté au poids économique de plus en plus grand de la région, n'a pas échappé aux impérialistes américains. Vers la fin de l'administration Clinton, le Pentagone avait commencé à transférer une grande partie de ses forces dans la région du Pacifique. Dans sa « Revue de posture nucléaire » de 2002 le gouvernement américain désignait la Chine et la Corée du Nord, entre autres pays, comme cibles d'une éventuelle première frappe nucléaire. Les marines américaine et japonaise se partagent les mers qui séparent le Japon du continent, la marine américaine patrouillant dans la mer du Japon tandis que les Japonais procèdent à des provocations contre les navires chinois vers le Sud, en mer de Chine orientale. En février 2005, le Japon et les USA ont rendu publique une déclaration de politique commune affirmant que Taïwan est une « préoccupation de sécurité mutuelle ». Comme nous le faisons remarquer en réexaminant une discussion sur les îles Diaoyu/Senkaku, Taïwan est l'enjeu politique et militaire clé en ce qui concerne la défense de la Chine en mer de Chine orientale. Une déclaration commune des sections américaine et japonaise de la LCI affirme que « Taïwan fait depuis des temps immémoriaux partie intégrante de la Chine et nous, trotskystes, nous serons du côté de la Chine dans tout conflit militaire avec

l'impérialisme sur la question de Taïwan ». Notre programme pour la réunification révolutionnaire de Taïwan avec la Chine est à la fois diamétralement opposé à la perspective du PCC d'unification selon le principe « un pays, deux systèmes » (qui inclut la conciliation avec le Guomindang), et à celle du mouvement indépendantiste taïwanais. En attendant, la guerre des Etats-Unis en Afghanistan et l'aide américaine à l'Inde, qui a l'arme nucléaire, contribuent à resserrer un étaiu militaire dangereux autour de la Chine. Dans ce contexte, l'Indonésie prend de plus en plus d'importance. Cette grande barrière de terre entourée de voies d'eau stratégiques, comme les eaux profondes du détroit d'Ombai Wetar et le détroit très resserré de Malacca, par lequel passe une grande partie des importations énergétiques de la Chine, pourrait être un point d'étranglement crucial dans tout futur conflit entre les USA et la Chine. L'Etat ouvrier déformé chinois cherche à accroître son activité commerciale et à engranger des succès diplomatiques dans la région Asie-Pacifique, et ce n'est donc pas un hasard si les Etats-Unis ont levé leur embargo sur les armes à destination de l'Indonésie en novembre 2005, et s'ils envisagent d'installer deux nouvelles bases militaires en Australie. Aux Philippines, qui sont une néocolonie des impérialistes américains dans la région, l'armée américaine apporte un soutien clé à la terreur des escadrons de la mort du régime Arroyo, qui ont massacré des centaines de militants de gauche et autres membres de l'opposition.

Alors que la Chine est devenue en quelque sorte l'atelier du monde, la création de richesses aux Etats-Unis ces dernières années a eu un caractère globalement fictif. L'augmentation nominale de la richesse des ménages, due à l'augmentation de la valeur des actions, est dans une large mesure illusoire; celle qui est due à l'augmentation des prix de l'immobilier est totalement illusoire. Alors que les déficits gouvernementaux augmentent considérablement, la stagnation des salaires réels a mené au recul de l'épargne des ménages. Cette épargne comptait dans le passé pour beaucoup dans l'excédent économique intérieur disponible pour l'investissement des entreprises dans de nouvelles usines et de nouveaux équipements. En conséquence, l'endettement extérieur des Etats-Unis est en augmentation constante et massive. Ces dix dernières années, les achats de bons du Trésor et de titres du gouvernement US et des grandes entreprises par des étrangers sont passés de moins de 10 % à plus de 30 % de l'investissement intérieur. La Chine a détrôné le Japon comme premier détenteur de réserves de devises du monde, dont environ 70 % consistent en instruments de dette libellés en dollars, surtout en titres du Trésor US. La stabilité financière de l'économie US dépend en grande partie de la disposition de la Chine et du Japon à accumuler plus de titres sur la dette US. En fait, la Chine prête de l'argent aux Etats-Unis pour qu'ils achètent des biens produits en Chine.

La bureaucratie chinoise est accommodante envers l'impérialisme parce qu'elle se base sur l'hypothèse erronée que si elle peut « neutraliser » les risques d'intervention militaire grâce à la « coexistence pacifique », la Chine peut devenir une superpuissance mondiale et vraiment construire le « socialisme dans un seul pays ». Mais malgré des progrès impressionnants dans l'industrialisation, le capital accumulé par habitant est encore **30 fois plus élevé** aux USA et au Japon qu'en Chine. Les difficultés de l'administration Bush en Irak et son obsession du « terrorisme islamique » détournent temporairement la bourgeoisie de son but, qui est de renverser

l'Etat ouvrier déformé chinois. Mais il faut être impressionniste pour croire que la conjoncture actuelle va continuer indéfiniment. De plus, les impérialistes ont d'autres armes que les armes militaires. La pression économique sur les Etats ouvriers déformés est aussi dangereuse, sinon plus. Un des objectifs fondamentaux des impérialistes est de saper le contrôle du gouvernement chinois sur les banques et la circulation de la monnaie. Les énormes surplus de la balance commerciale chinoise ont créé des pressions importantes dans les cercles dirigeants américains, ainsi que dans certains cercles dirigeants européens, en faveur du protectionnisme antichinois, une politique préconisée par les Démocrates. Une crise économique grave aux Etats-Unis et/ou des mesures protectionnistes contre les importations porteraient un coup sévère à l'économie chinoise et pourraient provoquer des luttes sociales sérieuses en Chine. Souvenons-nous que, dans les années 1990 et jusqu'au début des années 2000, nous faisons une analyse et des prévisions catastrophistes en ce qui concerne la Chine. Nous devons nous garder d'une correction exagérée, c'est-à-dire de présumer implicitement que la Chine va continuer à connaître un taux de croissance économique élevé et un développement industriel rapide sous un régime stable du PCC dans un avenir prévisible. Les réformes de marché ont aiguisé les contradictions en Chine; d'un côté les forces potentielles pour une contre-révolution capitaliste se sont développées, et de l'autre côté le poids social de la classe ouvrière, qui a le potentiel pour accomplir une révolution politique prolétarienne, a augmenté. ■

Le Bolchévik

Organe de la Ligue trotskyste de France

Abonnez-vous !

4 numéros
(plus Spartacist)

France : 3 €
Europe : 4,50 €
Hors Europe : 6 €
Canada : 5 \$Cdn

Commande :
SEDI, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France
ou :
SCPA, C.P. 6867
succursale A
Toronto ON M5W 1X6
Canada

Pour contacter la Ligue trotskyste de France

Paris : Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen : Le Bolchévik, BP 240
76003 Rouen Cedex 1
Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : ltfparis@hotmail.fr

Une biographie de James P. Cannon



RGASPI

James P. Cannon avec des soldats de l'Armée rouge au moment du Sixième Congrès du Comintern, en 1928

Critique du livre de Bryan Palmer

L'article suivant est traduit de Spartacist (édition anglaise) n° 60, mais contient une correction factuelle mineure.

La publication d'une biographie majeure de James P. Cannon, un des fondateurs du communisme américain qui fut aussi le dirigeant le plus éminent du trotskysme américain dès sa fondation et pendant plus de 40 ans, est un événement de taille pour les révolutionnaires marxistes. Cannon était le meilleur dirigeant communiste qu'aient engendré les Etats-Unis jusqu'à présent. La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) dont les origines remontent à la Revolutionary Tendency, une fraction qui fut exclue du Socialist Workers Party (SWP - Parti ouvrier socialiste) de Cannon en 1963-1964, reconnaît en Cannon un de ses principaux prédécesseurs révolutionnaires. A sa mort en 1974, Cannon était le président d'honneur du SWP. Cette organisation avait en fait abandonné le programme trotskyste plus de dix ans auparavant, mais il est clair que lorsqu'il était dans la force de l'âge, Cannon aurait été capable de conduire une révolution prolétarienne à la victoire aux Etats-Unis.

James P. Cannon and the Origins of the American Revolutionary Left, 1890-1928 [James P. Cannon et les origines de la gauche révolutionnaire américaine, 1890-1928] dont l'auteur est Bryan Palmer, professeur d'histoire sociale connu qui enseigne actuellement à l'Université Trent au Canada, est un

ouvrage de grande qualité, bien meilleur que ce que l'on pourrait attendre de quelqu'un qui, s'il est favorable à Cannon, n'en est pas moins un universitaire. La Prometheus Research Library, qui est la bibliothèque d'archives du comité central de la Spartacist League/U.S., section américaine de la Ligue communiste internationale, fait partie des nombreuses institutions et personnes qui ont aidé Palmer à confectionner cet ouvrage, comme il le note dans les remerciements du livre.

Cet ouvrage de 542 pages couvre les premières années de la vie de Cannon jusqu'à son exclusion du Parti communiste en 1928. C'est une contribution importante à la documentation publiée jusqu'à présent sur l'évolution politique de Cannon et son rôle dirigeant pendant les dix premières années du communisme américain, au temps où celui-ci attirait les meilleurs militants ouvriers américains et avant qu'il ne se sclérose dans un dogmatisme stalinien rigide et non révolutionnaire. Le Parti communiste s'était constitué avec l'intention de suivre le modèle des bolchéviks russes, qui avaient dirigé la première révolution ouvrière victorieuse de l'histoire, la Révolution d'octobre 1917. Cannon, ancien membre du Parti socialiste (PS) et de l'organisation syndicaliste américaine Industrial Workers of the World (IWW - Travailleurs industriels du monde), est l'un de ceux qui, aux Etats-Unis, rejoignirent en grand nombre la cause des bolchéviks.

Il est extrêmement important pour les révolutionnaires, non seulement aux Etats-Unis mais au plan international, d'étudier cette période de l'histoire de Cannon en tant que dirigeant communiste. Comme Cannon le remarquait lui-même :

« Du Parti communiste aux Etats-Unis est venu le noyau de la Quatrième Internationale dans ce pays. Nous devons donc nous réclamer de la première période du mouvement communiste dans ce pays ; dire que nous lui sommes indissolublement liés ; et qu'il y a une continuité ininterrompue entre la naissance du mouvement communiste, ses luttes courageuses contre la persécution, ses sacrifices, ses erreurs, ses batailles de faction, sa dégénérescence et la résurgence finale du mouvement sous la bannière du trotskysme. »

– Cannon, *l'Histoire du trotskysme américain* (1944 ; traduction française chez Pathfinder, New York, 2002)

Et Cannon a gardé le cap. Il est devenu un dirigeant de la Quatrième Internationale lorsqu'elle a été fondée en 1938. Les trotskystes américains, pour diverses raisons historiques, sont devenus un pilier de la Quatrième Internationale. Ils avaient l'avantage de pouvoir travailler dans des conditions de relative stabilité, ce qui n'était pas le cas de nombreux autres groupes de l'Opposition de gauche qui ont été écrasés par la répression avant ou pendant la Deuxième Guerre mondiale. De plus, Cannon, à la différence d'autres dirigeants de l'Opposition de gauche internationale (OGI) de Trotsky, avait entraîné avec lui des membres de sa fraction, des militants qui avaient travaillé ensemble pendant des années dans le Parti communiste.

Le livre de Palmer, basé sur de solides recherches, permet de compléter le tableau qu'a dressé Theodore Draper, récemment décédé, dans son histoire du mouvement communiste américain des premières années, publiée dans deux ouvrages essentiels : *The Roots of American Communism* [Les racines du communisme américain] (New York, Viking Press, 1957) et *American Communism and Soviet Russia* [Le communisme américain et la Russie soviétique] (New York, Viking Press, 1960). Draper, un des nombreux ex-communistes devenus anticommunistes, continuait pourtant à avoir une certaine compréhension des préoccupations et des luttes des cadres communistes. Cannon l'avait aidé dans ses recherches en lui écrivant de longues lettres, dont beaucoup ont été par la suite sélectionnées et publiées dans *The First Ten Years of American Communism* [Les dix premières années du communisme américain] (1962). Ces lettres sont une version plus étoffée des souvenirs de cette période que Cannon avait évoqués dans les premiers chapitres de *l'Histoire du trotskysme américain*.

Palmer dit que Draper avait consciemment minimisé la contribution de Cannon à son second volume. Mais Draper n'en a pas moins rendu hommage à Cannon ; il a écrit une préface à *First Ten Years*, dans laquelle il explique pourquoi Cannon se souvenait bien mieux des événements des années 1920 que ses contemporains ; Draper concluait : « A la diffé-

rence d'autres dirigeants communistes de sa génération, Jim Cannon *voulait* se souvenir. Cette partie de sa vie est toujours vivante pour lui parce qu'il ne l'a pas tuée en lui. »

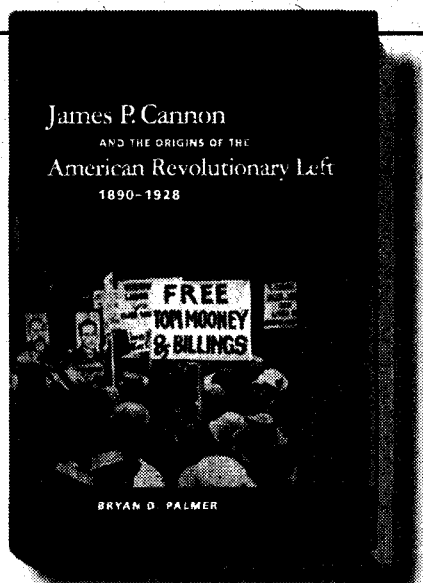
La biographie de Palmer complète les discours et textes de Cannon lui-même concernant cette période, notamment ceux qui ont été publiés dans *Notebook of an Agitator* [Carnets d'un agitateur] et les documents davantage centrés sur la vie interne du parti publiés dans *James P. Cannon and the Early Years of American Communism, Selected Writings and Speeches, 1920-1928* [James P. Cannon et les premières années du communisme américain, textes et discours

choisis, 1920-1928]. Ce dernier ouvrage a été publié en 1992 par la Prometheus Research Library (PRL) qui, à l'occasion de la préparation du livre, a fait l'acquisition d'un important fonds Cannon couvrant les années 1920.

Dans son introduction à *James P. Cannon and the Early Years of American Communism*, la PRL faisait remarquer qu'il y avait probablement encore d'autres documents des années 1920 par Cannon dans les archives de l'Internationale communiste (IC) à Moscou. Peu après la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'Union soviétique en 1991-1992, des chercheurs de la PRL ont eu accès à ces archives et ils ont pu faire des copies de documents auparavant inaccessibles, écrits par Cannon ou parlant de lui, dans les archives du Comintern, du parti américain, du Profintern (l'Internationale syndicale rouge) et du Secours rouge international. Palmer a obtenu des Archives d'histoire sociopolitique de l'Etat russe (RGASPI) la permission d'utiliser pour son livre des copies de leurs documents qu'avaient faites la PRL. Palmer, en faisant fréquemment référence aux procès-verbaux du Comité politique du Parti communiste, fait un

travail d'un autre calibre que celui d'Edward P. Johanningsmeier et de James R. Barrett dans leurs biographies de William Z. Foster (respectivement *Forging American Communism, the Life of William Z. Foster* [Princeton, Princeton University Press, 1994] et *William Z. Foster and the Tragedy of American Radicalism* [Chicago, University of Illinois Press, 1999]). Pour Johanningsmeier et Barrett, c'est comme si les batailles fractionnelles de cette période n'étaient qu'une question secondaire par rapport au travail syndical du parti – la chose qui les intéresse avant tout.

Palmer a aussi eu la possibilité d'utiliser les archives de James P. Cannon que le SWP avait déposées à la Société historique de l'Etat du Wisconsin, ainsi qu'une quantité importante de documents sur le communisme américain des premières années provenant d'autres bibliothèques. Palmer a amassé une quantité impressionnante de documents sur les premières années peu connues de la vie de Cannon et sur ses activités dans l'IWW. Il fait une description absolument remarquable de la manière dont Cannon dirigea l'International Labor Defense (ILD – Secours ouvrier international), notamment avec la campagne de défense des anarchistes



James P. Cannon and the Origins of the American Revolutionary Left, 1890-1928
de Bryan Palmer

[James P. Cannon et les origines de la gauche révolutionnaire américaine, 1890-1928]
University of Illinois Press, 2007
542 Pages



Beinecke Library, Yale University

La communiste allemande Clara Zetkin en compagnie du poète d'origine jamaïcaine Claude McKay lors du Quatrième Congrès du Comintern en 1922

Sacco et Vanzetti qui dura plusieurs années, jusqu'à leur exécution en 1927. Le portrait que fait Palmer de James P. Cannon n'est pas fondamentalement nouveau, mais il apporte beaucoup de précisions.

L'«âge de l'innocence» ?

Toutefois nous ne sommes pas d'accord avec Palmer lorsqu'il conclut que Cannon représentait «la gauche révolutionnaire à l'âge de l'innocence jusqu'en 1928» quand elle était dépourvue de ces «certitudes universelles qui ont rendu la politique contemporaine si cynique, qui font douter de la possibilité d'une transformation radicale, qui nient avec dédain la capacité profonde des ouvriers à changer matériellement le monde, et qui maintiennent l'expansivité du radicalisme dans le cadre de divers compromis libéraux avec "l'art du possible"». Palmer attribue cette supposée perte d'innocence aux effets corrupteurs et corrosifs du stalinisme.

Mais la corruption et le rejet des buts révolutionnaires du mouvement ouvrier américain datent d'avant la Révolution russe et sa dégénérescence stalinienne. C'est en rébellion contre les socialistes réformistes et les bureaucrates syndicaux, qui tenaient à la «politique du possible», que le mouvement communiste a été fondé. La montée de l'impérialisme américain et de ses énormes surprofits avait conduit au développement d'une aristocratie ouvrière et, par conséquent, d'une bureaucratie syndicale particulièrement vénale à la tête de l'American Federation of Labor (AFL). L'expression bien connue du marxiste américain Daniel De Leon qualifiant les dirigeants de l'AFL de «lieutenants ouvriers de la classe capitaliste» a été reprise plus tard par Lénine. Le racisme le plus flagrant et le réformisme municipal (le «socialisme des égouts») de Victor Berger et de ses semblables sévissaient dans ce Parti socialiste hétérogène, ce qui révolta Cannon et le poussa à en sortir et à rejoindre l'IWW en 1911, sur la trajectoire qui le mena finalement au communisme.

L'idée de Cannon «l'innocent» contraste fort avec la description que le poète antillais Claude McKay fait de Cannon quand celui-ci est en train de se battre au Quatrième Congrès du Comintern en 1922 pour liquider le parti communiste clandestin en faveur du Parti ouvrier (Workers Party) légal.

McKay écrit que Cannon «avait tout le magnétisme, la ruse, le punch, et le sac à malices du politicien américain typique, mais lui les utilisait ici d'une manière révolutionnaire» (*A Long Way From Home* [Loin de chez soi], New York, Arno Press and the New York Times, 1969).

Cannon était un authentique dirigeant communiste américain. Comme le notait la PRL dans son introduction à *Early Years of American Communism*, «Si Cannon, qui se sentait dans une impasse avec la guerre fractionnelle interne, a pu franchir le pas en 1928 et comprendre l'analyse que faisait Trotsky du stalinisme en termes de programme et au niveau international, c'est en grande partie parce qu'il avait essayé, dans la période qui venait de s'écouler, de tracer pour le parti une voie basée sur le communisme révolutionnaire.» Ce n'est qu'avec l'aide de la *Critique du Programme de l'Internationale communiste*, une œuvre majeure écrite par Trotsky en 1928 et qui a par la suite été publiée dans *l'Internationale communiste après Lénine*, que Cannon a pu s'extraire du parti en voie de stalinisation pour continuer la lutte dans laquelle il s'était engagé depuis sa jeunesse: la lutte pour conduire les masses ouvrières américaines à la révolution socialiste. *L'Internationale communiste après Lénine* a de fait été le document de fondation de l'Opposition de gauche internationale. Le fait que Cannon ait été recruté à l'Opposition de gauche, ainsi qu'une bonne partie de la fraction qu'il avait dirigée dans le PC, confirmait d'une manière extraordinaire la validité de la lutte de Trotsky contre la dégénérescence de la Révolution russe.

Theodore Draper contre les historiens de la Nouvelle Gauche

Palmer a eu la finesse de comprendre qu'une biographie de Cannon, qui avait été largement ignoré des historiens depuis les deux tomes de Draper, pourrait transcender le schisme qui divise les intellectuels étudiant le communisme américain. Ce débat dresse des historiens anticommunistes comme Draper (et surtout des disciples de Draper comme John Earl Haynes et Harvey Klehr) contre les historiens issus de la Nouvelle Gauche comme Maurice Isserman. Klehr est l'auteur d'une importante étude du PC des années 1930, *The Heyday of American Communism* [L'âge d'or du communisme américain] (New York, Basic Books, 1984), tandis que le principal ouvrage d'Isserman, dans le style Nouvelle Gauche, est intitulé *Which Side Were You On? The American Communist Party During the Second World War* [Dans quel camp étiez-vous? Le Parti communiste américain durant la Deuxième Guerre mondiale] (Middletown, Connecticut, Wesleyan University Press, 1982). Entre les mains de Klehr, Haynes et leurs semblables, les recherches approfondies de Draper ont dégénéré en ouvrages à sensation anticommunistes et superficiels; ils dépeignent le communisme américain comme s'il n'était guère plus qu'un réseau d'espionnage soviétique qui suivait servilement depuis le début les diktats de la politique étrangère du Kremlin. Par contre, les historiens de la Nouvelle Gauche, dont beaucoup étaient influencés par des parents ou mentors qui avaient milité dans le PC stalinisé après 1928, argumentent que la ligne politique venue de Moscou ne jouait tout au plus qu'un rôle secondaire dans ce qui était essentiellement un mouvement autochtone de la gauche américaine.

L'introduction de Palmer se base sur un de ses articles, «Repenser l'historiographie du communisme aux Etats-Unis», paru dans *American Communist History*, Vol. 2, n°2, décembre 2003. Palmer argumente que sa biographie de Cannon est un moyen de transcender la stérilité de ce débat

intellectuel en y amenant la question de la dégénérescence de la Révolution russe, c'est-à-dire du stalinisme. La profondeur et l'envergure avec laquelle Palmer passe en revue les ouvrages existants sur l'histoire du communisme américain sont impressionnantes, que ce soit les ouvrages d'histoire ou les mémoires de participants. Le volume de documentation qu'il a utilisée est remarquable aussi. Les 155 pages de notes ne seront peut-être pas appréciées du lecteur non spécialiste, mais la liste détaillée que fait Palmer de ses sources, et les commentaires qu'il fait sur celles-ci, représenteront une documentation importante pour les historiens du communisme américain pendant longtemps.

Palmer écrit du point de vue de quelqu'un dont les sympathies vont, non pas à quelque ersatz universitaire de «marxisme», mais à la Révolution bolchévique de 1917 elle-même. Cette sympathie pour la révolution d'Octobre est inexistante dans le milieu des historiens universitaires du communisme américain, ce que Palmer lui-même faisait remarquer en répondant à l'un de ses détracteurs :

«En 2003, presque personne dans les milieux universitaires ne veut se placer du point de vue de la tradition bolchévique d'origine. L'étude du communisme américain ne fait pas exception. On cherche à éviter de reconnaître les réalisations colossales et extrêmement positives de la Révolution russe de 1917 [...]. On pinaille sur les considérables ressources et conseils politiques que ce bolchévisme-là mit volontiers à la disposition de la seule force pouvant préserver les acquis d'Octobre – la révolution mondiale et ses armées de l'internationalisme prolétarien –, comme si l'Internationale communiste des premières années n'était motivée que par des questions de "domination" et de "contrôle de l'étranger".»

– Palmer, «Histoire du communisme: à voir dans son ensemble. Réponse à mes détracteurs», *American Communist History*, Vol. 2, n°2, décembre 2003

Il est donc regrettable que Palmer classe Cannon comme un dirigeant de ce qu'il appelle «la gauche révolutionnaire», et qu'il présente le communisme comme faisant partie d'une continuité d'organisations «de gauche». Même suivi de «révolutionnaire», le mot «gauche» n'a qu'une signification politique informelle et relative (la gauche contre la droite), sans contenu de classe. Selon l'usage, tant courant qu'historique, la gauche comprend non seulement des formations politiques ouvrières

mais aussi des partis bourgeois et petits-bourgeois. C'est donc une notion qui inclut la *collaboration de classes* réformiste, et la classe ouvrière n'est considérée que comme l'une des parties constitutives de toutes les forces «progressistes».

La constitution du Parti socialiste en 1901 exprimait le fait que l'on reconnaissait maintenant davantage le besoin pour la classe ouvrière de se doter de son propre parti politique, distinct des partis bourgeois. Il fut constitué par la fusion du Parti social-démocrate (qui incluait une scission des populistes bourgeois dirigée par Eugene Debs) avec l'organisation de Morris Hillquit, elle-même une scission du Parti socialiste ouvrier de Daniel De Leon. La formation du mouvement communiste américain fut un très grand pas en avant par rapport au PS parce qu'on reconnaissait qu'il fallait une rupture politique nette non seulement avec les partis bourgeois mais aussi avec les courants réformistes dans la classe ouvrière. Comme l'écrivait Cannon :

«Le lancement du Parti communiste en 1919 ne représentait pas simplement une rupture avec le vieux Parti socialiste, c'était bien plus : une rupture avec toute la conception d'un parti commun rassemblant les révolutionnaires et les opportunistes. Cela voulait dire que c'était un nouveau départ pour le socialisme américain, bien plus important du point de vue historique que tout ce qui s'était produit auparavant, y compris la formation du Parti socialiste en 1901. On ne peut revenir à l'expérience dépassée et discréditée du passé.»

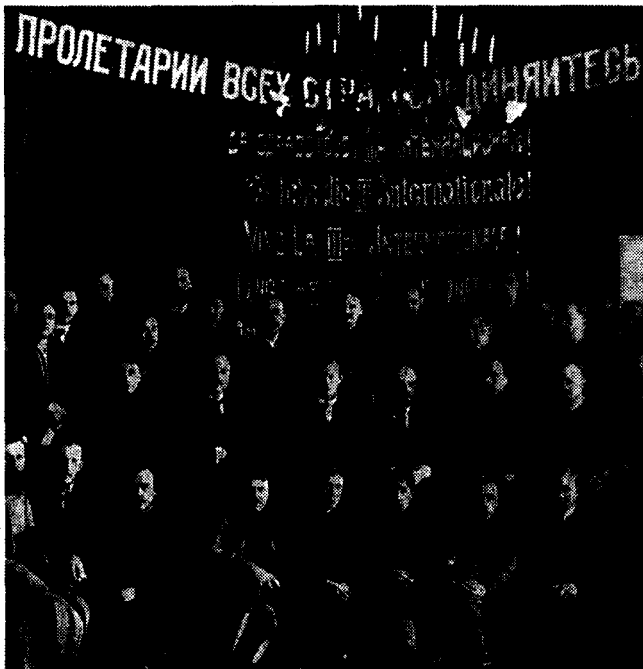
– Cannon, «Eugene V. Debs et le mouvement socialiste de son époque», reproduit dans *The First Ten Years of American Communism*

Palmer utilise le terme «gauche révolutionnaire» parce qu'il ne veut pas faire de distinction qualitative entre le communisme et les mouvements radical-populiste, social-démocrate, anarchiste et syndicaliste qui s'entremêlaient souvent au niveau international dans la gauche d'avant la Révolution bolchévique. Le communisme, c'est le programme de la classe ouvrière révolutionnaire internationale pour le renversement du capitalisme, et le fait que Palmer le dissolve dans la «gauche» amorphe est une façon pour lui de s'incliner devant la régression générale de la conscience politique qui a suivi la destruction du premier Etat ouvrier du monde en 1991-1992. Cette régression ne se manifeste pas seulement dans les milieux intellectuels, elle est particulièrement évidente dans le mouvement se réclamant du



Lusk Commission

Congrès de fondation du Parti communiste d'Amérique, l'un des deux partis communistes créés aux Etats-Unis en 1919



Y. Shteinberg

Groupe de délégués au Congrès de fondation de l'Internationale communiste en mars 1919. Trotsky est debout au centre, derrière Lénine.

marxisme lui-même. La critique du livre de Palmer par Alan Wald («L'histoire de James P. Cannon, une vie révolutionnaire», *Against the Current*, juillet-août 2007), qui se demande si on peut appliquer au XXI^e siècle le programme issu de la Révolution russe, en est un exemple frappant.

L'importance de la Révolution russe

La Révolution bolchévique a «sorti la question de la révolution ouvrière du domaine de l'abstraction et lui a conféré une réalité de chair et de sang» comme le disait Cannon dans son discours de 1939 intitulé «Nous sommes le parti de la Révolution russe!» Elle a démontré la justesse de la conception marxiste, réaffirmée en 1917 dans *l'Etat et la révolution* de Lénine, à savoir qu'on ne peut pas réformer l'Etat bourgeois pour qu'il soit au service des ouvriers, il faut le détruire et le remplacer par un Etat ouvrier, par la dictature du prolétariat. Elle a montré, comme Cannon l'explique ci-dessus, que pour pouvoir conquérir le pouvoir, le prolétariat a besoin d'un parti d'avant-garde discipliné, basé sur un programme révolutionnaire clair. Cannon et les autres co-fondateurs du mouvement communiste américain, dont beaucoup avaient un long passé dans le mouvement socialiste ou syndicaliste américain, accomplirent une *rupture politique* – au moins c'était leur intention – lorsqu'ils établirent que l'expérience de la révolution d'Octobre était décisive. La question n'était pas simplement de reconnaître que la Révolution russe avait été victorieuse. Ils avaient compris que les révolutionnaires prolétariens devaient appliquer les leçons de cette victoire sur le terrain américain.

C'était plus facile à dire qu'à faire. Il y avait énormément de conceptions tout à fait erronées dans le mouvement communiste américain des premières années, à savoir qu'il fallait un parti «clandestin», qu'il fallait construire des syndicats «révolutionnaires» contre les syndicats dirigés par les réformistes, qu'il ne fallait pas présenter de candidats aux parlements bourgeois. Ces conceptions fausses n'étaient pas

particulières au parti américain. Lénine, dans l'ouvrage essentiel qu'il écrivit pour le Deuxième Congrès de l'IC en 1920, s'adressait aux tendances ultragauches aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Allemagne et ailleurs, soulignant l'expérience singulière grâce à laquelle avait été forgé un parti d'avant-garde bolchévique dans la Russie tsariste :

«Les acclamations adressées au pouvoir des Soviets et aux bolchéviques, ne conviendrait-il pas de les accompagner un peu plus souvent d'une très sérieuse analyse des causes qui ont permis aux bolchéviques de forger la discipline indispensable au prolétariat révolutionnaire? [...]

«Pendant près d'un demi-siècle, de 1840 à 1890, en Russie, la pensée d'avant-garde, soumise au joug d'un tsarisme sauvage et réactionnaire sans nom, chercha avidement une théorie révolutionnaire juste, en suivant avec un zèle et un soin étonnants chaque "dernier mot" de l'Europe et de l'Amérique en la matière. En vérité, le marxisme, seule théorie révolutionnaire juste, la Russie l'a payé d'un demi-siècle de souffrances et de sacrifices inouïs, d'héroïsme révolutionnaire sans exemple, d'énergie incroyable, d'abnégation dans la recherche et l'étude, d'expériences pratiques, de déceptions, de vérification, de confrontation avec l'expérience de l'Europe. Du fait de l'émigration imposée par le tsarisme, la Russie révolutionnaire s'est trouvée être dans la seconde moitié du XIX^e siècle infiniment plus riche en relations internationales, infiniment mieux renseignée qu'aucun autre pays sur les formes et théories du mouvement révolutionnaire dans le monde entier.

«D'autre part, le bolchévisme né sur cette base théorique de granit, a vécu une histoire pratique de quinze années (1903-1917), qui, pour la richesse de l'expérience, n'a pas d'égale au monde. Aucun autre pays durant ces quinze années n'a connu, même approximativement, une vie aussi intense quant à l'expérience révolutionnaire, à la rapidité avec laquelle se sont succédés les formes diverses du mouvement, légal ou illégal, pacifique ou orageux, clandestin ou avéré, cercles ou mouvement de masse, parlementaire ou terroriste. Aucun autre pays n'a connu dans un intervalle de temps aussi court une si riche concentration de formes, de nuances, de méthodes, dans la lutte de toutes les classes de la société contemporaine, lutte qui, par suite du retard du pays et du joug tsariste écrasant, mûrissait particulièrement vite et s'assimilait avec avidité et utilement le "dernier mot" de l'expérience politique de l'Amérique et de l'Europe.»

– Lénine, *la Maladie infantile du communisme* (le «gauchisme»), (1920)

Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, il y eut une période d'intense agitation politique, durant laquelle deux générations d'intellectuels russes cherchèrent le moyen de renverser le terrible joug tsariste. Dans toute cette effervescence, les plus capables se tournèrent vers le marxisme révolutionnaire. Ces intellectuels, à leur tour, orientèrent le prolétariat naissant de l'empire tsariste dans la même direction. La scission de 1903 dans la social-démocratie russe, entre les bolchéviques «durs» de Lénine et les menchéviques «mous», s'était à l'origine produite sur une question étroite : comment définir l'appartenance au parti. Cette scission préfigurait la scission définitive que Lénine effectua en 1912 entre le bolchévisme et le réformisme ouvrier menchévique. Lénine ne généralisa l'importance cruciale de la rupture politique et organisationnelle avec le réformisme qu'en 1914, lorsque, avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale, la Deuxième Internationale sombra ignominieusement dans le social-chauvinisme, et qu'il appela à créer une Troisième Internationale. La nouvelle internationale fut fondée au début de 1919, 18 mois après la victoire des bolchéviques en Russie.

La nécessité de rompre avec le réformisme n'était pas la seule leçon que les bolchéviques avaient à transmettre. Les sociaux-démocrates révolutionnaires russes (les bolchéviques ne prirent le nom de «communistes» qu'en 1918) devaient trouver un moyen de mobiliser la paysannerie, qui constituait

la vaste majorité de la population dans l'empire tsariste, derrière le prolétariat. C'était crucial pour la victoire en Russie. Il fallait aussi qu'ils aient une approche révolutionnaire prolétarienne de la question nationale. En effet l'ethnie russe ne constituait que 50% environ de la population de l'empire tsariste. Si les bolchéviks ne s'étaient pas adressés à ces questions de la bonne manière, cela aurait conduit la Révolution russe au naufrage. Par exemple, le Parti communiste polonais fut stérilisé après la guerre par le fait qu'il n'avait pas développé d'approche révolutionnaire par rapport à la paysannerie et il paya cher le fait de n'avoir pas réussi auparavant à traiter la question nationale polonaise.

Lénine dit qu'en Russie une succession rapide de situations politiques forcèrent les bolchéviks à élaborer toute une série de tactiques. Il y avait d'autres endroits en Europe de l'Est où, du fait de l'arriération matérielle et de la répression, les ouvriers attirés par le marxisme ne se virent pas offrir le luxe du réformisme parlementaire. Beaucoup de partis sociaux-démocrates dans les Balkans avaient aussi du mérite (par exemple le Parti ouvrier social-démocrate bulgare «étroit» de Dimitâr Blagoev, et les sociaux-démocrates serbes, qui furent les seuls partis des pays belligérants, à part les bolchéviks, à voter contre les crédits de guerre dès le début de la Première Guerre mondiale). Par contre, la relative stabilité démocratique bourgeoise qui régnait avant la guerre dans le monde anglophone rendait plus difficile pour les révolutionnaires de transcender les divisions entre populisme radical, anarcho-syndicalisme et socialisme parlementaire, comme l'avaient fait les bolchéviks.

Palmer comprend bien que l'immense autorité dont jouissaient les bolchéviks dans l'Internationale communiste des premières années venait du fait qu'ils avaient beaucoup de leçons à transmettre, mais il passe trop rapidement sur la *substance* de ces leçons. Par exemple, il n'aborde nulle part la faillite de la Deuxième Internationale qui avait sombré dans le social-chauvinisme lorsque la guerre avait commencé. C'est là que le terme «gauche révolutionnaire» utilisé par Palmer

obscurcit plus qu'il n'éclaire l'évolution politique de ceux qui en sont venus à fonder le communisme américain, et ceci vient à l'appui de sa thèse que les années 1920 étaient «l'âge de l'innocence».

La corruption n'est pas venue seulement de Moscou

Palmer ne sympathise pas qu'avec la révolution d'Octobre, il sympathise aussi avec la lutte de Trotsky contre la dégénérescence stalinienne de cette révolution. Cette dégénérescence fut une conséquence de la dévastation totale causée par la Première Guerre mondiale et par la terrible guerre civile qui éclata quelques mois après la prise du pouvoir par les bolchéviks en Russie, qui était déjà auparavant un pays économiquement arriéré. Le prolétariat qui avait fait la révolution avait été décimé. Les meilleurs éléments avaient été intégrés dans l'Armée rouge ainsi que dans l'administration du parti et de l'Etat. La grande pénurie matérielle créait de fortes pressions objectives poussant au bureaucratisme, ce qui avait un impact tant sur le parti que sur l'Etat. L'isolement du nouvel Etat ouvrier aggravait encore la situation. Il se fit particulièrement sentir après l'échec d'une occasion révolutionnaire en 1923 en Allemagne. Dans le climat de profonde démoralisation qui gagna le prolétariat soviétique, une caste bureaucratique grandissante prit le pouvoir politique des mains de la classe ouvrière et truqua ouvertement l'élection des délégués à la Treizième Conférence du parti soviétique en janvier 1924, étouffant ainsi la voix de l'Opposition bolchévique dirigée par Trotsky. Rapporter ces événements dépasse le cadre de son ouvrage, mais Palmer indique bien que l'adoption du dogme du «socialisme dans un seul pays», promulgué par Staline vers la fin de 1924, joua un rôle clé dans l'abandon par l'IC de ses buts révolutionnaires.

La dégénérescence de la Révolution russe fut un processus qui commença en 1924 mais qui ne s'arrêta pas à ce moment-là. Palmer fait bien la différence entre le programme

Sélection de documents, inédits en français, de James P. Cannon sur la lutte pour un parti révolutionnaire. Contient notamment :

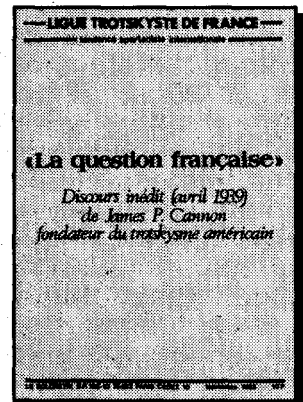
- « Nos buts et tactiques dans les syndicats » (1924)
- « Travail de masse et lutte fractionnelle : quelques exemples historiques » (1953)
- « Lutte fractionnelle et direction du parti » (1953)
- « La Révolution russe et le mouvement noir américain » (1959)

n°30, printemps 1997
1,50€ / 2\$Cdn (64 pages)



Cannon sur son voyage en France

Rapport de James P. Cannon sur son séjour en France en 1939, quand le comité exécutif de la Quatrième Internationale lui avait confié la tâche de faciliter l'entrée des trotskystes français dans le PSOP (une scission de gauche de la social-démocratie) et d'empêcher une scission sur cette question dans la section française.



1,50€ / 2\$Cdn (24 pages)

Pour commander, chèques à l'ordre de :

Europe: SEDI, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10, France
Canada: SCPA, C.P. 6867, succursale A,
Toronto ON M5W 1X6, Canada

et les principes révolutionnaires caractéristiques des décisions de l'Internationale communiste en 1919-1922 et les zigzags de l'IC en pleine dégénérescence dans les années 1924-1928, d'abord sous la direction de Zinoviev puis sous celle de Boukharine. Comme l'avait écrit Palmer dans son essai publié dans *American Communist History*, «le Comintern avait une immense autorité tout à fait méritée, mais avant 1923 il n'était pas considéré comme une "divinité sacro-sainte"» («Histoire du communisme: à voir dans son ensemble. Réponse à mes détracteurs»).

Lorsque survint la menace imminente de contre-révolution de la part des koulaks (paysans riches) que la politique conciliantiste de Staline et Boukharine avait enhardis, Staline chassa Boukharine en 1929, changea de politique intérieure et imposa la collectivisation forcée de l'agriculture. Palmer comprend bien que c'est tout cela qui poussa l'IC dans l'aventurisme stérile et sectaire de la «troisième période» entre 1928 et 1934. Durant cette «troisième période», tous les partis (pas seulement le parti américain) quittèrent les syndicats dirigés par les réformistes pour construire des syndicats «révolutionnaires». L'histoire de la dégénérescence de l'IC est bien documentée dans l'ouvrage en deux tomes de Helmut Gruber (professeur honoraire d'histoire à l'Université polytechnique de Brooklyn dans l'Etat de New York), intitulés *International Communism in the Era of Lenin* [Le communisme international à l'ère de Lénine] (Ithaca, New York, Cornell University Press, 1967) et *Soviet Russia Masters the Comintern* [La Russie soviétique se rend maître du Comintern] (Garden City, New York, Anchor Books, 1974).

C'est avec l'adoption de la politique de front populaire, lors du Septième Congrès mondial de l'IC en 1935, que l'IC sombra définitivement dans le réformisme: les partis communistes devaient chercher à faire des alliances de collaboration de classes avec des ailes prétendument «démocratiques» et «antifascistes» de la bourgeoisie. Il y eut toutefois une brève période, durant le pacte Hitler-Staline de 1939-1941, où l'IC adopta une posture de gauche. En 1943 Staline poussa l'ignominie jusqu'à enterrer officiellement l'IC qui le gênait pour poursuivre son alliance avec les impérialistes «démocratiques» dans la Deuxième Guerre mondiale. La plupart des partis communistes restèrent fidèles à Moscou jusque dans les années 1970, ce qui n'en faisait pas des partenaires de coalition gouvernementale très souhaitables du point de vue des bourgeoisies impérialistes. Mais la participation des partis communistes à des gouvernements de front populaire en France et en Italie dans l'immédiat après-guerre a grandement aidé la bourgeoisie dans ces pays à empêcher des révolutions prolétariennes.

Comprendre ce processus de dégénérescence du programme et le rapport entre ce processus et les luttes dans le parti russe, c'est le commencement de la sagesse pour qui veut sérieusement étudier l'histoire du communisme. S'il y a un point faible dans la description que fait Palmer de ce processus dans les années 1920, c'est qu'il insiste trop sur la bolchévisation et ce qu'il appelle «le goût de Zinoviev pour le centralisme bureaucratique» au lieu de montrer comment l'IC s'éloignait progressivement du programme révolutionnaire.

Palmer affirme que c'est «la bureaucratisation et la stalinisation triomphantes du Comintern» qui «ont finalement baissé le rideau sur l'innocence de la gauche révolutionnaire en 1928». Il refuse de tenir compte des pressions objectives très réelles aux Etats-Unis mêmes, qui poussaient aussi le parti à s'éloigner de ses objectifs révolutionnaires. Aucun parti du Comintern n'a dégénéré simplement sous l'influence de

Moscou. Dans les années 1920 il y eut une co-dégénérescence. Même si les circonstances étaient très différentes en Union soviétique, les pressions objectives sous-jacentes qui s'exerçaient sur les cadres des partis communistes occidentaux étaient les mêmes: le recul de la vague révolutionnaire qui avait suivi la Première Guerre mondiale et la stabilisation du monde capitaliste après la défaite de la Révolution allemande en 1923. C'est l'absence relative d'occasions révolutionnaires qui était à la base tant de la dégénérescence de la Révolution russe que de la corruption des partis nationaux du Comintern. C'est ce que reconnaissait Cannon:

«Le parti subissait des influences de deux côtés – nationalement et internationalement – et maintenant c'était des influences négatives dans les deux cas. On ne doit pas mettre son déclin et sa dégénérescence durant cette période, pas plus que son essor dans la période précédente, sur le compte des seuls facteurs nationaux ou des seuls facteurs internationaux, mais des deux à la fois. Ces influences conjuguées, qui à ce moment-là allaient dans le sens du conservatisme, ont eu un poids écrasant sur le Parti communiste des Etats-Unis encore très jeune.

«C'était difficile d'être un militant révolutionnaire à cette époque en Amérique, de maintenir un travail d'agitation sans rencontrer aucune réaction, de répéter des mots d'ordre sans avoir d'écho. Les dirigeants du parti n'ont pas été grossièrement corrompus par les bienfaits personnels de la prospérité générale; ils ont été affectés indirectement par l'océan d'indifférence autour d'eux. [...]

«Le parti est devenu réceptif aux idées du stalinisme, qui étaient imprégnées de conservatisme, parce que les cadres du parti étaient eux-mêmes en train de céder inconsciemment à leur environnement conservateur.»

– Cannon, *The First Ten Years of American Communism*

Les années de formation de Cannon

Cannon a peu écrit sur sa jeunesse à Rosedale dans le Kansas (Rosedale fait maintenant partie de Kansas City), mais Palmer a retrouvé ce qu'il a pu sur les parents et la famille de Cannon, des ouvriers immigrés irlandais. Sa mère Ann, qui mourut quand Cannon avait 14 ans, était la deuxième femme de son père. Palmer a réussi à démêler ce qui n'avait jamais été clair sur les relations entre Cannon et ses cinq frères et sœurs de différents mariages. John, le père de Cannon, était souvent au chômage, mais le jeune James allait quelquefois travailler dans le bâtiment avec lui. Alors qu'il travaillait avec son père, Cannon eut un accident où il eut le pouce droit écrasé; il dut être amputé d'une phalange. Cannon faisait rarement mention de cette petite infirmité.

Le père de Cannon quitta plus tard la classe ouvrière et ouvrit un petit cabinet d'assurances et d'immobilier. Palmer dit que, plus tard dans sa vie, Cannon avait embelli le profil prolétarien de son père. Mais c'est tout de même son père qui le gagna au socialisme, et son éducation fut typiquement celle d'un prolétaire immigré irlandais. Jim quitta l'école à 13 ans pour travailler d'abord dans une entreprise de conditionnement de viande, puis aux chemins de fer et plus tard dans l'imprimerie. Il fréquentait les salles de billard et les bars comme les autres jeunes ouvriers irlandais. Palmer s'est servi d'une œuvre de fiction semi-autobiographique écrite par Cannon dans les années 1950 et jamais publiée, pour donner une idée de la jeunesse de Cannon et de ses attitudes sur les questions de société. Comme il y a si peu d'autres sources, c'était probablement une bonne idée. Mais on imagine aisément Cannon, qui était très discret sur sa vie privée, grincer des dents à la lecture de certaines des suppositions de Palmer.

Ce qui est moins typique dans la jeunesse de Cannon, c'est qu'à l'âge de 17 ans, alors qu'il travaillait déjà et qu'il vivait indépendamment, il décida de retourner au lycée. Depuis qu'il

avait participé en 1906-1907 à la campagne de défense de William «Big Bill» Haywood et Charles Moyer, deux dirigeants de la Western Federation of Miners [syndicat des mineurs] accusés à tort de meurtre, Cannon avait de la sympathie pour le socialisme, mais il ne rejoignit le Parti socialiste qu'en 1908, peu de temps après être retourné au lycée. Il trouva difficile de mener de front le travail et le lycée. Il ne fréquenta le lycée que pendant trois ans et le quitta sans obtenir de diplôme. Palmer a retrouvé les annuaires du lycée de Rosedale pour ces années et a ainsi pu glaner quelques renseignements sur les années de lycée de Cannon et avoir une idée plus précise de la personnalité de ce jeune homme qui faisait partie du club de débat de Rosedale en 1910.

Au lycée, Cannon étudia sérieusement l'art oratoire et devint un orateur très éloquent. En 1911, après avoir quitté le lycée, Cannon adhéra aux Industrial Workers of the World et put continuer à parfaire ses capacités oratoires en faisant de l'agitation et en haranguant les foules dans les rues de Kansas City. Puis il devint un *wobbly* (comme on appelait les membres de l'IWW) itinérant. Plus tard, dans le Parti communiste, Cannon allait être un orateur très demandé. Il pouvait expliquer des concepts politiques compliqués dans une langue facile à comprendre, comme on peut aisément le constater en lisant ses articles publiés dans *Notebook of an Agitator*. C'était un excellent propagandiste communiste.

La conseillère du club de débat était une jeune enseignante, Lista Makimson. Elle et Cannon eurent une liaison amoureuse à l'époque où il allait au lycée. Ils se marièrent en 1913. Palmer démolit le mythe selon lequel Lista aurait été beaucoup plus âgée que Cannon, elle n'avait en fait que sept ans de plus que lui. Le fait que Cannon avait une relation avec une femme plus âgée, et qu'il était membre de l'IWW où l'agitation pour des idées non conformistes se mêlait au radicalisme ouvrier, contredit l'affirmation de Palmer selon laquelle Cannon «semblait incarner un curieux mélange de conceptions victorienne traditionnelles sur la sexualité et les relations entre les sexes, et de dédain bohème et avant-gardiste pour les biens matériels et l'attrait de l'argent».

Cannon avait certainement du dédain pour les biens matériels. Il était aussi très discret sur sa vie privée, en particulier sur les questions sexuelles, comme l'étaient beaucoup de gens de sa génération à cette époque. Mais il fréquentait des cercles bohèmes, et Palmer lui-même raconte comment Cannon aimait se souvenir d'un discours de l'anarchiste Emma Goldman sur l'«amour libre». James et Lista ne se marièrent que parce qu'il

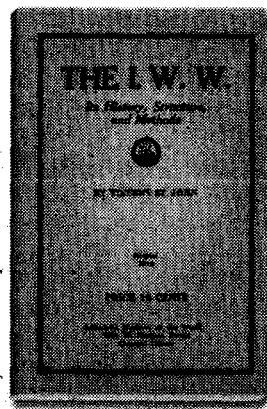


Valita Ross

Rose Karsner, ici en 1925, membre fondatrice du communisme américain et compagne de Cannon à partir de 1923



Wayne State University



Vincent St. John, dirigeant de l'IWW. Ci-dessus, une anthologie de ses articles publiée en 1919.

semblait qu'il allait devoir passer six mois en prison à cause de ses activités politiques. Ils eurent par la suite deux enfants. Cannon quitta Lista en 1923 pour vivre avec la communiste Rose Karsner, qui allait devenir la compagne de toute sa vie. Rose et lui ne se marièrent qu'à la fin de leur vie, pensant que c'était nécessaire pour toucher intégralement leur retraite. Tout ceci n'est pas vraiment une preuve d'attachement aux «conceptions victorienne des relations entre les sexes».

Palmer se plaint que Cannon pratiquait une «monogamie conventionnelle» et qu'il «ne s'est jamais vraiment engagé dans la politique *de genre* potentiellement transformatrice qui accompagne l'approche féministe militante de la sphère personnelle». Ce jugement en dit plus sur les thèmes postmodernes des milieux intellectuels que sur Cannon lui-même. L'ouvrage de Ted Morgan, *A Covert Life: Jay Lovestone, Communist, Anti-Communist, and Spymaster* [Une vie cachée: Jay Lovestone, communiste, anticommuniste, et maître-espion] (New York, Random House, 1999) est plus une série de ragots qu'une tentative sérieuse d'examiner la vie de cet aventurier sans principes qui dans sa jeunesse rejoignit le mouvement communiste, et devint plus tard un agent de la CIA. Mais les aventures amoureuses de Lovestone dévoilées par Morgan montrent que s'écarter de la «monogamie conventionnelle» ne mène pas nécessairement à une quelconque «politique de genre transformatrice».

Cannon fut élu délégué de Kansas City à la Septième Convention nationale de l'IWW en 1912. Là, il fut remarqué par Vincent St. John, le légendaire dirigeant *wobbly*, qui l'envoya alors sur les routes comme organisateur itinérant. Palmer écrit que «c'est St. John, plus que tout autre, qui a fait que Cannon devienne un révolutionnaire professionnel». Palmer a découvert beaucoup de faits nouveaux sur ce sujet, et les passages de son livre sur la vie de Cannon en tant que *wobbly* sont excellents. Cannon se rendit à Newcastle, en Pennsylvanie, où il aida à produire le journal de l'IWW, *Solidarity*. De là, début 1913, St. John envoya Cannon à Akron, où les ouvriers du caoutchouc, Américains de souche et immigrés, faisaient grève pour faire reconnaître leur syndicat. D'après Palmer, «Cannon devint l'un des personnages centraux de l'IWW, écrivant pour la presse rebelle, collectant des fonds, et portant la lutte des ouvriers d'Akron au-delà des frontières de l'Ohio». Après la défaite de la grève d'Akron, Cannon partit intervenir dans une fabrique en grève

à Peoria où il épousa Lista. Selon Palmer, à la fin de l'été 1913 «Il y avait seulement 16 agitateurs *wobbly* que le Comité exécutif général de l'IWW reconnaissait comme "accrédités volontaires" en tant qu'organiseurs itinérants, et Cannon était l'un d'eux». De Peoria, Cannon partit à Duluth organiser une grève de dockers immigrés travaillant au déchargement du minerai de fer. Cannon y dirigeait en fait le travail de l'IWW, en collaboration avec le fameux Frank Little.

Palmer écrit que Lista ne pouvait plus travailler au collège de Rosedale du fait qu'elle était mariée à Cannon. Cannon dut donc retourner à Kansas City à l'automne de 1913. Il travailla pour un journal syndicaliste, *The Toiler* [le Travailleur], et aida à diriger une importante lutte pour la liberté d'expression. Mais du fait de ses responsabilités familiales, il se tint un peu à l'écart de la ligne de front pour ne pas se faire arrêter. Il devint, comme dit Palmer, «un combattant de l'arrière, selon le terme un peu condescendant de certains *wobblies*». Palmer dit que Cannon était de plus en plus déçu de voir les *wobblies* concentrer leurs efforts sur le prolétariat rural plutôt que sur le prolétariat industriel. Il était encore plus déçu qu'il n'y ait pas de campagne de défense coordonnée contre les rafles et les arrestations qui s'abattirent sur les *wobblies* au moment où les Etats-Unis entrèrent dans la Première Guerre mondiale en 1917. Palmer conclut en disant que pour Cannon, «les années qu'il a passées comme "combattant de l'arrière" *wobbly* déçu furent parmi les pires de sa vie, alors que l'année qu'il passa comme rebelle sur les routes, immergé dans le tohu-bohu des luttes de son époque, était l'une des périodes dont il avait les meilleurs souvenirs et de laquelle il était le plus fier».

La fondation du communisme américain

C'est la révolution d'Octobre qui remit Cannon sur la voie du révolutionnaire professionnel. Cannon pouvait constater que l'IWW antipolitique se faisait écraser par l'Etat bourgeois, alors qu'au même moment un parti marxiste discipliné, qui se consacrait à l'activité politique, dirigeait une

révolution victorieuse en Russie. Il réadhéra au Parti socialiste pour travailler avec l'aile gauche probolchévique qui s'y développait. Palmer n'apporte que quelques détails nouveaux sur le rôle de Cannon dans la fondation du mouvement communiste américain, divisé au début en deux partis – le Parti communiste d'Amérique (Communist Party of America) et le Parti ouvrier communiste (Communist Labor Party) – tous deux dominés par l'ultragauchisme.

Cannon était l'un des rares militants américains de souche à rejoindre le mouvement communiste américain, qui était en grande partie composé d'immigrés, et il était l'un des rares qui avaient une réelle expérience des luttes ouvrières; il fut l'un des premiers à assimiler les leçons de *la Maladie infantile du communisme (le gauchisme)* de Lénine. Les communistes américains étaient pour des «syndicats rouges», c'est-à-dire pour créer des syndicats révolutionnaires indépendants. Dès le début, Cannon s'opposa à cette conception et il devint très connu dans la lutte contre ceux qui pensaient que le parti devait être clandestin par principe. Il fut nommé rédacteur en chef du *Toiler*, un journal basé à Cleveland, qui devint par la suite le *Daily Worker* [le Quotidien ouvrier]: Cannon devint président du Parti ouvrier, un parti non clandestin, lorsqu'il fut fondé en décembre 1921. (Le parti changea de nom pour s'appeler Workers [Communist] Party en 1925 puis Communist Party en 1929.)

Ironie de l'histoire, la campagne du Comintern contre l'ultragauchisme qui sévissait dans les jeunes partis communistes conduisit à revenir sur une position *correcte* qui avait été initialement adoptée par des sections du mouvement communiste américain: l'opposition à présenter des candidats à des postes exécutifs. Le programme adopté par le Parti communiste unifié (United Communist Party – UCP) lors de sa fondation en mai 1920 avait réaffirmé une position du Manifeste du Parti communiste d'Amérique: déclarant:

«Le Parti communiste unifié ne participe aux campagnes électorales et au travail parlementaire que dans le but de faire de la propagande révolutionnaire. La présentation de candidats et la participation aux élections se limitent aux instances législa-



Brown Brothers



IWW

Elizabeth Gurley Flynn, agitatrice de l'IWW, s'adresse à des travailleurs de la sole en grève à Paterson, dans le New Jersey, en 1913. A droite: Grève des travailleurs du caoutchouc à Akron, dans l'Ohio, la même année. Cannon y joua un rôle important pour l'IWW.



Vanguard Press



Chicago Historical Society

Ouvriers noirs dans une usine à Chicago dans les années 1920. Ci-dessus: Attaque contre des Noirs lors des émeutes raciales de Chicago en 1919, qui détruisirent tout le travail de syndicalisation interracial fait parmi les ouvriers des abattoirs.

tives, comme le Congrès national, les assemblées législatives des Etats et les conseils municipaux.»

– Programme de l'UCP, reproduit dans *Revolutionary Radicalism* [Radicalisme révolutionnaire], Rapport de la Commission Lusk au Sénat de l'Etat de New York, soumis le 24 avril 1920

Cette position montre qu'il y avait une révolte saine et correcte pour la pratique archi-réformiste du Parti socialiste qui, en 1912, comptait dans ses rangs 56 maires et 22 responsables de la police. Toutefois, selon le programme de l'UCP, les représentants communistes élus dans les instances parlementaires « ne doivent pas introduire ou soutenir de réformes », ce qui n'était pas une position correcte.

Comme nous le soulignons ailleurs dans ce numéro (cf. « A bas les postes exécutifs ! », page 22), la distinction entre les postes exécutifs et les postes parlementaires s'est perdue dans la bataille contre les ultragauches au Deuxième Congrès de l'IC. Après les thèses contradictoires sur le parlementarisme du Deuxième Congrès, l'opposition à la candidature aux postes exécutifs – qui était apparemment une position prônée en particulier par C.E. Ruthenberg – provoqua un débat dans le parti américain. L'année suivante, peu avant la fondation du Parti ouvrier en décembre 1921, les communistes new-yorkais présentèrent Ben Gitlow comme candidat à la mairie. Cannon joua un rôle important dans cette campagne: il poussa à ce qu'elle ait lieu et il fut un de ceux qui l'orchestrèrent. Un document du Comintern écrit pour la convention du parti clandestin d'août 1922 déclarait: « Les communistes doivent participer en tant que révolutionnaires dans toutes les campagnes électorales, municipales, législatives au niveau de l'Etat et au niveau fédéral, ainsi que dans les campagnes présidentielles » (« Nouvelles tâches du Parti communiste en Amérique », reproduit dans *Reds in America* [Les rouges en Amérique], New York City, Beckwith Press, 1924).

Cinq mois après la fondation du Parti ouvrier, Cannon partit pour Moscou en tant que représentant américain au Comité exécutif du Comintern (CEIC). Son séjour de sept mois en Russie soviétique fut pour Cannon une expérience déterminante qui lui permit d'approfondir sa compréhension du bolchévisme et de l'importance de l'Internationale communiste. Cela lui fournit aussi par la suite un moyen d'évaluer la dégénérescence de l'IC. En 1955,

dans une lettre à Draper, citée par Palmer, Cannon écrivait:

« Je ne servais plus à rien quand j'étais en mission à Moscou après mon premier voyage de 1922. A cette époque tout était fait ouvertement et sans mystères. Les questions politiques étaient clairement présentées par les deux côtés dans un débat ouvert et elles se réglaient en toute franchise, sur une base politique, sans discrimination ou favoritisme envers les fractions impliquées, et sans que des raisons cachées dérivant de questions internes ne motivent les décisions et ne déterminent l'attitude à avoir envers les dirigeants des fractions en désaccord. C'était cela le Comintern de Lénine et Trotsky, et j'y ai fait du bon travail. Mais après 1924 tout était différent. »

– Cannon, *The First Ten Years of American Communism*

Palmer fournit des détails nouveaux et quelquefois fascinants sur les activités de Cannon à Moscou. Le discours de Cannon devant la commission américaine en novembre 1922 (cf. « Nous demandons l'assistance du Comintern », page 51) n'était que le point culminant d'une longue et dure bataille contre ceux qui voulaient absolument maintenir un parti communiste clandestin parallèlement au Parti ouvrier légal. La victoire à Moscou de ceux que l'on appelait les « liquidateurs » permit aux communistes américains de participer enfin pleinement à la lutte de classe américaine.

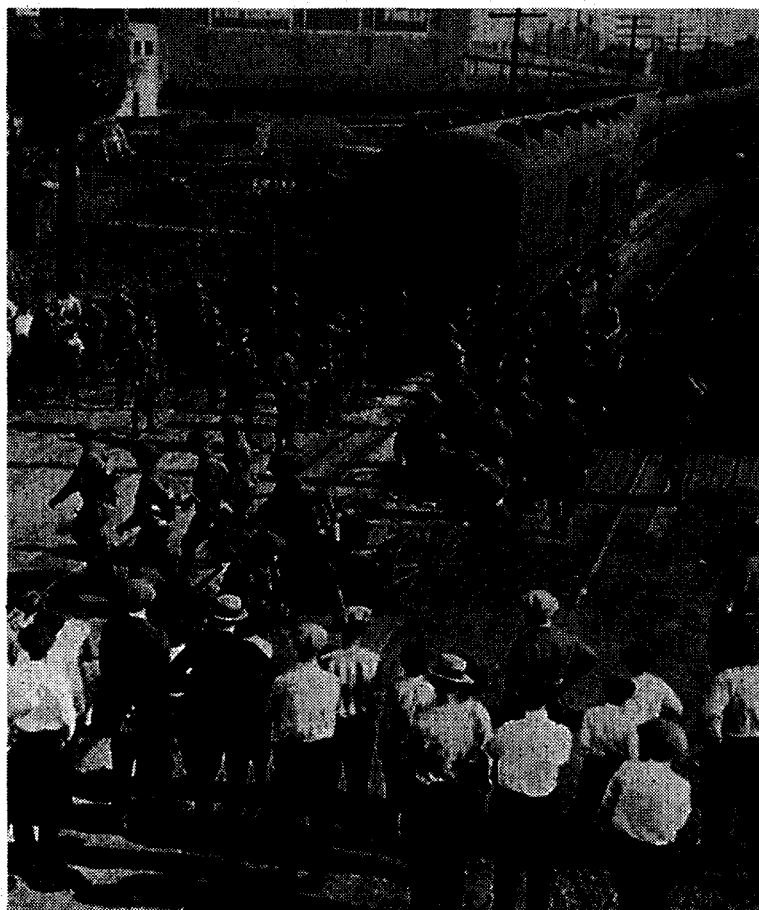
Le Comintern et la question noire

Le mouvement communiste américain s'était constitué, comme dans la plupart des autres pays industriels, en chevauchant la vague du radicalisme ouvrier qui avait balayé une grande partie du monde à la fin de la Première Guerre mondiale. Entre 1916 et 1920 le nombre de syndiqués doubla aux Etats-Unis, et la fin de la guerre vit une vague massive de grèves auxquelles participèrent pour la première fois un grand nombre d'ouvriers immigrés non qualifiés de la grande industrie. Durant les années de guerre l'immigration avait chuté de 80% et il y avait eu un afflux massif de Noirs du Sud des Etats-Unis vers le Nord: la population noire rurale, formée de métayers, commençait à s'urbaniser et à devenir une partie intégrante de la classe ouvrière industrielle. Dans les deux décennies qui suivirent, un des effets de la migration massive des Noirs vers le Nord fut que le racisme anti-Noirs devint l'axe central de division dans le prolétariat américain, supplantant finalement l'hostilité traditionnelle entre les ouvriers blancs américains de souche, protestants pour la plupart, et les ouvriers catholiques d'Irlande, d'Europe méridionale et orientale.

Les révolutionnaires aux Etats-Unis comprenaient mal la signification de la question noire. C'est l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky qui fit comprendre au mouvement ouvrier américain que la lutte pour l'émancipation des Noirs était une question centrale et stratégique pour la révolution ouvrière américaine. Dans son essai «La Révolution russe et le mouvement noir américain», Cannon écrivait :

«A ses débuts, le mouvement socialiste duquel le Parti communiste est issu n'avait jamais reconnu la moindre nécessité d'un programme spécifique sur la question noire. Celle-ci était purement et simplement considérée comme un problème économique, faisant partie de la lutte entre les ouvriers et les capitalistes; rien ne pouvait être fait concernant les problèmes spécifiques de discrimination et d'inégalité avant l'avènement du socialisme. [...] «Les communistes américains des premières années, sous l'influence et la pression des Russes au sein du Comintern, apprenaient lentement et péniblement à changer leur attitude; à assimiler la nouvelle théorie de la question noire comme une question *spécifique* de citoyens de deuxième classe doublement exploités, question qui nécessitait un programme de revendications spécifiques faisant partie intégrante du programme d'ensemble – et à commencer à faire quelque chose à ce sujet. [...] «Tout ce qui était neuf et progressiste sur la question noire est venu de Moscou, après la Révolution de 1917, et comme résultat de cette révolution – non seulement pour les communistes américains qui ont réagi directement, mais aussi pour tous ceux qui se préoccupaient de cette question.»

– Traduit dans *Spartacist* édition française n°30, printemps 1997



Bettmann

Des policiers de l'Etat de l'Illinois brisent la grève des ateliers de réparation des chemins de fer en août 1922. Des injonctions gouvernementales draconiennes aidèrent à faire échouer la grève, ouvrant la voie à une offensive antisyndicale jusqu'à la fin de la décennie.

En 1917, près du quart des 45000 travailleurs qu'il y avait dans les abattoirs de Chicago étaient noirs. Les ouvriers noirs constituaient aussi une partie importante de la main-d'œuvre dans la sidérurgie. De 12 à 14% des ouvriers de la grande aciérie de Homestead étaient noirs. Et pourtant la plupart des syndicats de l'American Federation of Labor refusaient l'adhésion des ouvriers noirs, ou bien les syndiquaient dans des sections locales ségréguées. Les premières tentatives importantes pour intégrer les ouvriers non qualifiés dans l'AFL eurent lieu à la fin de la guerre aux abattoirs de Chicago et dans la sidérurgie au niveau national, sous la direction de William Z. Foster, militant syndicaliste de longue date. Foster avait rompu avec l'IWW en 1911 parce qu'il s'opposait à leur stratégie de constitution de syndicats révolutionnaires; il préférait «miner les syndicats de l'intérieur», c'est-à-dire combattre la bureaucratie de l'AFL de l'intérieur des syndicats de métier. Mais Foster s'inclina aussi devant la bureaucratie réactionnaire de Gompers sur la question du soutien à la guerre mondiale impérialiste, allant jusqu'à vendre des titres d'emprunt de guerre.

La campagne de syndicalisation aux abattoirs, qui s'était d'abord concentrée sur les immigrés d'origine slave, eut au début un certain succès parmi les ouvriers noirs. En 1919, il y avait quelque 4000 ou 5000 Noirs dans les syndicats. En juillet 1919, il y eut un défilé syndical racialement mixte dans le South Side de Chicago, ce qui était prometteur, mais les violentes émeutes raciales qui ravagèrent la ville trois semaines plus tard détruisirent tout le travail de syndicalisation interracial effectué. En 1921, il y eut une grève désastreuse contre des diminutions de salaire, lors de laquelle une grande partie des travailleurs noirs brisèrent la grève, ce qui fit perdre tous les acquis qui avaient été remportés dans les luttes précédentes. Lors de la campagne de syndicalisation parmi les sidérurgistes, 250000 ouvriers, soit presque la moitié des ouvriers de cette industrie, se mirent en grève en septembre 1919. En dix jours, 14 ouvriers furent tués. Le gouvernement envoya l'armée occuper Gary dans l'Indiana. Au début, beaucoup de travailleurs immigrés non qualifiés participèrent à la grève, mais peu de Noirs s'y joignirent et beaucoup d'ouvriers américains de souche brisèrent la grève. La grève s'effondra dans le Midwest en novembre, et au niveau national vers la mi-décembre, même si elle ne fut pas levée officiellement avant le mois suivant.

Les défaites de 1919, dues à la répression de l'Etat et à la réaction raciste, eurent lieu alors que les communistes américains commençaient à rompre avec le Parti socialiste. Peu après, une vague de répression gouvernementale s'abattit sur les communistes. Pendant quatre mois à partir de novembre 1919, avec les «Palmer Raids» (rafles nommées d'après le ministre de la Justice d'alors, A. Mitchell Palmer), les locaux des communistes furent mis à sac, leurs journaux interdits et les communistes, anarchistes et autres militants de gauche furent arrêtés en masse (plus de 6000 rien que dans la première semaine de janvier 1920). Il y eut des expulsions massives de communistes et d'autres militants de gauche d'origine étrangère. Beaucoup de dirigeants communistes furent emprisonnés pour «syndicalisme criminel». La répression se calma rapidement,

même si beaucoup de dirigeants communistes restèrent inculpés pendant plusieurs années. Mais les Palmer Raids fournirent une justification aux ultragauches qui prônaient la clandestinité, et la discussion sur la légalité ou non du mouvement communiste se prolongea.

Les débuts de la Ligue d'éducation syndicale

Il était déjà clair, lorsque le Parti ouvrier fut fondé en décembre 1921, que les communistes américains pouvaient faire connaître leurs positions publiquement. La bourgeoisie américaine se satisfaisait pour l'essentiel d'avoir écrasé les campagnes de syndicalisation et du fait que la répression de 1919-1920 avait eu l'effet désiré. Le républicain Warren G. Harding fut élu Président en novembre 1920 et son programme était de ramener le pays à la normale. Le dernier soubresaut de la combativité ouvrière de l'après-guerre fut une grève nationale dans les ateliers de réparation des chemins de fer en 1922. 256 000 machinistes (membres de l'International Association of Machinists [IAM] et ouvriers de maintenance) se mirent en grève, et les militants du Parti ouvrier participèrent à la direction de cette grève. La grève fut vaincue par le brisage de grève de certains syndicats de métier de l'AFL et par une injonction du gouvernement sur l'ordre du ministre de la Justice Harry Daugherty, qui au fond interdisait aux syndicats en grève de faire quoi que ce soit pour continuer la grève (cette injonction est connue sous le nom d'injonction Daugherty). Cela permit à la bourgeoisie dans les années 1920 d'utiliser à plusieurs reprises la loi Sherman anti-trust contre les syndicats. L'offensive antisyndicale fut accompagnée d'une résurgence de la terreur raciste (le Ku Klux Klan avait plusieurs millions de membres dans les années 1920) ainsi que d'une nouvelle législation anti-immigrés, ce qui fit des années 1920 une décennie marquée par la réaction raciste, la répression dans les tribunaux et les attaques anti-ouvrières.

Cette période de réaction coûta très cher aux communistes américains, plus cher que l'intense répression de 1919-1920; elle créa de très fortes pressions poussant les communistes à abandonner les objectifs révolutionnaires sur la base desquels leur mouvement avait été fondé. Etant donné les conditions objectives des années 1920, il ne pouvait y avoir dans le Parti communiste qu'une petite minorité de la classe ouvrière. Les communistes américains, y compris Cannon, mirent du temps à le reconnaître, et les zigzags dictés par le Comintern en cours de stalinisation dans la deuxième moitié des années 1920 n'aiderent pas à clarifier les choses.

Au début il semblait que le Parti ouvrier allait avoir un grand succès dans le mouvement ouvrier. William Z. Foster fut recruté par son ancien camarade syndicaliste Earl Browder pour faire partie d'une délégation ouvrière en Union soviétique en 1921, et fut gagné au bolchévisme par tout ce qu'il y vit et vécut lors des trois mois et demi qu'il y passa. Après avoir assisté à la conférence de fondation de l'Internationale syndicale rouge à Moscou, Foster retourna à Chicago à la fin de l'été et adhéra au Parti communiste encore clandestin.

Sous l'influence de la *Maladie infantile du communisme*, les communistes américains avaient abandonné leur perspective de construire des syndicats rouges, et leur politique correspondait maintenant à la stratégie que Foster prônait depuis longtemps; il restait toutefois quelques divergences parce que Foster s'opposait strictement à toute organisation de syndicats en dehors du cadre de l'AFL. La Ligue d'éducation syndicale (Trade Union Educational League - TUEL), que Foster avait fondée fin 1920, fut mise au service du Parti



Corbis

John Fitzpatrick (à gauche), dirigeant de la Chicago Federation of Labor, pendant la grève des sidérurgistes de 1919, avec William Z. Foster, dirigeant de la grève.

ouvrier pour lui servir d'outil dans les syndicats à partir de début 1922. L'appartenance de Foster au parti resta secrète jusqu'en 1923; la TUEL avait son quartier général à Chicago alors que le siège du parti était à New York. Foster avait cultivé et conservé des liens étroits avec la Chicago Federation of Labor (CFL - Fédération du travail de Chicago) de John Fitzpatrick, sous l'égide de laquelle il avait débuté ses campagnes de syndicalisation. Fitzpatrick, ardent nationaliste irlandais et syndicaliste « progressiste », avait pendant un temps été pour la formation d'un parti des travailleurs [labor party]. Il était une source d'irritation constante pour la bureaucratie de l'AFL sous la direction de Samuel Gompers. La collaboration de Foster avec la CFL donnait une vraie protection à la TUEL vis-à-vis de l'anticommunisme virulent de Gompers.

Dans la TUEL, organisée autour du journal *Labor Herald* [le Messager ouvrier], il n'y avait ni cotisation ni membres afin d'éviter l'accusation de double appartenance syndicale. Ses revenus publics provenaient de la vente de journaux et de dons; elle recevait aussi des subventions du Comintern. Elle se battait pour « transformer les syndicats, qui sont aujourd'hui dans un état archaïque et stagnant, en organisations de travailleurs puissantes capables de mener des batailles victorieuses contre le capital » (William Z. Foster, « Les principes et le programme de la Ligue d'éducation syndicale », *Labor Herald*, mars 1922). La TUEL, qui prônait l'abolition du capitalisme et l'établissement d'une république ouvrière, cherchait à affilier les syndicats américains à l'Internationale syndicale rouge. Le programme de la TUEL ne mentionnait pas les restrictions racistes qui empêchaient les Noirs d'adhérer aux syndicats de métier de l'AFL; il ne s'opposait pas non plus aux restrictions draconiennes à l'immigration que le gouvernement venait d'imposer. Le fait qu'il ne s'attaquait pas aux préjugés contre les Noirs et contre les immigrés, répandus dans la classe ouvrière, était un vrai problème. La lutte contre le racisme anti-Noirs était une question à laquelle les communistes américains, poussés par le Comintern, commençaient seulement à s'adresser.

La TUEL considérait que sa tâche immédiate était de faire une campagne agressive pour fusionner les syndicats corporatistes de l'AFL dans des syndicats organisés par industrie, et elle avait pour mot d'ordre « fusion ou annihilation ». Pour commencer, la TUEL fit passer une résolution pour la fusion de la CFL en mars 1922, puis réussit dans les 18 mois suivants à faire passer des résolutions pour la fusion dans 16 syndicats internationaux, 17 fédérations d'Etat, de nombreux comités syndicaux de ville (*labor councils*) et des milliers de sections syndicales.



Bettmann

La question épineuse du parti des travailleurs

A la sortie de la clandestinité, les communistes américains commencèrent à se demander si oui ou non il fallait appeler à un parti des travailleurs.

Dans un chapitre intitulé fort à propos « Pepper spray » [jeu de mots sur le nom de Pepper et une bombe lacrymogène], Palmer explique en détail comment le Parti ouvrier embrouilla la question sous la tutelle d'un communiste d'origine hongroise qui s'appelait József Pogány (et qui était connu sous le nom de John Pepper aux Etats-Unis).

Dans *la Maladie infantile du communisme*, Lénine recommandait aux communistes britanniques d'entrer dans le Parti travailliste britannique et de lui donner un soutien critique aux prochaines élections. Le programme et la direction du Parti travailliste étaient réformistes mais il était basé sur des syndicats qui lui étaient affiliés et il avait été constitué expressément en tant que parti de la classe ouvrière. Lénine le qualifiait de « parti ouvrier bourgeois ». Pour garder le contrôle de la classe ouvrière face à l'impact de la Révolution bolchévique et de la radicalisation d'après-guerre, les dirigeants du Parti travailliste avaient adopté un discours de gauche; en 1918 ils ajoutèrent une clause à leur programme (la Clause Quatre) appelant à la nationalisation à grande échelle de l'industrie. Lénine recommandait aux communistes de voter pour le Parti travailliste – tout en gardant toute leur liberté d'agitation, de propagande et d'action politique – afin de pouvoir prouver aux masses qu'une fois élus les dirigeants du Parti travailliste trahiraient en fait les intérêts de la classe ouvrière. En les démasquant, les communistes pourraient plus facilement gagner la base ouvrière du Parti travailliste.

Au Deuxième et au Troisième Congrès de l'IC, Lénine, dans ses discussions avec les délégués américains, avait soulevé la question de savoir si on pouvait ou non créer l'équivalent du Parti travailliste britannique aux Etats-Unis. Le Parti ouvrier décida finalement d'appeler à un parti des travailleurs en mai 1922. Dans son discours de novembre 1922 Cannon soutient l'idée d'un parti des travailleurs, « quelque chose du genre du Parti travailliste anglais ».

La formation d'un parti des travailleurs peut être un grand pas en avant vers un parti communiste de masse, mais cela peut aussi facilement devenir un obstacle considérable. Le problème avec le mot d'ordre est objectif, comme l'expliqua plus tard Trotsky, et tout dépend dans quel contexte il est avancé :

« On peut dire que dans les conditions américaines, un parti des travailleurs à la britannique serait un « pas en avant » et en le reconnaissant et en le disant, nous aidons nous-mêmes quoique

indirectement à établir ce parti. Mais c'est précisément la raison pour laquelle je ne prendrai jamais la responsabilité d'affirmer dans l'abstrait et d'une façon dogmatique que la création d'un parti des travailleurs serait un « pas en avant » même aux Etats-Unis, parce que je ne sais pas dans quelles circonstances, sous la direction de qui et dans quel but ce parti serait créé. Il me semble plus probable qu'en Amérique notamment, où il n'y a pas de tradition importante d'action politique indépendante de la classe ouvrière (comme le chartisme en Angleterre, par exemple) et où la bureaucratie syndicale est plus réactionnaire et plus corrompue qu'elle ne l'était au zénith de l'empire britannique, la création d'un parti des travailleurs ne pourrait être provoquée que sous la puissante pression révolutionnaire des masses travailleuses et par la menace croissante du communisme. Il est absolument clair que, dans ces conditions, un parti des travailleurs ne serait pas un « pas en avant » mais un obstacle à l'évolution progressiste de la classe ouvrière. »

– Trotsky, « La question du parti des travailleurs aux Etats-Unis », 19 mai 1932

Dans la bureaucratie syndicale aux Etats-Unis, certains avaient commencé à avancer l'idée d'un parti des travailleurs lors de la vague de grèves qui avait suivi la Première Guerre mondiale. John Fitzpatrick s'était présenté pour la mairie de Chicago en 1919 sur une liste Parti des travailleurs et avait reçu 56 000 voix. Fitzpatrick cherchait à réunir dans un seul parti national les partis des travailleurs qui s'étaient formés dans plusieurs villes, y compris à Seattle et Minneapolis. Mais lorsque les communistes américains, qui venaient de sortir de la clandestinité, se décidèrent enfin à prêter attention à ces efforts, le parti de Fitzpatrick ne représentait plus une tentative non ambiguë de créer un parti de la classe ouvrière organisationnellement indépendant de la bourgeoisie. Lors d'une convention en 1920, le Parti des travailleurs avait fusionné avec le Comité des 48, une formation bourgeoise, ce qui restait du mouvement « progressiste » qui avait dominé les deux partis bourgeois au début du siècle, mais qui n'était clairement plus en faveur dans l'Amérique du Président Harding.

Les progressistes voulaient présenter Robert La Follette – un vétéran du Parti républicain – comme candidat à la présidence des Etats-Unis. Fitzpatrick ne voulait pas soutenir un candidat aussi ouvertement bourgeois. Mais le changement de nom de son parti en Parti fermier-ouvrier (Farmer-Labor Party – FLP) indique bien qu'il abandonnait son orientation prolétarienne. Le FLP présenta son propre candidat aux

présidentielles, Parley Parker Christensen, qui obtint un quart de million de voix. Ses électeurs ne provenaient pas essentiellement des centres ouvriers urbains. Ils venaient en grande majorité des Etats agricoles de l'Ouest, où des familles de fermiers américains étaient au bord de la faillite et où la tradition populiste bourgeoise était restée forte.

Au début, les communistes américains n'arrivèrent pas à se mettre d'accord sur quelle attitude adopter vis-à-vis du FLP de Fitzpatrick. Cette question donna lieu à des débats jusqu'au Quatrième Congrès du Comintern. Le Comité exécutif de l'IC conseilla aux communistes américains de se joindre au mouvement pour un parti des travailleurs :

«L'idée qui prédomine maintenant d'établir un parti des travailleurs en Amérique a une énorme importance politique. Nous devons baser toute notre activité sur l'aile gauche du mouvement syndical. Nous devons consacrer toute notre attention et toute notre énergie au travail parmi les masses à l'aile gauche du mouvement syndical. Si nous réussissons à construire un grand parti des travailleurs - qui n'aura dans un premier temps qu'un programme politique modéré - ce sera un événement d'importance historique, non seulement pour le mouvement ouvrier américain, mais aussi pour le mouvement ouvrier du monde entier.»

- «Lettre du Comité exécutif de l'Internationale communiste au Parti communiste d'Amérique», non datée mais écrite peu après le Quatrième Congrès de l'IC, reproduite dans *Spartacist* édition anglaise n°40, été 1987

La décision de l'IC se basait sur des rapports présentés au Quatrième Congrès qui affirmaient qu'il y avait un mouvement grandissant en faveur d'un «parti des travailleurs indépendant» dans l'aile gauche du mouvement syndical aux Etats-Unis (cf. «Nous demandons l'assistance du Comintern», page 51). La décision de l'IC ne faisait pas mention du FLP lui-même.

Les communistes américains ne laissèrent même pas le temps de sécher à l'encre de la lettre du Comité exécutif. Ils se mirent immédiatement en campagne pour un parti des travailleurs. Ils le firent implicitement en bloc avec la Chicago Federation of Labor de Fitzpatrick et sans critiquer explicitement l'orientation de Fitzpatrick vers le Parti fermier-ouvrier. Le *Labor Herald* déclarait :

«Le travail pionnier de ce mouvement est venu de la Federation of Labor de Chicago, comme pour beaucoup d'autres choses.

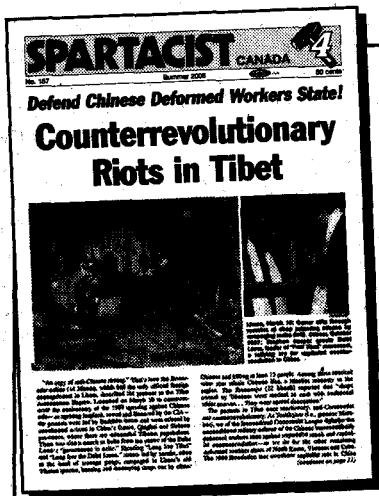
Cette organisation a été à l'initiative du Parti fermier-ouvrier, la première tentative de donner aux syndicats une expression dans le domaine politique.»

- Déclaration du comité national de la Ligue d'éducation syndicale : «Un parti politique pour le mouvement ouvrier», *Labor Herald*, décembre 1922

L'article ne mentionne pas la fusion de Fitzpatrick avec le Comité (bourgeois) des 48, ni le fait que le soutien au FLP provenait essentiellement de petits fermiers capitalistes. Il dit : «Pour mobiliser toute la force potentielle du Parti des travailleurs, il faut qu'il prenne des mesures pour inclure la classe des petits fermiers exploités en même temps que les ouvriers de l'industrie. Mais ce sont les ouvriers proprement dits, la seule classe qui a des intérêts lui fournissant en tout temps une ligne d'action claire et définie, qui doivent dominer le parti [...]. Il faut que ce soit un parti des travailleurs dans les faits et pas seulement de nom.» Mais en l'absence de la moindre critique concrète du FLP de Fitzpatrick, ces déclarations insistant sur un parti «des travailleurs» n'étaient que des mots creux.

A ce moment-là, la seule façon de participer de manière conforme aux principes communistes au mouvement pour un parti des travailleurs aurait été d'essayer de gagner des militants du FLP à leur cause et de le scissionner en exigeant qu'il rompe avec les progressistes bourgeois et qu'il adopte sans ambiguïté une orientation ouvrière. Le Parti ouvrier s'était embarqué sur la voie de l'opportunisme et de la collaboration de classes.

Le parti accepta de participer à une conférence nationale convoquée par le FLP de Fitzpatrick pour le 3 juillet afin de fonder un parti *d'ouvriers et de fermiers*. Il faut dire que l'impulsion opportuniste du Parti ouvrier lui-même, qui voulait profiter de la popularité de Fitzpatrick, allait ici de pair avec l'insistance sur un front unique «ouvrier et paysan» qui émanait alors du Comintern de Zinoviev. Une internationale paysanne fut constituée à l'automne 1923 ; peu de temps après, l'IC commença à prôner la formation de partis biclasses, ouvriers et paysans. John Pepper était arrivé aux Etats-Unis en 1922 avec une délégation du Comité exécutif de l'IC et s'était désigné lui-même représentant permanent de l'IC. Pepper se faisait un devoir de coller à tous les méandres de la



Publications de la Ligue trotskyste/
Trotskyist League du Canada

Spartacist Canada

Journal en anglais
de la Ligue trotskyste

Abonnez-vous !

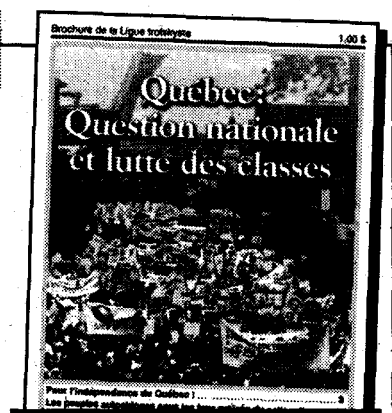
3 \$Cdn pour 4 numéros (plus *Spartacist*)
Hors Canada : 8 \$Cdn ou 6€

Commande

Spartacist Canada Publishing Association
C.P. 6867, succursale A
Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

ou :

SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



Brochure sur la
question nationale au Québec
1 \$Cdn ou 1€ (32 pages)

Pour contacter
la Ligue trotskyste/
Trotskyist League

Toronto : C.P. 7198, succursale A, Toronto, ON M5W 1X8
Vancouver : C.P. 2717, Main P.O., Vancouver, BC V6B 3X2
Courriel : spartcan@on.aibn.com

(416) 593-4138
(604) 687-0353

politique de l'IC en pleine dégénérescence et il se rendit vite indispensable à la direction du Parti ouvrier à New York autour de C.E. Ruthenberg. Pepper, que Palmer qualifie judicieusement d'«expression vivante de la dégénérescence commençante de la Révolution russe», fut au premier rang lorsque le parti américain adopta totalement l'idée du parti fermier-ouvrier.

En se joignant à l'appel de Fitzpatrick à un parti fermier-ouvrier, les communistes américains faisaient sombrer le mot d'ordre crucial de l'indépendance politique de la classe ouvrière vis-à-vis de la bourgeoisie dans le marécage du radicalisme petit-bourgeois «progressiste» qu'ils avaient entrepris de combattre. Les partis biclasses, censés unir la classe ouvrière à la paysannerie ou aux petits fermiers, sont inévitablement et invariablement des partis *bourgeois*, comme Trotsky l'a amplement démontré dans *l'Internationale communiste après Lénine*. Trotsky ironisait ainsi sur sa variante américaine :

«Le parti, qui comptait quelques milliers de membres, et surtout des émigrants, aurait dû, suivant la conception de Pepper, "s'emboîter" avec les paysans, par l'intermédiaire d'un parti bourgeois, puis, après avoir formé un parti "bipartite", assurer la révolution socialiste, face à la passivité ou à la neutralité d'un prolétariat corrompu par la super-plus-value.»

— Trotsky, *l'Internationale communiste après Lénine*

Pepper, un champion invétéré de la manœuvre opportuniste, ne montrait pas la moindre connaissance de l'histoire du populisme agrarien bourgeois aux Etats-Unis. Il avait des illusions grandioses et pensait que si le Parti ouvrier pouvait s'emparer du mouvement fermier-ouvrier, le parti serait catapulté en avant et acquerrait une influence nationale. Sous sa direction, les communistes, ne faisant aucun cas des préoccupations de Fitzpatrick, bourrèrent la Convention du Parti fermier-ouvrier du 3 juillet avec des délégués communistes, ce qui provoqua le départ du dirigeant de la CFL furieux. Le Parti fermier-ouvrier fédéré (Federated Farmer-Labor Party - FFLP), qui fut créé le 3 juillet, était essentiellement composé de communistes et de personne d'autre.

La scission avec Fitzpatrick eut des effets totalement inverses à ce que recherchait Pepper. Le Parti ouvrier perdit la protection de ses partenaires de bloc dans l'AFL. Gompers, avec l'appui total de Fitzpatrick, lança une chasse aux sorcières qui poussa les partisans de la TUEL hors des fédérations

locales et des syndicats dans tout le pays, si bien qu'en 1925 la TUEL avait été réduite à la clandestinité dans pratiquement tous les syndicats de métier de l'AFL, qui eux-mêmes perdaient des membres. Quoique forcée par les idioties de Pepper, la rupture avec Fitzpatrick aurait probablement eu lieu de toutes façons, étant donné la série de défaites ouvrières et le climat politique aux Etats-Unis à l'époque. Gompers avait supprimé toutes les subventions à la Federation of Labor de Chicago pour la forcer à rompre avec le Parti ouvrier. Mais une séparation sur la base de divergences politiques claires aurait fait beaucoup moins de dégâts qu'une rupture pleine de rancœurs sur des questions organisationnelles.

La désastreuse Convention du 3 juillet poussa Foster et Cannon à conclure un pacte pour se battre pour la direction du parti, contre Pepper et ses partisans américains. Foster et Cannon étaient horrifiés de voir à quel point la TUEL était de plus en plus isolée dans l'AFL. Mais ils avaient totalement accepté l'adaptation opportuniste au Parti fermier-ouvrier et l'appel sans principe au parti «biclasse» qui avait conduit à la débâcle du 3 juillet. Ils contribuèrent donc à mener le Parti ouvrier encore plus loin des principes marxistes et conduisirent finalement le FFLP à soutenir le sénateur républicain La Follette dans les élections présidentielles de 1924.

Dans sa biographie, Palmer minimise les problèmes politiques qu'il y avait avec l'adoption par le Parti ouvrier, sans la moindre critique, de la perspective du parti fermier-ouvrier. Palmer dit que tout le problème venait de Pepper et de Moscou, et non des impulsions opportunistes dans le parti américain lui-même. Le Comintern était loin d'être la seule source d'opportunisme. Ce fut d'ailleurs l'IC qui empêcha le parti américain de soutenir La Follette. Trotsky s'était violemment opposé au soutien à La Follette. Il écrivait :

«Pour un parti communiste jeune et faible, à qui il manque la trempe révolutionnaire, jouer le rôle d'avocat et de pêcheur de "voix progressistes" pour le sénateur républicain La Follette, c'est se diriger tout droit vers la dissolution politique du parti dans la petite bourgeoisie.»

— Trotsky, introduction de 1924 à *The First Five Years of the Communist International* [Les cinq premières années de l'Internationale communiste]

Palmer a tort de dire que la décision soudaine de l'IC de ne pas soutenir La Follette, c'était «encore une fois la même chose» que la rupture avec Fitzpatrick. Il dit que «le retournement politique mécanique des communistes montrait à quel point le Parti ouvrier était maintenant assujéti au bureaucratisme de l'Internationale communiste, insensible aux réalités internationales et peu flexible quand il devait renégocier localement des erreurs de programme». Lorsque la question fondamentale de la ligne de classe dans les questions électorales est en jeu, il n'y a pas de place pour de la «flexibilité». *Si le Parti ouvrier avait persisté en soutenant un candidat bourgeois, ses cadres auraient été finis en tant que force révolutionnaire.*

Confondre des «troisièmes» partis bourgeois [c'est-à-dire ni démocrate, ni républicain] avec des partis ouvriers authentiques a toujours été une source d'opportunisme aux Etats-Unis. Comme l'explique Palmer, Cannon chercha sérieusement à tirer des leçons et à redresser le parti. Mais le Comintern sous Zinoviev ne fit qu'accroître la confusion dans le parti en insistant que celui-ci devait maintenir comme paravent le Parti fermier-ouvrier fédéré, qui était une fiction. Cannon et les trotskystes américains tirèrent d'abord les mauvaises leçons de l'expérience des communistes américains dans les années 1920 : ils enlevèrent totalement de leur

Volumes reliés

Spartacist (édition française)

Volume 1: nos 1 à 14, mai 1972 à décembre 1977

Spartacist (édition anglaise)

Volume 1: nos 1 à 20, février 1964 à juillet 1971 (épuisé)

Volume 2: nos 21 à 30, automne 1972 à automne 1980 (épuisé)

Volume 3: nos 31 à 40, été 1981 à été 1987

Volume 4: nos 41-42 à 47-48, hiver 1987-88 à hiver 1992-93

Spartacist (édition allemande)

Volume 1: nos 1 à 10, printemps 1974 à hiver 1981-82

Volume 2: nos 11 à 18, hiver 1983-84 à printemps 1997

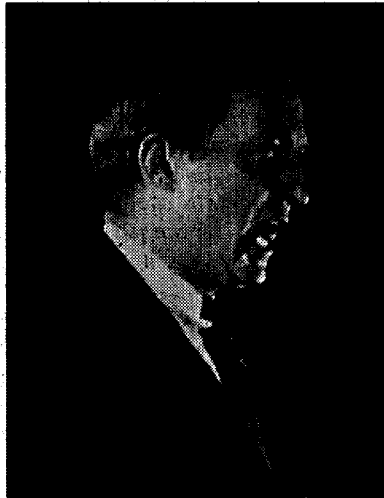
France: 25 €, Canada: 35 \$Cdn, USA: 30\$ (par volume)

Commande:

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto ON M5W 1X6, Canada



Getty



RGASPI

John Pepper (József Pogány) en Hongrie en 1919 (à gauche). Jay Lovestone au Sixième Congrès du Comintern en 1928.

arsenal le mot d'ordre de parti des travailleurs. Trotsky les convainquit de le reprendre en pleine montée des luttes ouvrières qui conduisirent à la construction des syndicats industriels de masse en 1938. Espérons que cela sera un des sujets du deuxième tome de Palmer.

Questions en dispute dans les guerres fractionnelles

Palmer fait une bonne description de la lutte victorieuse de Cannon et Foster pour gagner la majorité des délégués à la Troisième Convention du Parti ouvrier en décembre 1923, et donc une majorité dans le Comité exécutif central (CEC, l'instance dirigeante entre les conférences). Ils gagnèrent à leur fraction les partisans de Ludwig Lore dans la fédération allemande et les syndicats de la confection, et surtout ils gagnèrent la fédération finlandaise, celle qui représentait le plus de voix. Cannon joua un rôle crucial pour établir et cimenter cette alliance.

Si la lutte fractionnelle fut si féroce, c'est en partie à cause du rôle joué par Jay Lovestone, un agent infatigable de la fraction Ruthenberg, qui avait beaucoup appris à l'école de Pepper. La scission entre Foster-Cannon et Ruthenberg-Lovestone était en partie le reflet d'une bifurcation nationale entre la TUEL, basée dans la ville industrielle de Chicago, et la direction centrale du parti basée à New York. Dans son livre *It Had to Be Revolution: Memoirs of an American Radical* [Ca devait être la révolution: mémoires d'un radical américain] (Ithaca, Cornell University Press, 1993), Charles Shipman donne une idée des tensions sociales et politiques dans le parti à l'époque. Shipman (connu alors sous le nom de Manuel Gomez) était membre du Parti ouvrier à Chicago en 1923-1924; il rejoignit par la suite la fraction Cannon et devint le dirigeant de la Ligue anti-impérialiste panaméricaine (All-American Anti-Imperialist League) affiliée au parti.

Ruthenberg considérait le bloc Foster-Cannon comme une bande d'opportunistes syndicalistes. Il y avait là une part de vérité: comme l'écrivit plus tard Cannon lui-même, il n'était «pas très sensible» aux risques d'erreurs opportunistes à l'époque. Il y avait, certes, des différences d'approche et des nuances entre les groupes, mais il n'y avait pas de désaccords fondamentaux sur le programme. Après

leur victoire de décembre 1923, Cannon et Foster réussirent à faire déménager le siège du parti à Chicago. Mais selon eux Ruthenberg devait rester secrétaire du parti. Cannon était le secrétaire adjoint et Foster le président du parti. Ils réussirent à faire renvoyer Pepper à Moscou. Pourtant les lignes se durcirent, conduisant à la guerre fractionnelle qui domina le parti jusqu'à l'exclusion de Lovestone en 1929.

À Moscou Pepper continua de jouer le rôle d'agent de Ruthenberg. La fraction majoritaire de Cannon-Foster dans la direction du parti fut renversée par un diktat du Comintern lors de la Quatrième Convention du parti en 1925. Cannon et Foster se séparèrent en réaction à l'ordre du Comintern: Cannon se mit à la tête des membres de la fraction qui refusaient d'organiser une révolte contre la décision du Comintern. Après 1925, Cannon eut sa propre fraction. Ce que Palmer

écrit sur la scission Foster-Cannon et ce qui a suivi est remarquable.

Il utilise les archives du Comintern, qui apportent un éclairage nouveau sur les questions en débat dans le Parti ouvrier. Il rapporte par exemple que la formation du Conseil unifié des femmes et épouses ouvrières et la formation d'organisations locales similaires de femmes dirigées par des militants du parti, fut source de controverse en 1924. Palmer affirme que la fraction Ruthenberg-Lovestone avait tendance à soutenir ces organisations de femmes affiliées au parti alors que Cannon ne les soutenait pas. Cannon craignait que «la théorie d'opérer sous un autre nom est une sorte de survivance de l'époque où notre parti était obligé de travailler dans la clandestinité» (lettre de Cannon à Jeanette Pearl, 22 septembre 1924). Cannon écrivait que «le travail politique parmi les femmes doit être dirigé directement par le parti, au nom du parti [...] et non sous couvert d'une autre organisation – qu'elle soit réelle ou du camouflage». Cependant, il écrivait aussi qu'il avait «longtemps hésité sur la question», ajoutant: «le travail femmes est très compliqué et je suis loin de pouvoir être qualifié d'«expert» sur la question. Pourtant son importance est évidente.»

Palmer a tort de critiquer Cannon parce qu'il voulait placer le travail parmi les femmes sous le contrôle politique direct de la direction du parti. Palmer voit cela comme la preuve que Cannon avait un «point aveugle» sur la nécessité de faire un travail spécifique parmi les femmes. Le Parti ouvrier avait créé une commission/bureau femmes interne en 1922, comme l'exigeait la résolution du Troisième Congrès de l'IC sur les formes et les méthodes du travail communiste parmi les femmes. Ce qu'il fallait, c'était la transformer en une réelle instance supervisant un vrai travail du parti. Mais, comme le note Palmer, cette commission était «largement une organisation potiche». En fait, le Parti ouvrier semble avoir produit très peu de propagande sur l'oppression des femmes, et avoir fait très peu de travail sur la question femmes elle-même, ce qui reflète une tendance à s'adapter aux attitudes arriérées de la classe ouvrière. C'était vrai quelle que soit la fraction au pouvoir. Ni les uns ni les autres ne poussaient les femmes à jouer des rôles dirigeants. Il n'y eut que quelques femmes au Comité exécutif central, essentiellement des intellectuelles comme Juliet Stuart

Poyntz et Rose Pastor Stokes. Les femmes constituaient pourtant une grande part de la base du parti dans l'industrie de la confection, où il y avait beaucoup de Juifs; Rose Wortis faisait partie de ceux qui y dirigeaient ce travail. Ceux-ci faisaient à l'origine partie du groupe Foster-Cannon, mais ils passèrent du côté de Ruthenberg-Lovestone après 1925.

Le travail syndical, en particulier la TUEL, était toujours une source de controverse dans les guerres fractionnelles du parti. Les seuls syndicats de l'AFL dans lesquels le parti garda une base après le début des années 1920 étaient la confection et les mines de charbon. C'était toutes deux des industries en déclin où, durant toute cette décennie, les travailleurs durent subir des diminutions de salaires et des licenciements, ce qui les rendait particulièrement prompts à se mettre en lutte. Comme le décrit Ian Angus dans son excellente histoire des premières années du Parti communiste canadien, *Canadian Bolsheviks* [les Bolchéviks canadiens] (Montréal, Vanguard Publications, 1981), les communistes canadiens gagnèrent la direction des mineurs de Cap Breton, qui étaient syndiqués dans le district n°26 du syndicat des mineurs, l'United Mine Workers (UMW). Le parti dirigea une grève partiellement victorieuse contre des diminutions de salaire en août 1922, puis accomplit un travail exemplaire en protégeant le district n°26 des attaques des patrons et en empêchant John L. Lewis, le chef de l'UMW, d'en reprendre le contrôle. L'UMW s'effondra dans presque tout le reste du Canada. Le parti américain n'était dans aucune région importante à la direction d'un syndicat de l'AFL, jusqu'à ce qu'il gagne le contrôle de quelques sections syndicales dans la confection à New York en 1925. Le parti dirigea une grève victorieuse des travailleurs de la fourrure en 1926 mais, la même année, une autre grève longue et combative dans la confection ne réussit pas à imposer sa revendication principale. Après cela, les dirigeants réformistes de la confection se retournèrent contre les partisans de la TUEL et réussirent à en purger beaucoup des postes de direction. En 1926-1928, la bataille héroïque des communistes dans le mouvement «Sauvons le syndicat» en opposition à la bureaucratie de Lewis dans l'UMW, et qui fut soutenue par de nombreux mineurs noirs, échoua aussi.

Foster avait la position qu'il n'y avait pas d'autre voie que de «miner l'AFL de l'intérieur», ce qui gênait considérablement le travail du parti, tant dans les syndicats que parmi la

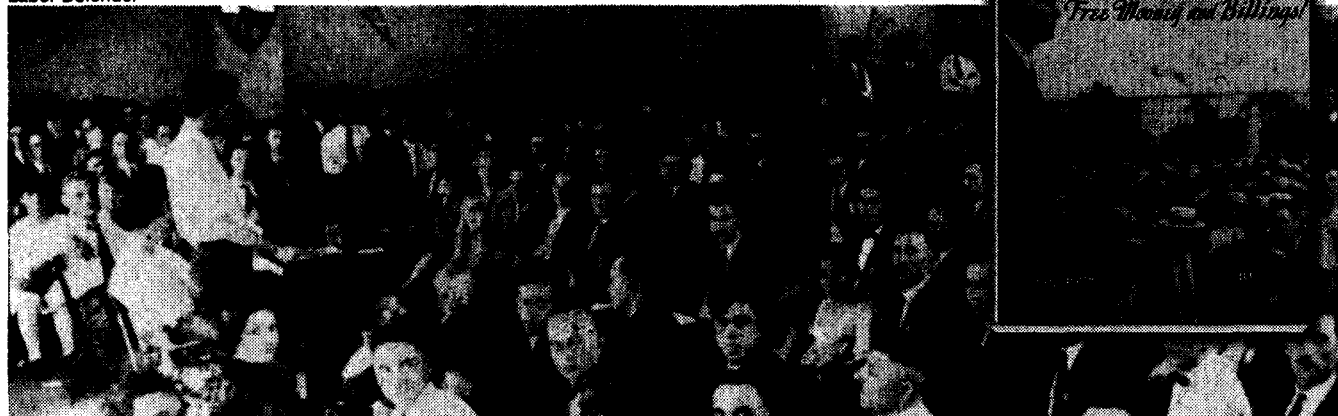
population noire en particulier (Foster allait finalement devoir abandonner cette position de longue date pour rester à la direction du parti pendant la «troisième période»). Pendant toutes les années 1920 les syndicats de l'AFL maintinrent pour la plupart leur interdiction raciste d'adhérer pour les Noirs. Cannon, avec raison, s'opposait à ce qu'on se cantonne à l'AFL, mais William F. Dunne, qui dirigeait sa fraction avec lui, penchait plutôt pour la position de Foster.

Avec Foster et Cannon en URSS pour assister au Sixième Plénum de l'Exécutif de l'IC en 1926, Albert Weisbord et d'autres membres et sympathisants du parti se propulsèrent à la direction d'une grève pour organiser les ouvriers du textile de Passaic, dans le New Jersey, en dehors du cadre de l'AFL. Palmer accorde à la grève de Passaic l'attention qu'elle mérite. La grève se prolongeant, le parti prit la décision d'en donner le contrôle à l'AFL et accepta que, comme elle l'avait demandé, la bureaucratie de Gompers chasse Weisbord de la direction de la grève. Cannon écrivit plus tard que cela avait été une erreur (cf. *The First Ten Years of American Communism*). Il est bien plus important pour le parti d'acquérir la réputation d'aller jusqu'au bout dans ses engagements lorsqu'il dirige la classe ouvrière. Même des grèves qui échouent, si on s'est bien battu, peuvent aider un parti à conquérir une influence de masse dans les luttes suivantes.

Dans cette période de réaction, la TUEL aurait pu, et dû, jouer essentiellement un rôle d'éducation politique pour véhiculer la propagande communiste dans l'AFL, et organiser de temps en temps des actions de solidarité avec les grèves et autres actions ouvrières. Si la TUEL avait simplement été maintenue comme une force de combat pour la lutte des classes, cela aurait mis en bonne position pour l'avenir les militants du parti qui étaient dans les syndicats. Mais, dans les années 1925-1926, la TUEL devint un enjeu dans les luttes fractionnelles, et les détails des batailles retrouvés par Palmer dans les archives de Moscou sont très utiles. Cannon et Ruthenberg voulaient liquider la TUEL et la remplacer par des groupes d'opposition «plus larges» dans les syndicats. Foster s'y opposait avec véhémence. Lorsque le Comintern intervint pour maintenir la TUEL, Cannon insista néanmoins que la TUEL s'organise sur une base plus large qu'on ne l'avait fait jusqu'alors. Mais le soutien qu'avait rencontré la TUEL lors de ses campagnes de 1922-1923 pour fusionner les syndicats et pour un parti des

Cannon prend la parole à la Deuxième Convention de l'ILD en septembre 1926. Elizabeth Gurley Flynn est assise à la droite de Cannon. A droite: Le Labor Defender, journal de l'ILD, mai 1928.

Labor Defender





Boston Public Library

Bartolomeo Vanzetti (à gauche) et Nicola Sacco, deux anarchistes victimes d'une machination. A droite: rassemblement de l'ILD en leur défense à New York en 1927.



Labor Defender

travailleurs reposait sur son alliance avec les forces de Fitzpatrick dans la CFL. Et, pour des communistes, vouloir organiser des oppositions syndicales «larges» sans programme clair et sans principes solides, c'est ouvrir la voie à l'adaptation opportuniste.

L'ILD... et Lovestone

Le «retour à la normale» du Président Harding étant ce qu'il était, la répression contre les militants ouvriers et les militants de gauche faisait partie des réalités de la vie. Défendre ceux qui étaient menacés par l'Etat était urgent et important; le travail de défense est le seul domaine où le travail du parti pouvait rencontrer un soutien approchant le soutien de masse. Cannon était toujours fier du rôle qu'il avait joué dans la fondation et la direction de l'International Labor Defense (ILD), dont le travail sert de modèle au Partisan Defense Committee (PDC) aux Etats-Unis et aux organisations de défense non sectaires des autres sections de la LCI dans le monde. L'ILD, dont le travail se basait largement sur les liens que Cannon avait tissés lorsqu'il était agitateur dans l'IWW et sur sa réputation dans le mouvement ouvrier et socialiste, était une réelle organisation continue de front unique (chose impossible dans la période actuelle pour les minuscules organisations de défense exemplaires associées aux sections nationales de la LCI).

Plus de cent délégués participèrent à la convention de fondation de l'ILD en 1925. A la fin de 1926 elle avait 20000 membres individuels et 156 sections (la cotisation s'élevait à dix cents par mois, et passa à 15 cents en 1927). Les syndicats et autres organisations ouvrières qui s'y affilièrent en tant qu'organisations représentaient quelque 75000 membres. L'excellent passage du livre de Palmer sur l'ILD rapporte en détail et avec soin les activités de l'organisation et sa manière méthodique et scrupuleuse de rendre des comptes financièrement. Il prend soin de noter le rôle important que Rose Kars-

ner jouait dans cette organisation, qui était liée au Secours rouge international de l'IC. Palmer dit que Martin Abern, qui secondait Cannon dans sa fraction, reprit plus tard certaines des responsabilités de Karsner, et put mettre en pratique ses excellentes qualités d'administrateur; le jeune Max Shachtman gagna une expérience nouvelle en tant que journaliste communiste rédacteur en chef de *Labor Defender*, le journal de l'ILD.

La campagne la plus connue de l'ILD à cette époque est la défense des anarchistes immigrés italiens Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti. Sacco et Vanzetti furent arrêtés juste après les Palmer Raids de 1920 et accusés à tort d'avoir commis un vol à l'usine de chaussures de Braintree, dans le Massachusetts, et d'avoir à cette occasion tué le caissier. Ils furent jugés coupables en 1921 lors d'un procès débordant de chauvinisme anti-italien et d'hystérie anti-anarchistes. Leur condamnation à mort fut prononcée en avril 1927. Les écrits de Cannon sur Sacco et Vanzetti, que l'on peut lire dans *Notebook of an Agitator*, sont des exemples remarquables d'agitation communiste combinant la pédagogie et la polémique. Cannon s'attaquait aux illusions dans les tribunaux capitalistes; il soulignait que c'était «une question de lutte de classe et pas simplement une erreur judiciaire exceptionnelle de la soi-disant justice».

A la lecture de *James P. Cannon and the Revolutionary Left*, on ne peut s'empêcher de remarquer les parallèles entre la vendetta de l'Etat capitaliste américain contre ces deux immigrés anarchistes, et sa détermination actuelle à exécuter Mumia Abu-Jamal, ancien Black Panther, et partisan de MOVE. L'Etat considérait Sacco et Vanzetti comme des symboles de tous ceux qui voulaient mettre en cause la domination capitaliste. Mumia, un journaliste de Philadelphie connu comme la «voix des sans-voix», a été accusé à tort d'avoir tué un agent de police; il a été condamné à mort en 1982 lors d'un procès débordant de racisme et de haine

pour son passé de militant des Black Panthers. Il est considéré comme un symbole de tous ceux qui veulent mettre en question le système capitaliste d'exploitation et d'oppression raciale.

Et tout comme l'ILD dut combattre les tentatives de différents libéraux bourgeois et syndicalistes réformistes de saboter une politique de lutte de classe pour défendre Sacco et Vanzetti, le PDC doit démasquer ceux qui cherchent à dévier la lutte pour libérer Mumia vers une vaine confiance dans les tribunaux et les politiciens capitalistes. Malheureusement Palmer passe rapidement sur les moyens auxquels Cannon eut recours pour démasquer la traîtrise des socialistes, anarchistes et libéraux divers dans le cas de Sacco et Vanzetti. Mais il montre bien comment l'ILD a organisé des actions de front unique les plus larges possible contre la menace de l'exécution.

Comme l'écrit Palmer, l'affaire Sacco et Vanzetti « a remué l'âme de l'Amérique dans les années 1920 ». Pas seulement celle de l'Amérique mais celle du monde entier. Au printemps et à l'été de 1927, des dizaines de milliers de personnes participèrent à des manifestations dans des villes américaines. De Moscou à Paris, ce furent des millions de personnes qui descendirent dans la rue. A l'approche de la date d'exécution, il y eut quelques grèves et autres actions ouvrières sporadiques. L'Etat bourgeois était déterminé à exécuter Sacco et Vanzetti pour leurs opinions politiques. Cannon avait appris de son expérience dans la campagne pour libérer Big Bill Haywood et Charles Moyer, qui furent acquittés en 1907, que des manifestations de masse peuvent quelquefois obliger les forces de la réaction bourgeoise à reculer. Mais, malgré un mouvement massif de protestation, l'Etat exécuta Sacco et Vanzetti en août 1927. 100000 personnes assistèrent à leurs funérailles à Boston.

Palmer considère à juste titre que, lorsqu'il travaillait pour

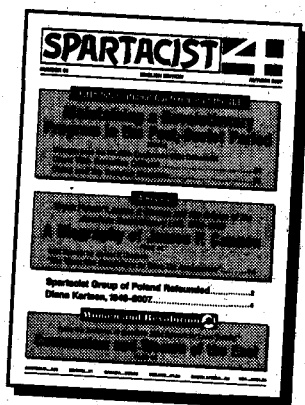
l'ILD, Cannon était « au meilleur de lui-même au plan organisationnel et journalistique », mais il voit aussi cette participation de Cannon à l'agitation de masse comme quelque chose de distinct et séparé de son rôle de dirigeant du Parti ouvrier. « L'ILD était une sorte d'interlude de coexistence pacifique dans les batailles internes du Parti ouvrier (communiste), marquées par la guerre de gang fractionnelle entre le milieu et la fin des années 1920 », écrit-il. Beaucoup d'exemples, donnés par Palmer lui-même, contredisent cette affirmation et montrent comment la fraction Ruthenberg-Lovestone essaya de saboter le travail de l'ILD. L'ILD fut conçue et fondée au beau milieu de l'une des périodes les plus intenses de la lutte fractionnelle, qui dura du Cinquième Plénum du CEIC au printemps 1925 jusqu'à la Quatrième Convention du parti en août de la même année. Comme le notait la PRL dans son introduction à *James P. Cannon and the Early Years of American Communism*, Ruthenberg essaya de faire capoter l'ILD avant même qu'elle ne voie le jour.

La bataille fractionnelle fit rage à nouveau au printemps et à l'été de 1927, suite à la mort soudaine de Ruthenberg en mars, et alors que la campagne pour Sacco et Vanzetti battait son plein. Lovestone fit tout ce qu'il put pour se faire sacrer successeur de Ruthenberg au poste de secrétaire du parti et se précipita à Moscou en mai pour assister au Huitième Plénum du CEIC. Cannon, Foster et d'autres dirigeants du parti étant obligés de suivre Lovestone à Moscou, le travail de l'ILD dans la campagne Sacco et Vanzetti dut pendant un temps se poursuivre sans Cannon. Cet été-là, le bloc Cannon-Foster, qui s'était reformé, consacra toutes ses forces à empêcher Lovestone de gagner la majorité à la Cinquième Convention du parti en août. En vain. Cannon essaya de reporter la Convention à plus tard, mais elle eut lieu quand même, précisément au moment où l'ILD faisait d'ultimes efforts pour faire de l'agitation contre l'exécution de Sacco et Vanzetti.

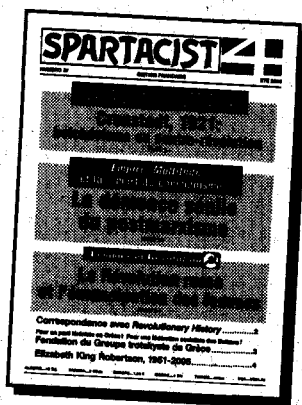
SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

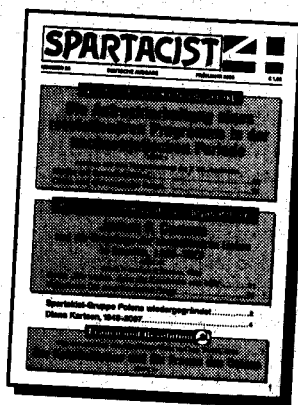
Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, *Spartacist* est envoyé à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.



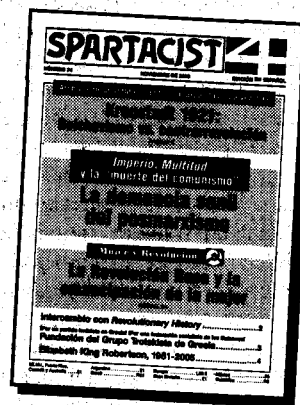
English edition No. 60
(56 pages)
1,50 € / 2 \$Cdn / US\$1,50



Edition française n° 37
(64 pages)
1,50 € / 2 \$Cdn / US\$1,50



Deutsche Ausgabe Nr. 26
(64 pages)
1,50 € / 2 \$Cdn / US\$1,50



Edición en español No. 34
(64 pages)
1,50 € / 1 \$Cdn / US\$1

Précédents numéros disponibles. Commande : Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
ou : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
ou : SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto ON M5W 1X6, Canada

Ce qu'a accompli l'ILD est encore plus impressionnant lorsqu'on sait à quel point Cannon devait se préoccuper de la lutte fractionnelle au même moment. Mais l'ILD ne fut créé et ne fit son travail que *parce que* Cannon était un dirigeant important du Parti ouvrier qui, du fait qu'il avait sa propre base fractionnelle, pouvait protéger le travail de défense des intrigues fractionnelles.

La direction collective n'est pas une panacée

Il est d'une importance capitale d'avoir des batailles fractionnelles de temps en temps pour maintenir fermement le programme d'un parti léniniste face aux pressions incessantes de la société bourgeoise, mais le fait qu'il y avait constamment des batailles fractionnelles dans le parti américain montre qu'il y avait quelque chose qui n'allait vraiment pas. Le fait que la base essentiellement syndicale de Foster voyait les choses d'un point de vue différent de celui des partisans de Ruthenberg-Lovestone, qui tendaient à compter dans leurs rangs plus d'immigrés et d'anciens ultragauches, aurait provoqué, dans un véritable parti léniniste, un débat politique sain. Ce n'était pas, pour l'essentiel, des divergences sur le travail réel du parti qui alimentaient les divisions fractionnelles, ni l'ambition personnelle démesurée de Lovestone, même si cela y contribuait certainement. Ce qui alimentait la bataille dans le parti américain, c'était en partie la bataille dans le parti russe et dans le Comintern, entre l'Opposition de gauche de Trotsky (qui en 1926-1927 fit bloc avec Kamenev et Zinoviev dans l'Opposition unifiée) et la bureaucratie montante dirigée par Staline, pour qui la cause de la révolution prolétarienne mondiale passait de plus en plus rapidement à l'arrière-plan.

Palmer, qualifiant judicieusement la situation de « balkanisation de la direction américaine », écrit :

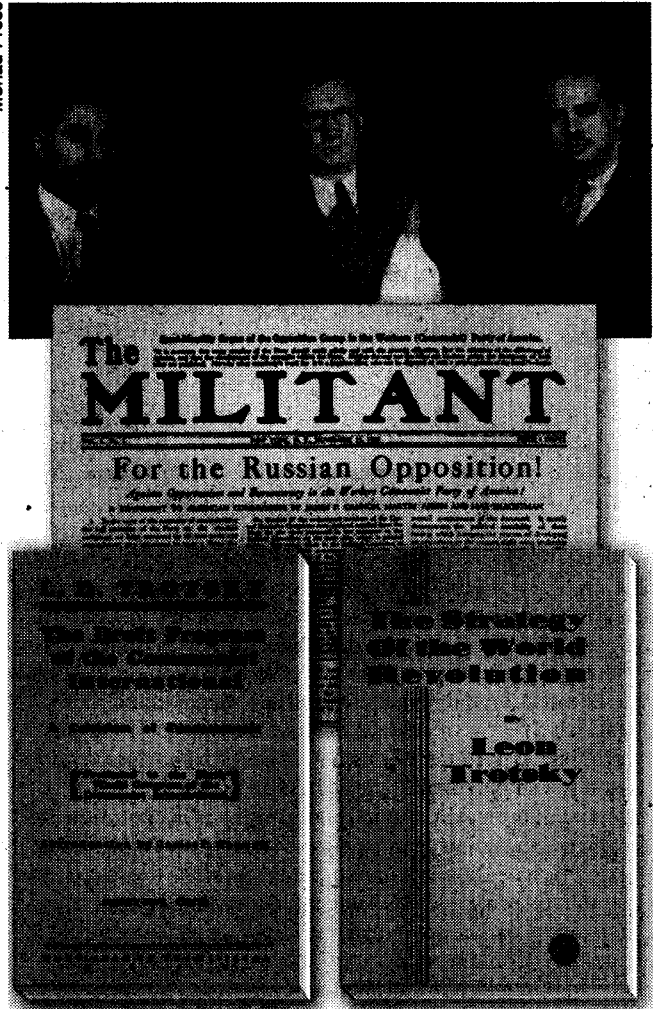
« Il y avait une majorité affaiblie au Comité exécutif central, où l'autorité politique de Ruthenberg s'opposait à l'hégémonie de Foster sur le travail syndical ; quant à Cannon, il était mis sur la touche dans un rôle servant en quelque sorte d'appendice à chacun des deux autres (son travail de défense le liait nécessairement à ces deux ailes divergentes tout en étant subordonné aux deux) ; tout cela arrangeait sans aucun doute les secteurs du Comintern en concurrence et convenait fort bien aux objectifs de Staline. »

La lutte de Staline contre Trotsky eut un impact énorme sur la situation dans le parti américain : l'une des principales raisons pour lesquelles la majorité Foster-Cannon fut renversée par le Comintern en 1925 était de toute évidence qu'elle s'était alliée à Ludwig Lore, qui avait défendu Trotsky publiquement. Lore, qui était plus un social-démocrate de gauche qu'un bolchévik, fut dûment chassé du parti. Il est possible que les tendances politiquement droitières en général de ce militant se disant trotskyste aient donné aux cadres du Parti ouvrier une idée fautive de la nature véritable de la bataille que menait Trotsky dans le parti russe. Après 1925, il était de rigueur pour les dirigeants des partis du Comintern de faire des dénonciations rituelles de Trotsky. Comme le fait remarquer Palmer : « Toutes les fractions du Comité exécutif central se précipitaient pour condamner Trotsky ; Cannon se distinguait parce qu'il refusait de s'adonner à l'invective politique, mais en fait il a laissé faire. »

Il y a certainement des indications que Cannon avait quelques soupçons sur la lutte dans le parti russe. Mais, comme il l'expliqua plus tard :

« Mon état d'esprit alors était le doute et l'insatisfaction. Bien sûr, si on ne prend aucune responsabilité dans le parti, si on n'est qu'un simple commentateur ou observateur, on peut sim-

Monad Press



Des fondateurs de la Ligue communiste d'Amérique. De gauche à droite : Martin Abern, James P. Cannon, Max Shachtman. Le premier numéro du *Militant*, le 11 novembre 1928, déclarait son soutien à l'Opposition trotskyste. Une brochure de la CLA en 1929 (à gauche) publia la première et la troisième partie de la *Critique du projet de programme de l'Internationale communiste de Trotsky*, que Cannon sortit clandestinement de Moscou ; la deuxième partie fut publiée sous forme de brochure en 1930.

plement exprimer ses doutes et en être quitte. Vous ne pouvez pas faire ça dans un parti politique sérieux. Si vous ne savez pas quoi dire, vous n'êtes pas obligés de dire quoi que ce soit. La meilleure chose à faire, c'est de garder le silence.»

— Cannon, *Histoire du trotskysme américain*

L'état de guerre fractionnelle permanente dans le Parti ouvrier contrariait profondément Cannon. Palmer fait remarquer que Cannon, après sa rupture avec Foster en 1925, argumentait que le programme était plus important que la fraction, et il disait que l'on devait voter sur la base de la « ligne politique principale, sans tenir compte de qui est pour ou contre ». Fin 1926, Cannon réussit à gagner deux importants partisans de Ruthenberg-Lovestone à New York – Jack Stachel et William Weinstone – à un programme de lutte pour mettre fin au fractionnisme dans le parti. C'était une évolution prometteuse. Il y a des signes que la campagne de Cannon rencontrait un écho auprès de Ruthenberg lui-même juste

avant sa mort subite en 1927 mais, malheureusement, Palmer n'en parle pas.

Comme le Comintern alimentait le feu, maintenant la marmite fractionnelle du parti en bouillonnement constant, «la fraction pour mettre fin aux fractions» de Cannon n'avait aucune chance de gagner. Palmer décrit comment la direction de l'IC balaya d'un revers de la main le groupe de Cannon, qu'elle trouvait gênant. Après la mort de Ruthenberg, Foster se joignit à Cannon et Weinstone pour faire campagne pour que Weinstone devienne le secrétaire général du parti. Mais c'est Lovestone qui gagna l'approbation du Comintern, et par la suite Weinstone retourna progressivement dans le giron de Lovestone.

Cannon fut le seul dans la direction du parti à se battre avec énergie pour mettre fin au fractionnisme. Mais la direction collective n'est pas, en soi, une panacée. L'expérience du Parti communiste canadien démontre que ni la direction collective, ni le refus de se joindre au chœur anti-Trotsky du Comintern, ne garantissaient qu'on résisterait à la dégénérescence stalinienne. Dans *Canadian Bolsheviks*, Ian Angus décrit en détail une situation remarquable où il n'y avait pas de fractions permanentes – ni même d'ailleurs la moindre lutte fractionnelle – dans la direction du Parti communiste du Canada (PCC) jusqu'en 1928. Dès la fondation du parti en 1921, la direction canadienne travailla collectivement autour de Maurice Spector, rédacteur en chef du *Worker* [l'Ouvrier] et président du parti de 1923 à 1928, et de Jack MacDonald, qui fut d'abord président, puis secrétaire du parti.

Spector alla en Allemagne pour suivre la Révolution de 1923 qui s'y déroulait et où le Parti communiste flancha face à l'opposition des sociaux-démocrates : il refusa d'essayer de diriger une insurrection dans une situation où il avait derrière lui les masses de la classe ouvrière. Spector assista ensuite à la Treizième Conférence du parti à Moscou en janvier 1924, celle où la bureaucratie stalinienne remporta sa victoire décisive. Ce qu'il venait de vivre sema vraiment le doute dans son esprit sur la campagne contre Trotsky, et plus tard, lorsqu'il lut les *Leçons d'Octobre*, il tomba d'accord avec l'analyse que faisait Trotsky de la défaite allemande. Pendant toute l'année 1924, alors que la campagne contre Trotsky prenait de l'ampleur, le *Worker* observa là-dessus un silence manifeste, et le reste de la direction canadienne accepta cette politique de Spector. Le parti resta délibérément et soigneusement neutre sur le trotskysme jusqu'au début de 1927. Il n'y eut qu'une seule exception, un article publié dans le *Worker* en novembre 1926, d'un certain Tim Buck, le seul aspirant stalinien dans la direction canadienne.

Personne dans la direction canadienne n'avait de griefs fractionnels vis-à-vis de Spector ; c'était un petit parti et, sur toutes les autres questions, il suivait à la lettre la ligne du Comintern en dégénérescence. La direction canadienne réussit au début à éviter de prendre position, comme on le lui demandait, contre l'Opposition russe. Tout changea après le voyage de Tim Buck à Moscou. Délégué au Septième Plénum du Comité exécutif de l'IC à l'automne de 1926, non seulement il vota pour les résolutions s'opposant à l'Opposition unifiée de Trotsky-Zinoviev-Kamenev, mais il rentra déterminé à obliger le parti

canadien à trancher. Lors d'une réunion du Comité exécutif central en avril 1927, Buck proposa une motion condamnant l'Opposition russe et défendant le programme du socialisme dans un seul pays. La direction canadienne savait à ce moment-là qu'un refus de voter pour la motion de Buck provoquerait une confrontation majeure avec le Comintern. Tous votèrent pour la motion de Buck, excepté Spector. Mais lorsque Spector offrit de démissionner de tous ses postes, le Comité exécutif central refusa et proposa de le couvrir (s'il acceptait de ne rien dire) ; il présenta la motion anti-Trotsky comme ayant été votée à l'unanimité. Le subterfuge dura plus d'un an.

A cette époque Spector avait une bien meilleure idée que Cannon de ce que défendait l'Opposition de gauche, mais il était loin d'être trotskyste. Sous la direction de Spector, le journal canadien soutint pleinement la désastreuse liquidation du Parti communiste chinois dans le Guomindang, qui conduisit à la défaite de la Deuxième Révolution chinoise de 1925-1927. Spector chercha à discuter de ses doutes et insatisfactions avec Cannon lors d'une réunion plénière du CEC américain en février 1928. Par la suite, ils assistèrent tous deux au Sixième Congrès du Comintern. Ils faisaient tous les deux partie de la commission du programme et reçurent chacun un exemplaire de deux des trois parties de la cinglante Critique du projet de programme de l'Internationale communiste rédigée par Trotsky. Pour une raison ou une autre, une traduction de ce document crucial de Trotsky avait été distribuée aux membres de la commission. Mais les exemplaires étaient numérotés et il fallait les rendre. Spector et Cannon lurent et étudièrent ce document et furent totalement convaincus, en particulier par l'analyse pénétrante que faisait Trotsky de la défaite en Chine. A Moscou, ils conclurent un pacte pour faire sortir clandestinement la Critique de Trotsky et se battre dans leur parti respectif pour le programme de l'Opposition de gauche. Ils réussirent tous deux à faire sortir le document. Cannon gagna une centaine de partisans, Spector seulement quelques-uns.

Spector avait compris suffisamment de choses sur la lutte de l'Opposition de gauche contre la dégénérescence de la Révolution russe pour voter contre le «socialisme dans un seul pays» lors du CEC canadien en avril 1927. Il était bien



Vanguard Publications

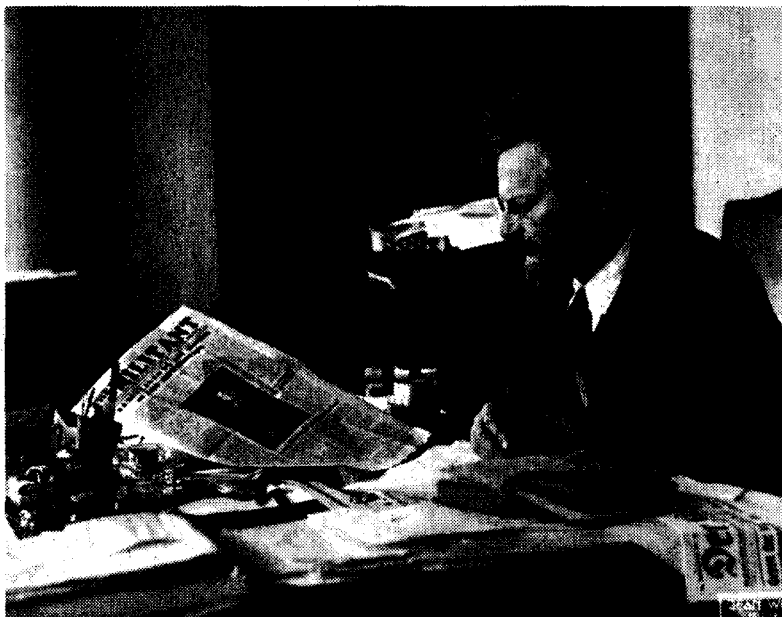
Dirigeants du communisme canadien des premières années. De gauche à droite : William Moriarty, Tim Buck, Jack MacDonald et Maurice Spector.

connu dans le parti canadien qu'il avait des doutes sur la campagne contre Trotsky. Il avait auparavant hésité à se battre pour ses positions dans le Parti communiste canadien, ce qui réduisit probablement ses chances de gagner au trotskysme une couche plus importante de cadres. Beaucoup des militants qu'il aurait pu gagner partaient du point de vue que les sympathies de Spector pour le trotskysme n'avaient pas grand-chose à voir avec le travail réel du parti canadien. D'un autre côté, le choc provoqué par la conversion soudaine de Cannon aux positions de Trotsky prédisposa les membres de sa fraction à les examiner sérieusement.

Mais surtout, aussi paradoxal que cela puisse paraître, les démarcations fractionnelles dans le parti américain jouèrent *en faveur* de Cannon, alors que la direction collective de Spector joua *contre lui*. Les loyautés fractionnelles aidant, Cannon gagna rapidement Karsner, Shachtman et Abern, ce qui lui donna le temps, avant de se faire exclure, de parler à d'autres militants susceptibles d'être gagnés. Et même ceux qui ne purent pas lire l'exemplaire de la Critique ramené d'URSS clandestinement furent disposés à mettre en question l'exclusion de Cannon, Shachtman et Abern. Spector avait peu de marge de manœuvre dans le parti canadien, et le petit groupe de jeunes cadres qu'il avait attirés autour de lui (d'après Angus c'était surtout sur la base de griefs personnels contre MacDonald) étaient loin de s'intéresser à l'Opposition de gauche : ils devinrent les acolytes de Buck. Les rapports de Spector avec MacDonald, qui avait été son principal collaborateur pendant sept ans, étaient apparemment devenus très tendus. MacDonald ne rejoignit les trotskystes qu'en 1932 ; avant de décider qu'il en avait eu assez, MacDonald vécut plus de deux ans d'enfer dans le PC canadien qui zigzaguait, en entrant dans la «troisième période», et dans lequel Buck consolidait son pouvoir.

Les trotskystes de Toronto se constituèrent d'abord en section locale de l'organisation que Cannon et ses partisans avaient formée, la Ligue communiste d'Amérique (Communist League of America - CLA). Les Canadiens ne créèrent leur propre organisation nationale qu'en 1934. Le rôle de Spector dans la CLA, où il fit partie de la clique anti-Cannon d'Abern, est décrit en détail dans *Dog Days: James P. Cannon vs. Max Shachtman in the Communist League of America, 1931-1933* (New York, Prometheus Research Library, 2002), ainsi que dans un article de Palmer, «Maurice Spector, James P. Cannon et les origines du trotskysme canadien» (*Labour/Le Travail* n°56, automne 2005). Dans ces ouvrages on peut trouver des explications sur les points faibles probables de la lutte de Spector en faveur de l'Opposition de gauche en 1928. Le fait que Cannon soit devenu le dirigeant d'un parti léniniste montre ses points forts :

«La genèse de la CLA, partie d'un petit groupe dans le Parti communiste qui avait des années de collaboration et d'accord politique derrière lui, lui a donné une stabilité organisationnelle et une cohésion politique qui manquaient aux autres sections de l'Opposition de gauche en dehors de l'Union soviétique elle-même. La plupart des autres dirigeants des partis de l'Internationale communiste qui furent gagnés à l'Opposition de gauche ne le furent qu'une fois discrédités et après avoir perdu tous leurs partisans. Cannon est le seul à avoir été exclu



Jean Weinberg

Léon Trotsky en exil à Prinkipo, Turquie, en 1931. La formation de la CLA donna un élan important à l'Opposition de gauche au niveau international.

alors qu'il était encore un dirigeant crédible du parti, capable de gagner d'autres cadres à ses perspectives politiques.»

– Introduction de la PRL à *James P. Cannon and the Early Years of American Communism*

L'introduction de la PRL explique aussi *pour quelle raison* Cannon fut le seul parmi les principaux dirigeants du parti américain à être gagné au trotskysme. D'un côté, certains aspects du profil politique de la fraction de Cannon militaient contre le fait qu'il soit gagné à l'Opposition de gauche : elle se préoccupait étroitement des questions américaines, insistait beaucoup sur une stratégie de bloc avec les «progressistes» dans les syndicats et s'intéressait peu aux oppressions spécifiques des Noirs et des femmes. En même temps, comme le note l'introduction de la PRL :

«La fraction Cannon-Foster avait lutté contre l'orientation vers le mouvement de La Follette pour un troisième parti bourgeois après les élections de 1924 ; Cannon avait insisté sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans tout parti fermier-ouvrier ; l'internationalisme solide, quoique mal placé, de Cannon, l'avait poussé à rompre avec Foster et à refuser en 1925 de prendre la tête d'une révolte droitière contre l'Internationale communiste ; après 1925, Cannon avait essayé de mettre fin à l'impasse des guerres fractionnelles qui paralysaient et déformaient le parti ; il était prêt à rompre avec l'adaptation du parti aux syndicats de l'AFL en 1928 ; c'est tout cela qui prédisposait Cannon à faire le saut et à rejoindre l'Opposition de gauche quand l'occasion se présenta. Les manœuvres corrompues à l'intérieur du Comintern en dégénérescence n'avaient pas rendu Cannon cynique, à la différence des autres dirigeants du Parti ouvrier.»

Le zénith du Comintern révolutionnaire

Le regain de luttes prolétariennes révolutionnaires qui faillirent submerger la plus grande partie du monde capitaliste vers la fin de la Première Guerre mondiale, et qui culminèrent dans la Révolution russe et la fondation de l'Internationale communiste, représente l'apogée de la lutte de classe révolutionnaire jusqu'à présent. Il est essentiel pour des révolutionnaires marxistes d'étudier cette période *exceptionnelle* ainsi que le programme et les principes établis par

les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Cela l'est d'autant plus aujourd'hui, face à la propagande incessante et omniprésente sur la « mort du communisme ». Il est important aussi d'étudier comment, par quels processus, les sections du Comintern ont été détruites en tant qu'organisations révolutionnaires, même si cette expérience n'est pas unique en son genre. (Dans des circonstances différentes, la Première et la Deuxième Internationale ont aussi dégénéré.) La biographie, écrite par Palmer, d'un homme qui a été l'un des premiers à se battre pour construire un « parti de la Révolution russe » bolchévique sur le sol américain mérite l'attention de tous les jeunes qui cherchent un programme cohérent, une théorie et une organisation qui puissent changer le monde.

Il y a certaines ressemblances entre les années 1920 et la période de réaction actuelle, mais il y a une différence énorme : dans les années 1920, l'Union soviétique existait et servait d'exemple au prolétariat mondial. A cette époque, la classe ouvrière européenne dans sa vaste majorité avait des sympathies pour le socialisme et le communisme. La classe ouvrière américaine était de loin la plus arriérée politiquement de tout le monde industriel, et il y avait un grand déséquilibre entre son poids social et sa conscience politique. Cette énorme classe ouvrière, qui n'avait toujours pas de parti politique de masse indépendant des partis bourgeois, détenait pourtant la clé de l'avenir de l'humanité. L'impérialisme américain était en plein essor et allait dominer le monde. Le Parti communiste américain avait une importance dans le Comintern qui dépassait de beaucoup son poids numérique.

La disproportion entre le poids social de la classe ouvrière américaine et sa conscience politique est toujours un problème qui hante les révolutionnaires américains. Le prolétariat aux Etats-Unis reste sous la coupe des partis capitalistes démocrate et républicain. Mais l'impérialisme américain est en déclin. Avec la contre-révolution en Union soviétique, les Etats-Unis restent la seule superpuissance du monde dans la conjoncture actuelle ; leur puissance militaire est en disproportion totale avec leur poids économique actuel. C'est une situation qui ne peut pas durer, même à moyen terme historique, mais le transfert de tant de capacité productive vers la Chine, un Etat ouvrier déformé très instable, rend difficiles les pronostics pour l'avenir. Le poids économique diminué du prolétariat des Etats-Unis sur l'arène mondiale ne détermine pas en soi le rôle qu'il jouera dans la révolution socialiste mondiale, qui dépend de l'évolution historique. La bourgeoisie américaine, avec ses armes nucléaires, reste le gendarme le plus dangereux et le plus puissant du système impérialiste mondial.

En tout cas ce que Cannon a légué n'en reste pas moins important aujourd'hui pour les révolutionnaires, aux Etats-Unis et dans le reste du monde. *James P. Cannon and the Origins of the American Revolutionary Left, 1890-1928* est une contribution très importante à l'étude de l'histoire du communisme. Cet ouvrage réfute les arguments de ceux qui ont cru à la ligne anti-Cannon propagée par Max Shachtman, alors que celui-ci, de révisionniste, devenait un renégat pur et simple après avoir rompu avec la Quatrième Internationale de Trotsky en 1940. Shachtman prétendait – de façon intéressée – que Cannon n'avait jamais été qu'un zinovéviste incorrigible, irréversiblement transformé en bureaucrate par son expérience dans l'Internationale communiste en dégénérescence. Cette opinion de Cannon est perpétuée avec une hargne particulière par des soi-disant trotskystes en Grande-

Bretagne, en particulier Al Richardson (décédé récemment) et ses partisans dans la revue *Revolutionary History (RH)*.

La bande de *RH* n'est pas capable d'apprécier une des principales forces de la fraction Cannon : son antipathie pour l'opportunisme de Lovestone, qui s'épanouit lorsque celui-ci reprit la direction du Parti ouvrier en 1925. Après son exclusion, Lovestone devint le chef de l'Opposition de droite boukharinienne aux Etats-Unis. La CLA était ainsi immunisée contre l'idée de faire un « bloc gauche-droite », manœuvre sans principe qu'on ne cesse de porter aux nues dans les pages de *RH*. Ailleurs dans le monde, les « blocs gauche-droite » ont coulé la section espagnole de l'Opposition de gauche sous la direction d'Andrés Nin (pavant la voie à la défaite de la Révolution espagnole de 1936-1938), et aussi, par exemple, fait sombrer le trotskysme polonais et empêché la construction d'une organisation trotskyste danoise.

Nous espérons que le deuxième tome que promet Palmer, sur les années trotskystes de Cannon, alors qu'il devenait un dirigeant léniniste de premier ordre, trouvera aussi un éditeur. ■

Publications de la Prometheus Research Library

Les Années noires : James P. Cannon contre Max Shachtman dans la Communist League of America, 1931-1933

(en anglais)

752 pages

Relié : ISBN 0-9633828-7-X

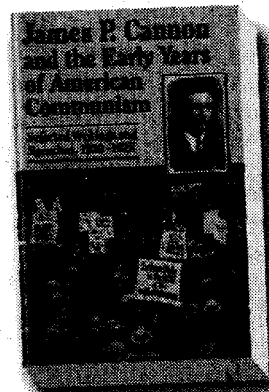
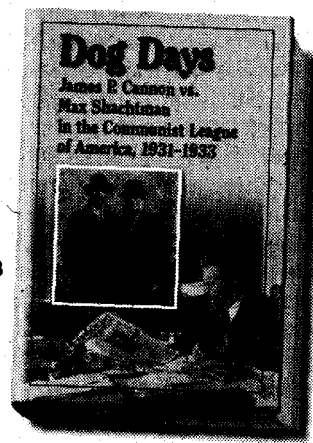
Broché : ISBN 0-9633828-8-8

	Relié	Broché
France :	31 €	20,50 €
Canada :	48 \$Cdn	28,95 \$

Frais de port

France : 4,75 €

Canada : 7 \$ (1 exemplaire),
8 \$ (2-3 ex.)



James P. Cannon et les débuts du communisme américain : Articles et discours choisis, 1920-1928

(en anglais)

624 pages

Broché : ISBN 0-9633828-1-0

Europe : 14,80 € (port 4,75 €)

Canada : 18,50 \$Cdn (port 7 \$)

Pour commander, chèques à l'ordre de :

Europe : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

Canada : SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6, Canada

Etats-Unis : Spartacist Pub. Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

Intervention de James P. Cannon en 1922

« Nous demandons l'assistance du Comintern »

TRADUIT DE SPARTACIST
(EDITION ANGLAISE)
n° 60, AUTOMNE 2007

Nous publions ci-dessous l'intervention de James P. Cannon (sous le pseudonyme de Cook) le 27 novembre 1922 dans une réunion de la « commission américaine » pendant le Quatrième Congrès de l'Internationale communiste (IC). A notre connaissance, cette intervention n'avait jamais été publiée. Nous la reproduisons ici avec l'autorisation de l'Archive d'Etat russe d'histoire socio-politique (RGASPI), qui détient la transcription originale.

Le Parti ouvrier (Workers Party) avait été fondé en décembre 1921, avec l'approbation du Comintern, pour tâter le terrain afin de savoir si les communistes américains pouvaient opérer ou non au grand jour. Participaient au congrès de fondation à la fois les communistes clandestins et le groupe Workers Council (Conseil ouvrier), une scission probolchéviki du Parti socialiste qui incluait les puissantes fédérations juive et finnoise. Les anciens militants du Workers Council qui avaient adhéré au Parti ouvrier n'étaient pas devenus membres du Parti communiste d'Amérique (Communist Party of America – CPA) clandestin, et ils étaient qualifiés de « centristes » dans toutes les déclarations des participants à la commission américaine.

La formation du Parti ouvrier avait conduit à la scission de la moitié environ des militants du CPA clandestin, qui venaient essentiellement des fédérations de langue étrangère du parti, et qui constituèrent leur propre parti légal, United Toilers of America (Travailleurs unis d'Amérique). A l'époque du Quatrième Congrès, la majorité des scissionnistes étaient finalement retournés au CPA clandestin, en grande partie grâce aux efforts d'un représentant du Comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC), Henryk Walecki (Valecki), membre fondateur du Parti communiste polonais. Dans la commission américaine, Sullivan, un Lituanien de Boston, représentait la minorité d'United Toilers qui refusait la réunification avec le CPA.

Walecki avait été désigné par le CEIC pour assister à la fameuse convention du CPA d'août 1922 à Bridgman, marquée par une descente de police du FBI. Il s'était efforcé de mettre un terme au débat sur le Parti ouvrier qui faisait rage dans le CPA, et qui opposait les « liquidateurs » (qui voulaient supprimer le parti clandestin parce que le



Tim Davenport Collection

Quelques délégués américains au Quatrième Congrès de l'IC en 1922. De gauche à droite, debout : Cannon, un délégué non identifié, Ludwig Katterfeld. Assis : Alexander Trachtenberg, Arne Swabek, une déléguée non identifiée (peut-être Rose Wortis), Max Bedacht.

Parti ouvrier pouvait fonctionner publiquement et en toute légalité en tant que Parti communiste) à ceux qu'on appelait le « Goose caucus » [groupe des oies], dont la position avait été codifiée dans des thèses écrites par Israel Amter (J. Ford) et Abraham Jakira (A. Dubner). Les thèses de Ford-Dubner concédaient que le Parti ouvrier pourrait devenir, sous certaines conditions, un parti communiste non clandestin, mais elles maintenaient que le CPA clandestin serait toujours nécessaire comme organe « de direction et de contrôle ».

Dans une motion rédigée pour la convention de Bridgman, Walecki avait abouti à une formule de compromis qui recueillait apparemment l'assentiment des deux fractions. Ce compromis stipulait que la majorité du travail communiste serait réalisé au nom du Parti ouvrier, mais maintenait qu'il fallait conserver le parti clandestin. A Bridgman, le Goose caucus l'emporta et obtint la majorité des sièges au nouveau Comité exécutif central. Mais sa victoire s'avéra éphémère. Le compromis négocié par Walecki fut repoussé au Quatrième Congrès en faveur de la position des liquidateurs.

Cannon était délégué au Quatrième Congrès, et l'un des principaux porte-parole des liquidateurs. Ludwig E. Katterfeld (qui utilisait le pseudonyme de Carr) parlait au nom du Goose caucus. L'intervention de Cannon montre que le compromis élaboré par Walecki l'agaçait.

Pour illustrer l'arriération de la classe ouvrière américaine, Cannon cite le fait que les syndicats de l'American Federation of Labor (AFL) avaient même refusé de s'affilier à « Amsterdam », terme désignant la Fédération syndicale internationale dirigée par les sociaux-démocrates et fondée en 1919 lors d'une conférence à Amsterdam. Les « spets » auxquels Cannon fait référence étaient des spécialistes militaires ou techniques bourgeois qui travaillaient sous la direction de l'Etat soviétique.

La victoire de Cannon et de ses partisans au Quatrième Congrès fut grandement facilitée par un entretien d'une heure entre Léon Trotsky, Cannon et Max Bedacht, un autre dirigeant liquidateur, qui avait été arrangé par Max Eastman, un sympathisant du parti. Trotsky avait accepté de soutenir la position des liquidateurs et d'obtenir le soutien d'autres dirigeants russes, et il avait demandé pour ce faire à Cannon et à ses partisans de rédiger leur position « sur une seule feuille de papier – pas plus » (voir page 56).

Le débat sur les rapports se déroula lors des réunions suivantes de la commission américaine, le 30 novembre et le 1^{er} décembre. Cannon allait décrire plus tard la discussion en ces termes :

« Ensuite, on a fait donner la grosse artillerie. D'abord Zinoviev, ensuite Radek, et ensuite Boukharine. L'attitude détachée qu'ils avaient précédemment affichée dans les conversations personnelles que nous avions eues avec eux, et qui nous avait tellement alarmés, ils l'avaient abandonnée. Ils montraient une familiarité avec la question qui indiquait qu'ils l'avaient discutée entre eux de manière approfondie. Ils se prononcèrent tous, catégoriquement et inconditionnellement, en faveur de la position des liquidateurs. »

— Cannon, *The First Ten Years of American Communism* [Les dix premières années du communisme américain]

La résolution finale du CEIC déclarait : « L'opinion du Quatrième Congrès et du nouvel Exécutif de l'Internationale communiste est que les communistes américains doivent commencer un nouveau chapitre de leur travail. L'illégalité comme un but en soi doit cesser. Ils doivent consacrer le plus gros de leur travail au domaine légal. » En avril 1923, le CPA clandestin était officiellement dissous.

L'autre sujet de controverse était la question du parti des travailleurs. L'enjeu n'était pas l'attitude du parti envers le mot d'ordre lui-même, mais son orientation vers les courants qui, au sein du mouvement syndical américain, flirtaient avec l'idée d'un parti des travailleurs – dont John Fitzpatrick, le dirigeant de la Chicago Federation of Labor (CFL) et du Parti fermier-ouvrier (Farmer-Labor Party – FLP). En février 1922, des délégués envoyés par le FLP et la CFL avaient participé aux tentatives, parrainées par certains pontes du syndicat des cheminots, de fonder la Conference of Progressive Political Action (CPPA – Conférence d'action politique progressiste), qui devait servir à soutenir les candidats « progressistes » de n'importe quel parti aux élections, au niveau des Etats ou au niveau local.

Dans son rapport, Walecki dépeignait faussement le FLP et la CPPA comme faisant partie d'un mouvement en plein essor, dans l'aile gauche des syndicats américains, pour fonder un « parti des travailleurs indépendant ». Selon lui les communistes devaient participer à ce mouvement, et il notait qu'à Bridgman le Goose caucus s'y était opposé. Walecki insistait que « Ce parti des travailleurs n'est pas une idée théorique, la fondation du parti est au contraire imminente. Ce sera immédiatement un parti avec des millions de membres » (traduit par nos soins à partir de la transcription allemande

originale). Cannon, dans son intervention, se dit en accord avec Walecki, et mentionne une réunion de syndicalistes favorables à un parti des travailleurs qui s'était tenue en mars 1922 – il faisait probablement référence à la fondation de la CPPA au mois de février. La controverse sur le parti des travailleurs est abordée plus en détail ailleurs dans ce numéro (voir « Une biographie de James P. Cannon », page 28).

* * *

Camarades, je suis désolé de ne pas pouvoir m'associer au déferlement d'amitié des camarades Walecki et Carr. Je suis ici pour vous dire, camarades, qu'il y a une bataille importante et fondamentale dans le parti, qu'elle dure depuis trois ans, et que ce que nous voulons c'est que l'Internationale communiste nous donne une ligne de conduite. Je parle ici au nom de la délégation de la minorité, au nom de toute la délégation de la Ligue d'éducation syndicale (Trade Union Educational League), au nom de la délégation de la Ligue des jeunes communistes (Young Communist League) auprès de l'Internationale de la jeunesse communiste.

Il n'est pas nécessaire de se lancer dans une analyse de la situation en Amérique. Je suis sûr qu'elle est suffisamment connue de vous, camarades, pour qu'il soit clair que nous ne sommes pas confrontés à une situation révolutionnaire. Les ouvriers américains n'ont pas de conscience de classe. Ils pensent et agissent dans la société comme des citoyens. La majorité d'entre eux votent pour les partis capitalistes. Les syndicats sont le reflet de cette situation ; ils sont réactionnaires et numériquement faibles. Ils n'ont jamais fait l'expérience d'une Deuxième Internationale. Ils ont rejeté Amsterdam à cause de sa phraséologie socialiste. Les seuls signes de révolte qu'ils manifestent, ce sont les rébellions armées dans lesquelles ils se lancent de temps en temps.

Vous avez entendu parler de Herrin, dans l'Illinois, où un groupe de mineurs syndiqués a abattu 18 ou 20 jaunes, et vous pensez que peut-être il y a une situation révolutionnaire. Mais ce serait une erreur. Ces gars se battent pour défendre ce qu'ils estiment être leurs droits, et quand ils traversent le pays pour aller à Mingo [théâtre d'une longue et sanglante grève des mineurs en Virginie occidentale], quand ils abattent des jaunes, ils font cela pour protéger leurs droits, qu'ils pensent avoir en tant que citoyens américains, et pas parce qu'ils sont en lutte contre le gouvernement. Il ne fait aucun doute qu'il y a un éveil de la conscience, et cet engouement pour un parti des travailleurs en est une manifestation.

Le camarade Carr a tort s'il pense que cela a commencé seulement avec l'injonction Daugherty. Est-ce que vous allez laisser de côté le fait qu'à Chicago, en mars dernier, s'est tenue une convention pour discuter d'action politique ? La convention n'était pas très claire, en terme d'idées, mais ce n'était pas un petit groupe. Il y avait le syndicat des mineurs, les syndicats de cheminots, les imprimeurs, les ouvriers de la confection, et les syndicats ouvriers nationaux. C'était la preuve incontestable d'une première tentative d'action politique de la part des ouvriers. Je soutiens l'idée d'un parti des travailleurs, quelque chose d'inspiré du Parti travailliste anglais. Voici la question à laquelle nous voulons que l'Internationale réponde : que devons-nous faire à ce sujet ? Quelles doivent être nos tactiques ? Nous avons une position claire, que nous allons soumettre à votre approbation. L'une des raisons pour lesquelles nous sommes ici à

Moscou, déterminés à nous battre pour notre position, c'est que notre conception ne s'accorde pas avec la conception du camarade Carr et de sa fraction.

Nous disons ceci : si nous restons passifs ou inactifs sur la question du parti des travailleurs, nous nous apercevrons qu'il se développera progressivement, et que les autres éléments de l'aile gauche le feront avancer. Le résultat sera la cristallisation du parti des travailleurs. Ce sera un processus. A Chicago, la Federation of Labor prendra une position indépendante. Detroit, Seattle et Denver soutiennent cette manœuvre. Cela va s'étendre, et le parti des travailleurs se développera à travers ce processus. C'est l'une des tâches les plus importantes de notre parti que d'entrer immédiatement dans ce mouvement, d'être l'un des moteurs de ce mouvement, d'avoir un noyau à l'intérieur, et toujours d'œuvrer pour construire le parti des travailleurs.

Nous ne pouvons absolument pas nous emparer des postes dirigeants avant d'avoir pris le contrôle des syndicats. Même un gosse peut voir que nous ne pouvons pas prendre les syndicats. Il y a un danger qu'en Amérique nous laissions passer cette occasion comme nous en avons laissé passer d'autres, parce que nous devons mener bataille trop longtemps sur cette question simple, évidente, fondamentale. Nous risquons, en restant là assis tranquillement, que le Parti socialiste et les diverses franges radicales du mouvement syndical profitent de cette situation et emportent le morceau si nous ne nous activons pas. Nous ne voulons pas nous retrouver dans cette situation, ou pire encore. Imaginez par exemple que le parti des travailleurs est finalement lancé et se met à jouer un rôle important dans la vie politique des ouvriers – la naissance politique des ouvriers en Amérique, comme l'a dit le camarade Walecki – et que notre parti est à l'extérieur de ce mouvement, comme le Parti communiste en Angleterre, et que nous essayons d'entrer alors à l'intérieur pour avoir notre mot à dire.

Si nous n'agissons pas maintenant, c'est ce qui nous arrivera. C'est une des choses que le camarade Walecki a dû expliquer à ces gens. Depuis la convention [de Bridgman] dans la deuxième moitié d'août, qu'est-ce qui s'est passé de si formidable pour que le camarade Carr et ceux de son groupe aient changé d'avis, sinon qu'il est devenu évident pour eux que personne n'est favorable à leur position ? L'injonction Daugherty et les grandes grèves ne sont pas des faits nouveaux. Cela se passait déjà avant. C'est ce qui nous fait peur. Ce qui nous fait peur, c'est cette idée de passer rapidement sur les choses qui déchirent notre parti, sans changer le moins du monde l'attitude de nos adversaires. Nous avons voté sur toutes sortes de questions. Et ce que nous avons constaté, c'est qu'ils changent toujours de position, mais ils ne changent jamais d'opinion. Nous sommes tout à fait d'accord avec le camarade Walecki sur la question du développement du parti des travailleurs.

Venons-en maintenant à la question qui déchire notre parti, qui est une pomme de discorde depuis près de trois ans, la question d'un parti légal ou illégal. L'illégalité de notre parti est un énorme handicap. Nous avons le désavantage d'être un parti nouveau. Nous n'avons pas éprouvé nos dirigeants dans des luttes au grand jour. La première année d'existence, notre parti était clandestin et les masses ouvrières ne lui faisaient que très peu confiance. La classe ouvrière en Amérique a des illusions dans la démocratie. Elle ne comprend pas pourquoi nous sommes un parti clandestin, et elle ne manifeste pas à notre égard l'attachement

qu'il faudrait qu'elle ait pour que notre parti joue un rôle dans la vie des ouvriers. Je le dis avec beaucoup de regrets : notre parti clandestin, au lieu de bénéficier de l'attachement des ouvriers et de les attirer vers lui, est considéré par les masses, dans une large mesure, comme une plaisanterie. Ils pensent qu'il est illégal parce que nous voulons qu'il soit illégal, et je dois dire que ceci est vrai pour la grande majorité du parti illégal.

Notre parti ne s'est jamais battu pour pouvoir fonctionner légalement. Nous avons été poussés dans la clandestinité pendant la première année de notre existence en tant que parti, et c'est à cause de cette existence dans l'illégalité que nous avons eu les résultats que nous avons mentionnés tout à l'heure. Il y a eu en Amérique des persécutions non seulement contre notre parti, mais aussi contre les syndicats, et aussi contre l'IWW (Industrial Workers of the World – Travailleurs industriels du monde). Il n'y a pas une grève en Amérique où les gens ne se font pas tirer dessus, tabasser et emprisonner, et pourtant les syndicats n'ont pas été poussés dans la clandestinité. L'IWW n'a pas été poussé dans la clandestinité. L'IWW, contrairement à notre parti, n'a jamais voulu accepter de se faire interdire. Ils sont revenus obstinément dans les locaux syndicaux dont ils avaient été chassés, et ils ont mené bataille pour le droit de les maintenir ouverts ; le résultat c'est qu'ils ont réussi à les maintenir ouverts dans beaucoup d'endroits du pays.

La terreur blanche en Amérique, dont on parle tant, n'a certainement pas le même degré d'intensité que dans les pays d'Europe où il y a des partis clandestins. La terreur blanche dont on entend tellement parler à Moscou, c'est une terreur blanche que ces camarades se sont mise dans la tête pour justifier leurs conceptions romantiques du mouvement. Ces persécutions n'en sont pas moins réelles. Le parti est illégal, il est clandestin. Nous ne considérons pas que c'est une solution d'adopter une résolution qui affirme que pour le moment le parti doit rester illégal, parce que personne ne la conteste, du moins dans notre fraction. Si on ne peut pas avoir de parti légal, je veux un parti illégal. Mais c'est négatif. Et pour l'avenir ? Il faut qu'il y ait une lutte déterminée pour un Parti communiste non clandestin, une lutte se donnant pour but de faire sortir le parti de la clandestinité.

D'ailleurs, la classe ouvrière d'Amérique soutiendra ce combat, mais elle ne soutiendra pas une organisation illégale qui ne se bat pas. Le fait même que la démocratie croit que la liberté de parole est un droit qui appartient à tout le monde en Amérique fera qu'ils soutiendront ça. L'IWW n'a jamais, à aucun moment de son histoire, eu autant d'influence sur l'ensemble du mouvement ouvrier qu'à l'époque où c'était une petite organisation qui menait ouvertement et publiquement son combat pour la liberté d'expression, contre toutes les formes de répression. Beaucoup d'entre nous qui sommes ici avons participé à ce mouvement. Nous savons que cela rencontrera un écho dans les masses laborieuses. Dans tous les syndicats on nous écoutera. Je ne sais si ces camarades veulent nous accuser d'être des liquidateurs et des légalistes en Amérique, mais dans notre fraction il n'y a personne qui ait un tant soit peu d'influence dans l'organisation et qui porte en lui un quelconque légalisme, ou du respect pour les lois du pays, ou qui ait de quelconques illusions dans les possibilités du mouvement légal. Ce sont des hommes qui travaillent ouvertement dans la lutte de classe, au grand jour, qui veulent utiliser toutes les

possibilités qu'on peut trouver, ou pour lesquelles on peut se battre, pour mener à bien notre travail. Nous ne disons pas que nous pouvons avoir un parti communiste légal. Nous ne le garantissons pas, mais nous allons nous battre pour un parti légal. Je veux que l'Internationale communiste dise ce qu'il y a d'erroné dans ce programme. Nous ne disons pas que nous le pouvons, ou que cela va réussir.

Il y a trois résultats possibles. Après une dure bataille pour rallier à notre cause les larges masses des ouvriers, si nous avons les tripes, si nous-mêmes avons le courage de nous battre, il n'est pas du tout impossible que nous arrachions, pour un temps, une existence légale. Quelqu'un peut-il mesurer ce que cela signifierait pour nous, même si c'est pour un temps ? Le parti ne peut rien faire d'autre qui serait plus avantageux pour lui, ou qui lui gagnerait davantage d'amis dans la classe ouvrière. Nous perdrons peut-être cette bataille, c'est une possibilité, et je pense que le résultat le plus probable de cette lutte sera que nous arracherons une position semi-légale. Nous serons une organisation tolérée. Dans beaucoup d'endroits, nous aurons la possibilité de fonctionner sous notre propre nom. C'est en soi un avantage formidable, à tout point de vue. Cela nous libère de la nécessité de nous camoufler vis-à-vis des ouvriers, et cela nous fait apparaître comme un parti de combat, qui n'accepte pas les diktats des capitalistes qui voudraient contraindre le parti à la clandestinité. Il n'est pas certain que nous devions passer dans la clandestinité en tant que parti, mais si, après un combat dur et déterminé, notre parti est finalement contraint à la clandestinité, et que les ouvriers connaissent nos hommes, alors ils commenceront à croire dans le Parti communiste. Celui-ci cessera d'être un sujet de plaisanterie pour les ouvriers d'Amérique, qui ne pourront pas dire que c'est notre faute si nous sommes dans la clandestinité.

De toutes façons, quel que soit le résultat de ce combat pour la légalité, tout milite pour une lutte dure et déterminée, et de l'autre côté le camarade Carr n'a rien dit de substantiel là-dessus. Maintenant ces camarades, qui il y a quelques mois de cela étaient contre un parti légal par principe, ces camarades qui ne voulaient pas entendre parler de l'idée même d'un parti légal, parce que, affirmaient-ils, la révolution étant illégale, le parti doit être illégal, ces camarades ont changé de position mais pas d'opinion. Ils sont toujours illégaux par principe. Ils concèdent que ce serait une bonne chose d'avoir un parti légal en Amérique, et ils disent : « Comment allez-vous lutter pour un parti légal en Amérique ? »

Nous disons clairement que nous proposons de le faire en utilisant le parti légal que nous avons déjà en place. Nous l'avons dit [au groupe Workers Council] en réponse aux camarades qui voulaient alors un parti communiste non clandestin. Nous voulons que sa construction soit un processus. Nous considérons cela comme une étape dans le processus de formation d'un Parti communiste non clandestin. Nous disons, d'abord, qu'il faut transférer à ce parti toutes les opérations qui peuvent être menées au grand jour. Ensuite, donnons de plus en plus d'obligations et de responsabilités aux militants de ce parti légal, de toutes les manières possibles. Renforçons-le, et donnons-lui un caractère communiste à tout point de vue. Il faut qu'il apparaisse de plus en plus, devant les ouvriers, comme un partisan et un défenseur de l'Internationale communiste, et qu'il attire ainsi en même temps à lui des couches d'ouvriers de plus en

plus importantes, il faut le transformer en un parti communiste qui deviendra la section de l'Internationale communiste. Le camarade Carr n'a pas dit un mot sur la question pressante dans le mouvement, la question de la lutte pour un parti légal en Amérique. Mais dans leurs conversations dans le parti, ils ont dit ceci : ils lutteront pour un parti légal en développant le parti clandestin, et en le faisant sortir de la clandestinité.

L'Internationale doit trancher sur cette question, parce qu'elle nous conduit à des batailles sur toutes les autres questions. On se rappelle bien comment la bataille s'était déroulée sur la question d'aller vers les organisations ouvrières et dans les syndicats. Nous disions, oui, voilà ce que nous proposons, parce que nous voulons mobiliser le plus de militants possible pour renforcer notre influence dans les syndicats. Conformément à notre théorie, nous voulons développer nos idées d'une action disciplinée dans le mouvement syndical. Nous voulons leur apprendre comment être des communistes dans l'action, les amener à lire notre programme. L'action disciplinée dans les syndicats, c'est une des méthodes. Ces camarades reviennent avec l'argument que cela dépouillerait le parti illégal de ses prérogatives.

Quand nous proposons de publier un manifeste sur l'insurrection de Mingo, quand nous avons voulu publier ce manifeste au nom du parti légal, ils ont avancé l'argument (le camarade Carr n'était pas là cette fois) que si l'on ne donne pas quelque chose à faire au parti illégal, le parti illégal va dépérir ; par conséquent, il faut publier le manifeste clandestinement pour donner à ce parti quelque chose à faire. Cela peut paraître ridicule ici à Moscou, mais ce n'est pas ridicule en Amérique.

La situation dans le parti est intolérable. Nous avons le numéro 1, qui est le parti illégal ; le parti légal est appelé numéro 2 ; et ces camarades disent, ils nous ont enlevé le numéro 1, mais nous, le parti clandestin, nous sommes le vrai Parti communiste, les autres ne sont pas du tout des communistes, et on ne doit pas les traiter comme des communistes. Ils veulent opposer les deux autorités l'une à l'autre. C'est ce que Carr laisse transparaître dans ses remarques. Ils laissent transparaître cela quand ils disent que le parti ne fait pas partie du mouvement communiste en Amérique. Ils le dénigrent systématiquement, à cause de leur conception qu'on ne peut pas avoir un parti légal en Amérique. L'hostilité envers les membres du Parti ouvrier se manifeste dans la proposition, la proposition inepte, d'exclure de ce débat les militants du Parti ouvrier d'Amérique parce qu'ils ne sont pas membres du numéro 1. Regardez cette mentalité, voyez comment on la retrouve partout dans le parti américain, et vous verrez que cette affirmation que l'affaire est réglée en Amérique, que cette question est réglée par la décision de la convention, n'est pas vraie.

J'ai dit tout à l'heure que beaucoup d'ouvriers pensent que notre parti est illégal parce qu'il le veut bien. Notre convention, il y a un petit peu plus d'un an, a insisté pour insérer dans les statuts du parti la clause suivante : « Le nom de cette organisation est le Parti communiste d'Amérique. Le Parti communiste d'Amérique est une organisation illégale, clandestine. » Et ils ont dit que quiconque ne souscrit pas à cela est un menchévik, parce qu'ils pensent, naturellement, que si le Parti communiste dit qu'il est illégal, alors il est illégal. Ils considèrent les militants du Parti ouvrier qui veulent travailler dans les syndicats à la même

enseigne que les dirigeants syndicaux. Ils les considèrent comme autre chose que des vrais communistes, ils les voient comme des « spets ».

Je vais citer l'exemple des élections de Chicago. C'est là que notre organisation a quelques vrais dirigeants du mouvement ouvrier - du mouvement de gauche dans son ensemble. Nous avons un certain nombre de camarades impliqués dans le travail du parti dans l'industrie, tous capables, et qui jouissent de la confiance de larges couches d'ouvriers. Mais ce ne sont pas des communistes à 100 %, parce qu'ils ne sont pas à 100 % clandestins, et il faut qu'ils soient contrôlés par des communistes de qualité supérieure, qui font ce qu'ils appellent du « travail de parti ». Ces « travailleurs du parti » évoluent tous dans un petit cercle, et contrôlent ce qu'ils appellent le vrai Parti communiste. On n'a jamais entendu parler d'eux dans le mouvement syndical en Amérique.

Je n'ai pas besoin d'évoquer les thèses de Ford-Dubner. Ces thèses de Ford-Dubner [affirment] que la tâche la plus importante du Parti communiste en Amérique est de faire de la propagande pour une insurrection armée, et ont abouti à la conclusion qu'en Amérique, même si nous finissons par avoir un Parti communiste légal, nous devons toujours avoir en son sein un parti illégal pour le contrôler. Ces camarades ont changé de position, mais pas d'opinion. On aura à nouveau les mêmes difficultés avec eux. Vous verrez qu'ils changeront de position, mais pas d'opinion. La crise dans notre parti découle de deux positions opposées : la conception d'un mouvement ouvrier de masse et la conception d'un travail séparé de la lutte de classe.

Prenons le cas de l'élection disputée d'un délégué de Minneapolis. Il y avait deux délégués en concurrence pour ce siège - un candidat de notre fraction, et un de l'autre fraction. L'homme que nous soutenions se trouvait être le président du comité de grève pendant la grève des cheminots à Minneapolis, un homme qui était à la tête du mouvement syndical à Minneapolis. L'autre était un petit commerçant, un travailleur du parti qui consacre tout son temps au parti clandestin. Le premier était actif seulement dans la lutte de classe ; le petit commerçant est un homme du parti, un communiste du numéro 1. Multipliez cet homme de Minneapolis par une majorité dans le parti, et vous aurez l'organisation en Amérique.

Oui, certaines des choses que je pourrais dire là-dessus sont presque trop pénibles à dire, même entre nous. Après trois ans de batailles pour avoir la possibilité de faire notre travail, nous sommes encore obligés d'aller à Moscou pour trancher la question. Ce n'est pas une scission, camarade Walecki, mais quatre scissions qui nous ont été imposées, et on va encore nous en imposer une nouvelle. Je pourrais continuer comme cela indéfiniment, pour contredire les pronostics à l'eau de rose comme quoi tout va bien dans le parti. Il y a ici un conflit qu'on ne pourra pas résoudre tant qu'on n'ira pas à la racine du problème.

J'ai une proposition, que je vais vous soumettre. Nous ne voulons pas de cette situation avec deux partis antagonistes. Nous voulons un parti légal avec en son sein un centre illégal, qui combatte consciemment et délibérément pour le droit du parti à exister au grand jour. Nous ne voulons aucune hostilité entre les organisations légale et illégale, ni entre leurs militants. Nous ne voulons pas au niveau local, comme c'est le cas actuellement, deux partis, un légal et un illégal, avec l'un qui contrôle l'autre. Dans notre travail

local, de par la nature même des choses, l'homme qui contrôle [l'organisation] doit être un homme capable de faire quelque chose dans la lutte de classe. Il doit être un orateur, un combattant, un agitateur. On ne peut pas placer quelqu'un d'insignifiant à ce genre de poste. Mais selon l'autre théorie, nous devons aussi avoir dans l'organisation illégale un homme qui n'a pas besoin d'être un agitateur, ni d'être connu de quiconque, mais qui pourtant doit contrôler l'homme qui travaille dans la lutte de classe. Le Comintern doit nous aider à rectifier cela. Nous voulons un parti qui soit autant que possible un Parti communiste, et qui deviendra toujours davantage communiste. Pas quelque chose qui pourrait être non communiste, mais quelque chose qu'on transformera délibérément en un Parti communiste. Nous voulons non seulement un travail légal, comme l'a affirmé la résolution de la convention, mais une organisation légale, le développement d'un parti légal dans toutes ses activités et fonctions.

Certains d'entre eux disent que nous sommes dans l'organisation légale parce qu'on y est en sécurité. C'est injuste et faux, parce qu'en Amérique si on veut quelque chose de facile, on se tient à l'écart de la lutte de classe. C'est dangereux. On n'y est pas du tout en sécurité. C'est travestir les faits que de dire que ces camarades veulent quelque chose qui soit facile et pas dangereux. Vous verrez que nous nous battons pour cette conception, que nous nous sommes battus pour cela dans le passé, et que nous continuerons à le faire dans l'avenir. Nous sommes opposés à la politique actuelle dans la bataille contre les centristes. Nous disons que les centristes doivent être admis à entrer dans le parti légal et dans le parti illégal, s'ils veulent le faire sur la même base que nous, et nous ne les combattons pas.

CARR [Katterfeld]: C'est la position de l'Exécutif du parti.

COOK [Cannon]: Je suis heureux de l'apprendre. Ils ne m'avaient pas mis dans la confiance.

Camarades, quelle est la raison fondamentale de cette position ? Après trois ans, il est temps pour nous d'être honnêtes et francs. Pourquoi avons-nous eu quatre scissions dans le parti ? Pourquoi avons-nous une section dans le parti qui fait campagne pour une scission, comme le fait le camarade Sullivan ? Pourquoi cette incapacité à faire les choses simples ? La grande majorité de nos militants sont nés à l'étranger, principalement en Russie, en Ukraine, en Lettonie, etc., et ils ne se sont pas assimilés. Ils vivent pour la plupart dans des colonies séparées, et leur vie est entièrement russe. Et la particularité de la situation, c'est que notre parti ne souffre pas de nationalisme américain, mais de nationalisme anti-américain. Il souffre des préjugés de ces camarades envers les ouvriers américains. Il y a une ambiance nettement anti-américaine. Je pourrais citer l'exemple du camarade Sullivan à Boston. Je leur ai parlé, lors du congrès, de ces discussions avec le Comité exécutif, qu'ils devraient devenir citoyens américains à part entière. Ils ont dit qu'ils étaient citoyens de Russie, et qu'ils ne voulaient pas devenir citoyens américains, et bien sûr ils ont dit que ma proposition était inspirée par des motivations patriotiques. C'est cela qui a provoqué toutes les scissions dans le parti, l'attitude inconciliable de ces camarades, le fait qu'ils refusent d'agir en termes de la vie américaine et de la situation américaine.

Toutes les questions dans le parti sont au fond une bataille pour le contrôle entre ces deux éléments inconciliables. Nous avons passé trois ans dans cette bataille

futile. Nous en avons plus qu'assez de ces batailles. Nous sommes d'avis que l'unité ne nous aide pas à surmonter nos difficultés. Quand ces éléments étaient à l'extérieur du parti, nous avons réussi à en faire davantage que jamais auparavant. Nous avons réussi à organiser le parti et la Ligue d'éducation syndicale. Nous avons au moins essayé de faire quelque chose. Le camarade Sullivan vient ici à Moscou, et il démontre irréfutablement les faiblesses de la politique du camarade Walecki. Je ne conteste rien de ce que le camarade Walecki a proposé ici, sauf que ce n'est pas assez conclusif. Je suis désolé d'avoir dû objecter à cette politique d'unité. Le camarade Sullivan a démontré, depuis la tribune de l'Internationale communiste, que l'unité est impossible. J'aurais tendance à dire que plus que n'importe qui d'autre ici, le camarade Sullivan est le représentant d'une fraction. Je sais que les camarades de cette fraction l'ont envoyé plaider leur cause ici à Moscou.

Camarades, je suis ici pour vous dire, sans exagération, que la révolte gronde contre cette situation dans notre parti. Qu'il y a une détermination croissante, de la part de ses militants, à travailler pour le communisme dans la lutte de classe, de la part de ceux qui veulent construire un Parti communiste en Amérique pour cette lutte. Nous demandons l'assistance du Comintern, nous demandons qu'il nous guide sur la question en débat. De notre côté, il n'y a aucun danger de scission. Nous ne sommes pas ceux qui créent les scissions. Mais il y a un danger du côté de certains de nos partisans. Dans le mouvement ouvrier, nous avons repoussé des dizaines de milliers d'hommes. Maintenant ils reviennent, et ils se heurtent à cela, donc il y a un grand danger que des gens quittent le parti. Ce que nous voulons du Comintern, ce n'est pas de la diplomatie, mais une vraie direction politique, une prise de position claire sur cette question. Nous serons satisfaits. Ce que dira le Comintern sera la lumière qui éclairera notre chemin. J'ai ici une déclaration de notre groupe. ■

La question américaine

La déclaration suivante, soumise par James P. Cannon au Quatrième Congrès de l'Internationale communiste, est celle à laquelle il fait allusion dans son intervention reproduite ci-dessus. Les signataires de ce document sont notamment les délégués Cannon (Cook), Max Bedacht (Lansing) et Arne Swabeck (Marshall). Les autres n'ont pas été identifiés, mais l'un des délégués de la Young Communist League (Ligue des jeunes communistes) est probablement Martin Abern. Cette traduction a été établie à partir du document original en anglais qui était joint à l'intervention de Cannon.

* * *

La situation objective en Amérique n'est pas révolutionnaire, et les ouvriers américains n'ont pas de conscience de classe, y compris en ce qui concerne l'action politique.

Il y a toutefois une révolte croissante dans le mouvement syndical contre la bureaucratie officielle et, en rapport avec cela, un intérêt de plus en plus grand pour un parti des travailleurs. Notre tâche principale est de cristalliser et d'organiser cette révolte, et de développer cet intérêt, en manœuvrant de façon à devenir partie intégrante du parti des travailleurs quand il se constituera.

L'illégalité du CPA [Parti communiste d'Amérique] est un grand handicap pour son travail. De plus, les ouvriers américains ont encore des illusions dans la démocratie, et ne comprennent pas pourquoi nous avons une organisation illégale, conspiratrice. Nous devons par conséquent mener un combat déterminé pour un parti communiste non clandestin. Une grande partie du mouvement ouvrier organisé soutiendra ce combat. Si nous l'emportons, le parti jouira, du moins pour un temps, de l'immense avantage d'une existence légale. Si nous perdons, le fait même que nous ayons perdu contribuera largement à dissiper les illusions démocratiques des masses ; il leur fera aussi comprendre pourquoi nous sommes clandestins.

C'est avec le parti légal qui a déjà été constitué que ce combat doit être mené. Toutes les fonctions qui peuvent être accomplies de façon non clandestine doivent y être transférées, son programme doit être progressivement clarifié et

renforcé, les obligations de ses militants augmentées et leur discipline affermie, et cela dans le but d'en faire un parti communiste au plein sens du terme.

Ce qui nous empêche d'accomplir cette tâche, c'est le fait que l'immense majorité des militants du parti sont des camarades nés à l'étranger, principalement d'origine russe, dont une grande partie ne pensent et n'agissent pas du point de vue de la situation objective en Amérique, mais selon des conceptions subjectives qui sont entièrement basées sur ce qui se passe en Europe. C'est pour cette raison qu'ils s'opposent à toute tentative d'application réaliste de la politique du Comintern à la situation américaine.

La coexistence de ces deux éléments inconciliables dans le parti est la raison fondamentale du manque de succès et de la stagnation du mouvement américain. Les féroces controverses et les scissions qui surviennent sur chaque question d'aujourd'hui ne sont que les symptômes de cette maladie fondamentale du parti. L'unité imposée par le Comintern n'a pas résolu les problèmes en Amérique, elle les a au contraire aggravés.

Nous demandons de la part du Comintern une prise de position claire quant à sa politique sur les points évoqués ci-dessus, et nous demandons que si, en menant cette politique de façon réaliste en Amérique, une autre scission se produit, le Comintern ne cherche pas à imposer une formule mécanique d'unité.

Signataires :

Marshall, Cook et Lansing

La minorité de la délégation au Comintern

Approuvé et soutenu par :

Starr et Marlow, délégués de la Young

Communist League of America au congrès de l'Internationale de la jeunesse communiste

Godfrey, Brooks et Knowles, délégués de la Trade Union Education League au congrès du Profintern [Internationale syndicale rouge]

Harrow, organisateur du Parti communiste d'Amérique pour le travail agricole

Femmes et Révolution...

(Suite de la page 64)

ouvrier pour briser les chaînes du féodalisme et commencer à transformer l'ordre social primitif, ce qui n'était possible qu'avec une industrialisation à grande échelle. Les bolchéviks se sont battus pour étendre la révolution prolétarienne au niveau international, et en particulier aux pays capitalistes avancés d'Europe.

Les bolchéviks ne pouvaient évidemment pas abolir les institutions oppressives musulmanes d'un seul coup, mais ils entreprirent un travail systématique parmi les femmes musulmanes. Des militantes héroïques et dévouées du Jenotdel (la commission bolchévique pour le travail parmi les femmes) revêtirent le voile pour pouvoir rencontrer des fem-



Wide World

Léon Trotsky s'adressant au Quatrième Congrès de l'Internationale communiste en 1922. En médaillon: son discours de 1924 à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient, qui fut publié la même année à Moscou dans une collection intitulée *Occident et Orient*.

mes musulmanes et leur expliquer les lois et les buts de la nouvelle République soviétique. Ce travail se plaçait dans le cadre de la politique du parti, qui avait créé des institutions spéciales pour intervenir parmi les femmes dans le but de les gagner à la cause socialiste.

A l'époque où le discours de Trotsky fut prononcé, une caste bureaucratique conservatrice menée par Staline commençait déjà à consolider son contrôle sur le Parti bolchévique et l'Internationale communiste (IC). Cela allait acquérir une expression en termes de programme, fin 1924, quand la bureaucratie stalinienne avança le dogme antimarxiste de la construction du «socialisme dans un seul pays». En recherchant vainement un accommodement avec l'impérialisme et en s'opposant à la révolution internationale, la bureaucratie a miné les acquis de la révolution et, au bout du compte, a ouvert la porte à la contre-révolution capitaliste. La destruction définitive de la révolution d'Octobre en 1991-1992 a provoqué une pauvreté et un désespoir immenses dans toute l'ex-Union soviétique, ramené les républiques d'Asie cen-

trale à leur passé de misère et causé la résurgence de l'intégrisme islamique dans ces pays et dans d'autres sociétés majoritairement musulmanes, ainsi que la réaction politique et religieuse dans les pays impérialistes.

La révolution d'Octobre a confirmé dans la pratique la théorie de la révolution permanente de Trotsky pour la Russie: seule la dictature du prolétariat, s'appuyant sur les masses paysannes et luttant pour étendre le pouvoir prolétarien aux centres impérialistes, pouvait accomplir les tâches historiques des révolutions bourgeoises des XVII^e et XVIII^e siècles – par exemple la révolution agraire et la démocratie politique. En 1924, Trotsky n'avait pas encore généralisé ce concept au-delà de la Russie tsariste – qui était une puissance impérialiste économiquement arriérée – et ne l'appliquait pas encore aux pays coloniaux et semi-coloniaux encore plus arriérés économiquement, dans lesquels un prolétariat venait seulement d'émerger pendant la Première Guerre mondiale et après. C'est ainsi que, dans son discours, tout en avertissant du danger que les partis communistes d'Orient naissants jouent le rôle de courroie de transmission du nationalisme bourgeois, Trotsky parle aussi d'un rôle progressiste pour certains partis nationalistes bourgeois, tels que le Guomindang chinois (Kuomintang).

Cependant, lorsque la question fut posée devant le Bureau politique du Parti communiste de Russie en 1923, Trotsky s'opposa à l'entrée du Parti communiste chinois (PCC) dans le Guomindang, car cela signifiait subordonner le prolétariat révolutionnaire à une formation bourgeoise. Lorsque plus tard l'IC, sous la direction de Staline et Zinoviev, ordonna au PCC de se liquider totalement dans le Guomindang, Trotsky s'y opposa aussi. La liquidation du PCC pava la voie à la désastreuse défaite de la Révolution chinoise de 1925-1927 (voir «Les origines du trotskysme chinois», *Spartacist* n°31, automne 1997). Trotsky tira les leçons de cette défaite et généralisa à d'autres pays retardataires sa théorie de la révolution permanente en opposition au schéma menchévique/stalinien de la «révolution par étapes», qui subordonnait le prolétariat à la bourgeoisie dans l'«étape démocratique». Et il déclara catégoriquement que les partis communistes ne doivent jamais entrer dans les partis bourgeois ou petits-bourgeois. La réévaluation de cette question par Trotsky lui-même souligne la nécessité d'évaluer de manière critique l'histoire du mouvement marxiste.

La version anglaise du texte suivant a été publiée sous le titre *Perspectives and Tasks in the East* par New Park Publications (Londres) en 1973. (Il existe une traduction différente, partielle, dans *Leon Trotsky Speaks* [New York, Pathfinder Press, 1972].) Les corrections factuelles ou la reformulation de phrases embrouillées, effectuées pour se conformer à l'original russe, sont indiquées entre crochets; les coupures sont conformes à l'original.

* * *

Camarades, j'ai reçu du bureau de votre cellule des documents qui esquissent le travail de votre université ces trois dernières années. A ma demande, les camarades ont marqué en rouge tous les points les plus essentiels, ce qui m'a considérablement facilité la tâche pour me mettre au courant des documents, parce que, et je ne sais comment le dire – à ma honte et à mon regret – je n'ai pas eu l'occasion de suivre de près le travail de votre université ni au jour le jour, ni même au mois le mois. C'est un travail qui a une importance exceptionnelle et qui a, sans aucune des exagérations

qu'on fait lors des anniversaires, une portée mondiale et historique.

Camarades, même si d'habitude on ne se lance pas dans la théorie lors de rencontres anniversaires, permettez-moi néanmoins de faire quelques remarques de caractère général qui expliqueront pourquoi j'affirme que votre université n'est pas un simple établissement d'enseignement, même révolutionnaire, mais qu'il constitue un levier d'importance historique mondiale. [...]

Tout le mouvement politique et culturel actuel repose sur le capitalisme. C'est le terrain sur lequel il a grandi, sur lequel il continue à grandir et qu'il a dépassé. Mais le capitalisme a, schématiquement parlant, deux facettes différentes : le capitalisme des métropoles et le capitalisme des colonies. Le modèle classique d'une métropole c'est la Grande-Bretagne. Pour le moment celle-ci est couronnée par le gouvernement soi-disant « travailliste » de [Ramsay] MacDonald. Pour ce qui est des colonies, j'hésiterais à dire laquelle est la plus typique d'une colonie : ce serait soit l'Inde, une colonie au sens formel, soit la Chine qui préserve un semblant d'indépendance mais qui, de par sa position dans le monde et le cours de son développement, appartient au type colonial. Le capitalisme classique c'est en Grande-Bretagne. Marx a écrit son *Capital* à Londres en observant directement le développement du pays le plus avancé – vous savez cela même si je ne me souviens pas en quelle année vous l'apprenez [...]. Dans les colonies, le capitalisme se développe, non pas à partir de lui-même, mais par l'intrusion du capital étranger. C'est cela qui crée les deux types différents. Pourquoi MacDonald, je le dirai en termes pas très scientifiques mais tout aussi précis, pourquoi MacDonald est-il si conservateur, si limité et si stupide ? Parce que la Grande-Bretagne est la terre classique du capitalisme, parce que le capitalisme s'y est développé organiquement à partir de l'artisanat, en passant par la manufacture, jusqu'à l'industrie moderne, pas à pas, par la voie « évolutive » ; par conséquent les préjugés d'hier et ceux d'avant-hier, et les préjugés du passé et des siècles précédents, tous les détritiques idéologiques d'antan, on peut les découvrir sous le crâne de MacDonald (*applaudissements*).

A première vue il y a ici une certaine contradiction historique : pourquoi Marx est-il apparu dans l'Allemagne retardataire, dans le plus retardataire des grands pays d'Europe dans la première moitié du XIX^e siècle, (si on ne compte pas la Russie, bien entendu) ? Pourquoi Marx est-il apparu en Allemagne et pourquoi Lénine est-il apparu en Russie à la lisière du XIX^e et du XX^e siècle ? Une pure contradiction ! Mais de quelle nature ? De celle qui peut s'expliquer par ce qu'on appelle la dialectique du développement historique. Sous la forme de la machine britannique et sous la forme du tissu de coton britannique, l'histoire a créé le facteur de développement le plus révolutionnaire. Mais cette machine et ce tissu ont été produits et créés au cours d'une transition historique lente et prolongée, avançant pas à pas, pendant que la conscience humaine restait en général d'un conservatisme effrayant.

Lorsque le développement économique avance lentement



L'affiche représente un étudiant tué par la police britannique lors d'une manifestation à Shanghai le 30 mai 1925. Ces manifestations déclenchèrent une grève générale qui s'étendit dans toute la Chine, annonçant la Deuxième Révolution chinoise.

et systématiquement, il a tendance à avoir du mal à entrer dans le crâne humain. Les subjectivistes et idéalistes en général disent que c'est la conscience humaine, la pensée critique, etc. etc., qui tirent l'histoire en avant comme un remorqueur tire une barge. Ce n'est pas vrai. Nous sommes, vous et moi, marxistes et nous savons que la force motrice de l'histoire ce sont les forces productives, qui se sont jusqu'à présent développées sans que l'homme ne s'en aperçoive, et il tend à être très difficile de faire entrer cela dans le crâne conservateur de l'homme pour y produire l'étincelle d'une nouvelle idée politique. Et c'est particulièrement vrai, je le répète, si le développement a lieu lentement, organiquement et imperceptiblement. Mais lorsque les forces productives d'une métropole, d'une terre classique du capitalisme telle que la Grande-Bretagne, empiètent sur un pays plus retardataire, comme l'Allemagne dans la première moitié du XIX^e siècle, et chez nous au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, et actuellement en Asie, lorsque les facteurs économiques font intrusion de façon révolutionnaire en brisant en morceaux l'ancien régime, lorsque le développement procède non pas graduellement, non pas « organiquement », mais avec des chocs terribles et des changements abrupts dans les anciennes couches sociales, alors la pensée critique trouve son expression révolutionnaire incomparablement plus facilement et plus rapidement, pourvu bien sûr que les conditions théoriques préalables nécessaires existent. C'est pour cela que Marx est apparu en Allemagne dans la première moitié du XIX^e siècle et c'est pour cela que Lénine est apparu ici, et c'est pour cela que nous constatons le fait, paradoxal à première vue, qu'en Grande-Bretagne, dans la terre du capitalisme le plus avancé, le plus ancien et le plus vénéré, nous avons le parti « travailliste » le plus conservateur. Alors que par ailleurs, dans notre Union soviétique, un pays extrêmement retardataire économiquement et culturellement parlant, nous avons – et je n'ai pas peur de le dire car c'est un fait – le meilleur parti communiste du monde (*applaudissements*).

Il faut dire qu'en termes de développement économique, la Russie se trouve à mi-chemin entre la métropole clas-

sique, telle que la Grande-Bretagne, et les pays coloniaux comme l'Inde ou la Chine. Et ce qui distingue notre Union soviétique de la Grande-Bretagne pour ce qui est des voies et des formes de développement, se voit de manière encore plus aiguë dans le développement des pays d'Orient. Le capitalisme y empiète sous forme de capital financier étranger. Il jette dans ces pays des machines toutes prêtes, ébranle et sape l'ancienne base économique et érige sur ses débris la tour de Babel d'une économie capitaliste. L'action du capitalisme dans les pays d'Orient n'est ni graduelle, ni lente, ni « évolutive », mais abrupte, catastrophique – en fait dans beaucoup de cas elle est beaucoup plus catastrophique qu'elle ne l'avait été dans la Russie tsariste d'hier.

C'est de ce point de vue fondamental, camarades, qu'on doit examiner le sort de l'Orient dans les prochaines années et dans les prochaines décennies. Si vous prenez des livres aussi prosaïques que les comptes des banques britanniques et américaines pour les années 1921, 1922, 1923, vous pourrez, dans les chiffres des bilans des banques de Londres et New York, lire le destin révolutionnaire à venir de l'Orient. La Grande-Bretagne a rétabli son rôle d'usurier du monde. Les Etats-Unis ont accumulé une quantité d'or incroyable : les coffres-forts de la Banque centrale contiennent de l'or à hauteur de 3000 millions de dollars, c'est-à-dire 6000 millions de roubles-or. Cela inonde l'économie des Etats-Unis. Si vous posez la question : à qui la Grande-Bretagne et les Etats-Unis accordent-ils des prêts ? – car comme vous l'avez probablement entendu dire, ils ne nous accordent toujours pas de prêt à nous autres, l'Union soviétique ; ils n'en accordent pas non plus à l'Allemagne, ils ont donné quelques misérables miettes à la France pour sauver le franc – alors à qui prêtent-ils ? Pour l'essentiel aux pays coloniaux ; ils vont financer le développement industriel de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Afrique du Sud. Je ne vous donnerai pas de chiffres : j'en ai quelques-uns mais cela rallongerait trop mon rapport. Il suffit de dire que, jusqu'à la dernière guerre impérialiste, les pays coloniaux et semi-coloniaux recevaient de la part des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne environ deux fois moins de crédits, probablement, que les pays capitalistes développés ; pourtant aujourd'hui les investissements financiers dans les pays coloniaux excèdent, et excèdent considérablement, les investissements faits dans les vieux pays capitalistes. Pourquoi cela ? Les causes sont nombreuses mais les principales sont au nombre de deux : un manque de confiance dans la vieille Europe, ruinée et saignée à blanc, avec ce militarisme français forcé en son centre – un militarisme qui menace de causer constamment de nouveaux bouleversements ; et d'un autre côté, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont besoin de ces pays coloniaux en tant que fournisseurs de matières premières et clients pour leurs machines et produits manufacturés. Nous avons observé pendant la guerre et nous observons maintenant l'industrialisation effrénée des pays coloniaux et semi-coloniaux et des pays retardataires en général : le Japon, l'Inde, l'Amérique du Sud, l'Afrique du Sud, etc. Il n'y a aucun doute que si le parti du Guomindang chinois réussit à unifier la Chine sous un régime national-démocratique, le développement capitaliste de la Chine avancera par bonds de sept lieues. Et pourtant tout cela prépare la mobilisation des masses prolétariennes innombrables, qui d'un coup sortiront d'un état préhistorique et semi-barbare et se lanceront dans l'usine, le creuset de l'industrie. Il n'y aura donc pas le temps de conserver et accumuler les débris des temps passés dans la conscience des travail-

leurs ; une guillotine tranchera dans leur conscience, séparera le passé du futur et les forcera à chercher de nouvelles idées, de nouvelles formes et de nouvelles façons de vivre et de lutter. Et là, les partis marxistes-léninistes d'Orient, les communistes japonais, les communistes chinois, turcs, indiens etc. devront entrer en scène dans certains pays, et dans d'autres ils devront se développer en envergure et en audace.

Camarades travailleurs des territoires d'Orient ! En 1883 se formait en Suisse le groupe russe « l'Emancipation du travail ». Est-ce il y a si longtemps ? De 1883 à 1900 il y a 17 ans, et de 1900 à 1917 encore 17 ans, en tout 34 ans – le tiers d'un siècle, une génération : depuis l'organisation du premier cercle théorique et propagandiste des idées du marxisme pendant le règne d'Alexandre III, jusqu'à la conquête de la Russie tsariste par le prolétariat, il s'est écoulé en tout et pour tout le tiers d'un siècle !

Pour quiconque a vécu ces événements cela paraîtra une période longue et douloureuse. Mais, à l'échelle de l'histoire, cela représente un rythme d'une frénésie et d'une rage sans précédent. Pourtant dans les pays d'Orient le rythme du développement sera, selon tous les signes, encore plus rapide. Alors, votre Université communiste des travailleurs d'Orient, qu'est-elle à la lumière des perspectives que nous venons de tracer – qu'est-elle donc ? Elle est la pépinière des groupes de « l'Emancipation du travail » pour les pays d'Orient (*applaudissements frénétiques*).

Il est vrai, et on ne doit pas fermer les yeux là-dessus, que les dangers qui menacent les jeunes marxistes d'Orient sont grands. Nous savons, et vous savez, que c'était dans de dures batailles externes et internes que le Parti bolchévique s'est forgé. Vous savez que le marxisme, émasculé et falsifié, était chez nous, dans les années 1890, une école de formation politique générale pour l'intelligentsia bourgeoise, des partisans de Strouvé, qui plus tard sont devenus les hommes de main politiques de la bourgeoisie, les Cadets, beaucoup ont même rejoint les Octobristes et sont même allés plus loin à droite. La Russie, économiquement arriérée, était, dans un sens politique, un pays qui n'était ni différencié ni complètement formé ; le marxisme parlait de l'inévitabilité du capitalisme, et les éléments progressistes bourgeois, qui voulaient le capitalisme non pour le socialisme mais pour le capitalisme lui-même, acceptaient le « marxisme » après en avoir ôté le dard révolutionnaire. La même chose est arrivée en Roumanie. La majorité des canailles actuellement au pouvoir en Roumanie sont passées en leur temps par l'école du marxisme margarine ; certains en France avaient adhéré au guesdisme. En Serbie, un bon nombre des politiciens conservateurs et réactionnaires d'aujourd'hui sont passés dans leur jeunesse par l'école du marxisme ou du bakouninisme.

On observe moins cela en Bulgarie. Mais en général cette exploitation temporaire du marxisme pour servir les buts d'une politique progressiste bourgeoise caractérise les pays du Sud-Est des Balkans, comme elle a caractérisé notre propre pays. Ce danger menace-t-il le marxisme en Orient ? En partie. Pourquoi ? Parce que le mouvement national en Orient est un facteur progressiste de l'histoire. La lutte pour l'indépendance de l'Inde est un mouvement profondément progressiste ; mais, vous et moi, nous savons qu'en même temps cette lutte se limite aux tâches nationales-bourgeoises. La lutte pour la libération de la Chine, l'idéologie de Sun Yat-sen, est une lutte démocratique et une idéologie progressiste, mais bourgeoise. En Chine, nous sommes pour que les communistes soutiennent le Guomindang et le poussent en avant.

Cela est essentiel, mais ici aussi il y a un danger de dégénérescence nationale-démocratique. Il en est de même dans tous les pays d'Orient qui sont l'arène de luttes nationales pour se libérer de l'esclavage colonial. Le jeune prolétariat d'Orient doit s'appuyer sur ce mouvement progressiste ; mais il est absolument clair que dans la prochaine période les jeunes marxistes d'Orient courent le danger d'être arrachés aux groupes de l'« Emancipation du travail » et de se dissoudre dans l'idéologie nationaliste.

Mais où, alors, réside votre avantage ? Votre avantage sur les anciennes générations de marxistes russes, roumains et autres, c'est que vous vivez, et que vous vivrez et travaillerez, non seulement à une époque postérieure à Marx mais aussi à une époque postérieure à Lénine. Dans votre journal que le bureau de votre cellule m'a si gentiment envoyé avec des annotations, j'ai lu une violente polémique à propos de Marx et Lénine. Vous polémiquez les uns contre les autres très sévèrement ; je ne vous le dis cependant pas pour vous le reprocher. La question y était présentée comme si, dans l'opinion de certains, Marx n'était qu'un théoricien – donc ceux de l'autre côté avaient décrit cette position et objecté : « Non, Marx était un politicien révolutionnaire tout comme l'était Lénine, et pour Marx et Lénine la théorie et la pratique allaient de pair. »

Si l'on formule la question de cette façon abstraite, cela est indubitablement vrai et incontestable ; mais il y a quand même une différence entre ces deux personnages historiques ; c'est une différence profonde, qui provient non seulement d'une dissemblance dans leur personnalité, mais aussi d'une dissemblance d'époques. Evidemment, le marxisme n'est pas une doctrine académique mais un levier de l'action révolutionnaire ; ce n'est pas pour rien que Marx a dit : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe, c'est de le transformer. » Mais du temps de Marx, à l'époque de la Première Internationale et ensuite durant l'époque de la Deuxième Internationale, y avait-il la possibilité que le mouvement de la classe ouvrière utilise le marxisme totalement et jusqu'au bout ? Le marxisme avait-il trouvé, à l'époque, une incarnation authentique dans l'action ? Non. Marx a-t-il eu l'occasion et la chance de guider l'application de sa théorie révolutionnaire jusqu'à l'action historique décisive, la conquête du pouvoir par le prolétariat ? Non. Marx a créé son enseignement non pas, bien entendu, comme un universitaire ; comme vous le savez, il s'est développé à travers la révolution, à travers l'estimation et la critique qu'il a faites du déclin de la démocratie bourgeoise ; il a écrit son [Manifeste] en 1847 et il a été actif à l'aile gauche de la démocratie bourgeoise dans la révolution de 1848, dont il a évalué tous les événements d'une manière marxiste, ou plutôt à la manière de Marx ; à Londres il a écrit *le Capital* ; en même temps c'est lui le créateur de la Première Internationale, l'inspirateur de la politique des groupes les plus avancés dans la classe ouvrière de tous les pays ; mais il n'a pas pris la tête d'un parti qui a déterminé le sort du monde ni même d'un seul pays. Quand nous voulons répondre brièvement à la question : qui était Marx ? nous disons : « *Marx est l'auteur du Capital.* » Et quand nous nous demandons qui était Lénine nous disons : « *Lénine est l'auteur de la révolution d'Octobre* » (applaudissements). Lénine a souligné plus que quiconque qu'il ne voulait pas réviser, refaire ou corriger l'enseignement de Marx : Lénine est venu, pour utiliser le vieux langage des évangiles, non pour changer la loi de Marx mais pour la mettre en œuvre. Il l'a lui-même souligné plus qu'aucun autre ; mais il avait besoin à

cette époque, de libérer Marx qui avait été enfoui sous les sédiments des générations qui séparaient Lénine de Marx, enfoui sous les sédiments du kautskysme, du macdonaldisme, du conservatisme des chefs ouvriers, et de la bureaucratie réformiste et nationaliste. Pour accomplir sa grande œuvre historique, Lénine devait se servir de l'outil du marxisme authentique, une fois totalement et complètement dégagé de sa gangue, des additifs et des falsifications. Et donc le plus grand avantage que vous avez, vous, la jeune génération, c'est que vous avez directement ou indirectement participé à ce travail, que vous l'avez observé, que vous vivez dans l'environnement politique et idéologique du léninisme et que vous êtes en train d'assimiler cette théorie qui correspond à la pratique, à l'Université des travailleurs de l'Orient. Ceci constitue votre avantage énorme et inestimable et vous devez le comprendre. Même si Marx lui-même a pu dans sa théorie couvrir le développement de décennies et de siècles entiers, son enseignement a ensuite été, au cours des batailles quotidiennes, réduit à ses différents éléments séparés et qui plus est absorbés d'une manière déformée. Lénine est venu, a remis tous ces morceaux de marxisme ensemble dans une situation nouvelle et a mis en pratique cet enseignement dans une action de proportion historique gigantesque. Vous avez vu cette action et vous vous y êtes joints : cela vous met dans une certaine obligation, et c'est sur cette obligation que l'Université communiste des travailleurs de l'Orient a été construite.

C'est pour cela, camarades, que je pense que le danger d'une dégénérescence nationale-démocratique, qui évidemment existe et qui s'emparera de certains et les emportera – car il ne peut en être autrement –, que ce danger est grandement atténué du fait même de l'existence de l'Union soviétique et de la Troisième Internationale. Il y a des raisons d'espérer que le noyau de base qui émergera de l'Université communiste des travailleurs de l'Orient occupera la place qui lui est destinée, celle d'un levain de classe, d'un levain marxiste et d'un levain léniniste pour le mouvement prolétarien dans les territoires de l'Orient. Ce qui vous est demandé, camarades, apparaît gigantesque et se manifeste, comme je l'ai déjà dit, non pas graduellement mais d'un seul coup, pour ainsi dire de manière « catastrophique ». Lisez bien l'un des derniers articles de Lénine ; « Mieux vaut moins mais mieux » : en apparence il est consacré à une question organisationnelle spécifique, mais en même temps il traite des perspectives de développement des pays d'Orient en rapport avec le développement de l'Europe. Quelle est au fond la principale idée de l'article ? L'idée fondamentale est que le développement de la révolution en Occident pourrait être contenu. Comment peut-il être contenu ? Par le macdonaldisme, car la force la plus conservatrice d'Europe est de fait le macdonaldisme. On peut voir comment la Turquie a aboli le califat et comment MacDonald le ressuscite. N'est-ce pas un exemple frappant qui montre, dans les faits, le contraste aigu entre, d'un côté, le menchévisme contre-révolutionnaire de l'Occident, et de l'autre la démocratie nationale-bourgeoise progressiste de l'Orient ?

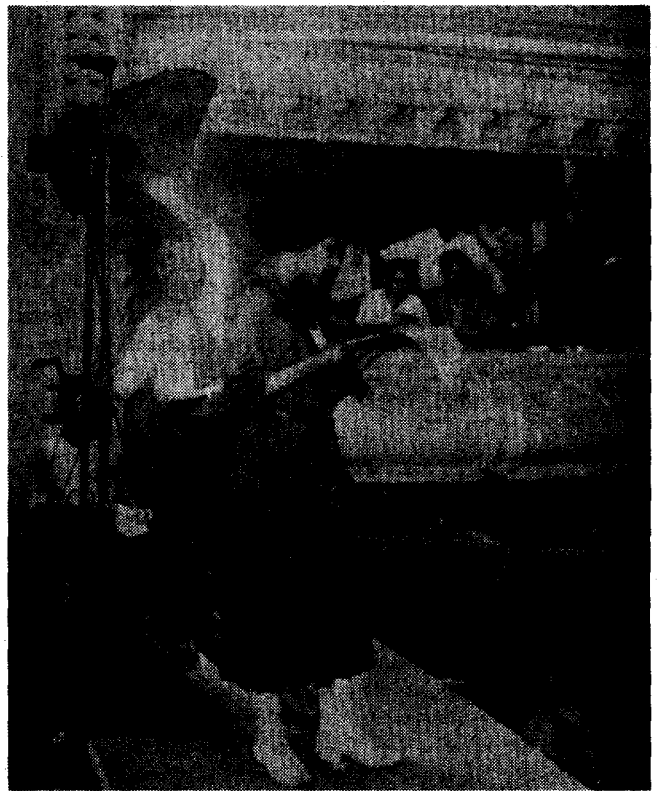
Il se passe aujourd'hui en Afghanistan des choses véritablement spectaculaires : la Grande-Bretagne de MacDonald cherche à renverser l'aile nationale-bourgeoise qui s'efforce d'euro-péaniser l'Afghanistan indépendant, et à remettre au pouvoir les éléments les plus sinistres et les plus réactionnaires, imbus des pires préjugés panislamiques, le califat, etc. Si l'on considère ces deux forces qui s'affrontent active-

ment, il devient tout de suite évident que l'Orient va de plus en plus graviter vers nous, l'Union soviétique et la Troisième Internationale.

On voit comment l'Europe, qui lors de son développement passé a préservé le conservatisme monstrueux des chefs de la classe ouvrière, est en train de dégénérer de plus en plus sur le plan économique. Il n'y a pas d'issue pour elle. Et cela s'exprime en particulier par le fait que l'Amérique ne lui accorde pas de prêts, car elle n'a pas confiance, à juste titre, en sa viabilité économique. D'un autre côté, on voit également que cette même Amérique et cette même Grande-Bretagne sont obligées de financer le développement économique des pays coloniaux, les mettant par là même sur la voie de la révolution, et cela à un rythme effréné. Et si l'Europe est maintenue dans son état actuel de putréfaction avec le macdonaldisme débile et nationalement étroit de la couche supérieure aristocratique et privilégiée de la classe ouvrière, le centre de gravité du mouvement révolutionnaire basculera entièrement et complètement vers l'Orient. On verra alors que, bien qu'il ait fallu un certain nombre de décennies de développement capitaliste en Grande-Bretagne pour que ce développement devienne un facteur révolutionnaire remettant sur pied notre vieille Russie et notre vieil Orient, il faudra que la révolution en Orient retourne en Grande-Bretagne pour donner un coup de main à la révolution du prolétariat européen, fracassant quelques crânes épais s'il le faut (*applaudissements*). C'est l'une des possibilités historiques. On doit la garder à l'esprit.

J'ai lu dans les documents que vous m'avez envoyés qu'une étudiante de votre université, une jeune femme turque, a fait énormément impression à Kazan où des femmes, certaines âgées et analphabètes, se rassemblaient autour d'elle. C'est un petit épisode mais il est indicatif et a une signification historique profonde. Le sens, la force et l'essence du bolchévisme se trouvent dans le fait qu'il s'adresse non pas aux chefs ouvriers mais aux masses, aux laissés-pour-compte, au plus grand nombre et aux plus opprimés des opprimés.

C'est pourquoi ce n'est pas pour son contenu théorique, qui est encore loin d'être assimilé et bien compris, mais pour son souffle de vie libérateur, que le bolchévisme est devenu l'enseignement préféré des pays d'Orient. C'est dans votre journal qu'on trouve constamment de nouvelles confirmations du fait que Lénine est bien connu non seulement dans les *saklias* [huttas de montagnards] du Caucase, mais aussi dans les profondeurs de l'Inde. Nous savons qu'en Chine, des travailleurs, qui probablement dans leur vie n'ont jamais lu un seul des articles de Lénine, se tournent avec enthousiasme vers le bolchévisme, car telle est la puissance du souffle de l'histoire ! Ils ont senti qu'il y a là un enseignement qui est adressé aux parias, aux opprimés, aux tyrannisés, aux millions et aux dizaines et centaines de millions pour qui, sans cela, il n'y a aucune solution historique, pour qui sans cela il n'y a pas de salut. Et c'est là la raison pour laquelle il y a une réaction si passionnée de la part des travailleuses pour le léninisme – parce qu'il n'y a pas de couche plus opprimée sur la terre que les femmes travailleuses ! Quand j'ai lu comment l'étudiante de votre université parlait à Kazan et comment les femmes tatares illettrées se rassemblaient autour d'elle, je me suis souvenu de mon bref séjour récemment à Bakou, où pour la première fois j'ai vu et entendu une jeune communiste turque et où j'ai pu observer dans le hall plusieurs dizaines et probablement des centaines de jeunes communistes turques, et où j'ai vu et entendu leur enthousiasme, cette passion de



Archives Humbert-Droz

La déléguée Najlya Hanum prend la parole au Premier Congrès des Peuples de l'Orient qui se tint en septembre 1920 à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan soviétique.

celle qui était hier l'esclave d'esclaves, qui a entendu les nouvelles paroles de libération et s'est éveillée à une nouvelle existence.

Pour la première fois j'en suis arrivé à une conclusion très claire : je me suis dit que dans le mouvement des peuples d'Orient, la femme jouera un rôle plus grand qu'en Europe et ici (*applaudissements*). Pourquoi ? Tout simplement parce que la femme orientale est incomparablement plus enchaînée, plus écrasée et plus abrutée par les préjugés que ne l'est l'homme oriental et parce que de nouveaux rapports économiques et de nouveaux courants historiques l'arracheront aux anciens rapports immuables avec une force et une brusquerie encore plus grandes que pour l'homme. Aujourd'hui encore on peut voir qu'en Orient dominant toujours l'islam, les vieux préjugés, les vieilles croyances et coutumes, mais ceux-ci se transformeront de plus en plus en poussière et en cendres. C'est comme un morceau de tissu pourri, lorsque vous le regardez de loin, il a l'air d'être d'une seule pièce, tous les motifs sont là et tous les plis restent, mais un mouvement de la main ou un souffle de vent suffit pour que tout le tissu se transforme en poussière. En Orient les anciennes croyances qui paraissent si enracinées ne sont donc en réalité qu'une ombre du passé : en Turquie on a aboli le califat et pas un seul cheveu n'est tombé de la tête de ceux qui ont violé le califat ; cela signifie que les vieilles croyances ont pourri et que, lorsque arrivera le nouveau mouvement historique des masses travailleuses, les vieilles croyances n'opposeront pas d'obstacle sérieux. Et ceci signifie, de plus, que la femme orientale, qui est la plus paralysée dans la vie, dans ses habitudes et sa créativité, l'esclave d'esclaves, sentira soudain, une fois que les nouveaux rapports économiques l'auront poussée à se débarrasser de son voile, qu'elle n'a

plus aucune espèce de rempart religieux; elle aura une soif passionnée d'acquiescer de nouvelles idées, une nouvelle conscience qui lui permettra d'évaluer sa nouvelle position dans la société. Et il n'y aura pas de meilleur communiste en Orient, pas de meilleur combattant pour les idées de la révolution et pour les idées du communisme que l'ouvrière qui a été éveillée (*applaudissements*).

Camarades, c'est pour cela que votre université a une importance historique universelle. En utilisant l'expérience idéologique et politique de l'Occident, elle prépare un grand levain révolutionnaire pour l'Orient. Votre heure sonnera bientôt. Le capital financier de Grande-Bretagne et d'Amérique est en train de briser les fondations économiques de l'Orient, jetant une couche de la société contre l'autre, détruisant le vieux et créant une demande de neuf. Vous apparaîtrez comme ceux qui sont venus semer les germes des idées du communisme, et la productivité révolutionnaire de votre travail sera incommensurablement supérieure à la productivité du travail des vieilles générations marxistes d'Europe.

Mais, camarades, je ne voudrais pas qu'à partir de ce que j'ai dit, vous tiriez des conclusions allant dans le sens d'une sorte d'arrogance orientale (*rires*). Je vois que personne parmi vous ne m'a compris dans ce sens-là [...]. Car si quelqu'un parmi vous devait s'imprégner d'une telle arrogance messianique et d'un tel mépris vis-à-vis de l'Occident, ce serait le chemin le plus court et le plus rapide pour se dissoudre dans l'idéologie nationaliste démocratique. Non, dans leur université, les communistes révolutionnaires d'Orient doivent apprendre à étudier le mouvement mondial [dans son ensemble], en comparant et en reliant les forces de [l'Orient et de l'Occident] pour atteindre un seul grand [but]. Vous devez savoir comment relier le soulèvement des paysans de l'Indus, la grève des coolies dans les ports de Chine, la propagande politique de la démocratie bourgeoise du Guomindang, la lutte des Coréens pour l'indépendance, la renaissance bourgeoise-démocratique de la Turquie et le travail économique, culturel et éducationnel dans la république soviétique de Transcaucasie; vous devez savoir comment, idéologiquement et pratiquement, relier tout ceci avec le travail et le combat de l'Internationale communiste en Europe et en particulier en Grande-Bretagne, où la taupe du communisme britannique est en train lentement – plus lentement que beaucoup d'entre nous ne l'aurions souhaité – de creuser sous le bastion conservateur de MacDonald (*applaudissements*). Votre troisième anniversaire est bien sûr en lui-même un anniversaire très modeste. Beaucoup d'entre vous sont seulement au seuil du marxisme. Mais votre avantage sur l'ancienne génération réside, je le répète, dans le fait que vous étudiez l'ABC du marxisme non pas au sein de cercles d'émigrés divorcés de la vie, dans des pays dominés par le capitalisme comme c'était notre cas à nous, mais sur un sol conquis par le léninisme, sur un sol nourri de léninisme et sur un sol enveloppé dans l'atmosphère idéologique du léninisme. Vous étudiez le marxisme non seulement dans des brochures mais vous avez l'occasion de l'inhaler dans l'atmosphère politique de ce pays. Ceci ne s'applique pas seulement à ceux d'entre vous qui viennent des républiques orientales qui font partie de l'Union soviétique, cela s'applique aussi à ceux – dont l'importance n'en est bien entendu pas moindre! – qui sont venus ici des pays coloniaux opprimés. Quant à savoir si le dernier chapitre de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme se déroulera dans un, deux, trois, ou cinq ans, nous ne le savons pas; mais nous savons

que chaque année produira une nouvelle moisson issue de l'Université communiste de l'Orient. Chaque année fournira un nouveau noyau de communistes qui connaissent l'ABC du léninisme et qui ont vu comment cet ABC est appliqué dans la pratique. Si une année passe avant les événements décisifs, nous aurons une moisson; si deux années passent, nous en aurons deux; si trois années passent, nous aurons trois moissons. Et lorsque se produiront ces événements décisifs, les étudiants de l'Université communiste des travailleurs de l'Orient diront: «Nous voilà. Nous avons appris quelque chose. Nous savons non seulement comment traduire les idées du marxisme et du léninisme dans la langue de la Chine, de l'Inde, de la Turquie et de la Corée; mais nous avons également appris comment traduire les souffrances, les passions, les revendications et les espoirs des masses travailleuses d'Orient dans le langage du marxisme.»

«Qui vous a appris cela?» leur demandera-t-on.

«L'Université communiste des travailleurs de l'Orient nous l'a appris.» Et alors ils diront ce que je vais vous dire maintenant au jour de votre troisième anniversaire:

«Gloire, gloire et gloire à l'Université communiste de l'Orient» (*bruyante ovation et chant de l'Internationale*). ■

Pologne...

(Suite de la page 3).

impérialiste débridée des colonies. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la bourgeoisie polonaise était un laquais des impérialismes français et britannique. C'est pour cette raison que les trotskystes n'ont pas choisi de côté en 1939 dans la guerre entre l'Allemagne impérialiste et la Pologne, qui n'était, pour utiliser l'expression de Trotsky, qu'un "gangster" estropié de l'impérialisme». En clarifiant cette question, nous avons fait référence au brillant article de 1938 de Trotsky intitulé «Une leçon toute fraîche», écrit au moment des accords de Munich grâce auxquels les troupes de Hitler ont démembré et annexé la partie tchèque de la Tchécoslovaquie:

«Même si l'on laisse de côté ses liaisons internationales, la Tchécoslovaquie représente un Etat absolument impérialiste. [...] La guerre, même de la part de la Tchécoslovaquie isolée, eût été menée ainsi, non pas pour l'indépendance nationale, mais pour le maintien et, si possible, l'élargissement des frontières de l'exploitation impérialiste. [...]

«La guerre impérialiste, quel que soit l'endroit où elle ait commencé, sera faite, non pour quelque "indépendance nationale", mais en vue du repartage du monde selon les intérêts des diverses cliques du capital financier.»

Mais dans la guerre entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, nous avons très clairement un côté. Nous nous réclamons de la tradition des courageux trotskystes du ghetto juif de Varsovie qui proclamaient: «Nous défendons l'Etat ouvrier, malgré le régime stalinien, comme nous défendons toute organisation ouvrière contre les coups de l'ennemi de classe, malgré le régime réformiste qui la domine... VIVE L'ARMEE ROUGE! VIVE LA REVOLUTION RUSSE! VIVE LA REVOLUTION INTERNATIONALE!» (*Czerwony Sztandar* [Drapeau rouge] n°6, juillet 1941).

Le rétablissement du SGP donne à la LCI une importante fenêtre sur l'Europe de l'Est. C'est un pas important pour reforge la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste. *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! Pour de nouvelles révolutions d'Octobre! Rejoignez-nous!* ■

Ligue communiste internationale (quatrième-Internationaliste)

Centre international : Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA

Site web : www.icl-fi.org

Spartacist League of Australia

Spartacist ANZ Publishing Co.
GPO Box 3473, Sydney, NSW 2001, Australie

Australasian
SPARTACIST 

Marxist newspaper of the Spartacist League of Australia

\$5/4 issues (1 year) in Australia and seamail elsewhere
\$7/4 issues—Airmail

Spartacist League/Britain

Spartacist Publications
PO Box 42886, London N19 5WY, Grande-Bretagne

WORKERS HAMMER 

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain

£3/1 year

International rate : £7—Airmail

Europe outside Britain and Ireland : £5

Trotskyist League of Canada/ Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association
C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

SPARTACIST 

English-language newspaper of the Trotskyist League/
Ligue trotskyste

\$3/4 issues

International rate : \$8—Airmail

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD, c/o Verlag Avantgarde
Postfach 2 35 55, 10127/Berlin, Allemagne

SPARTAKIST 4

Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei
Deutschlands

Jahresabo : € 4,-

Auslandsabo : € 7,50

Übersee Luftpost : € 10,-

Ligue trotskyste de France

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

LE BOLCHEVIK 

Publication de la Ligue trotskyste de France

4 numéros : 3 € (chèques à l'ordre de la SEDI)

Europe : 4,50 €

Hors Europe : 6 €

Canada : 5 \$

Groupe trotskyste de Grèce

Box 8274, Athènes 10010, Grèce

Spartacist Group Ireland

PO Box 2944, Dublin 1, République d'Irlande

Lega trotskista d'Italia

Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

SPARTACO 

Organo della Lega trotskista d'Italia

Abbonamento a 4 + supplemento : € 5

Europa : € 6 Paesi extraeuropei : € 8

Groupe spartaciste Japon

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku
Tokyo 115-0091, Japon

スバルタシスト

Publication du Groupe spartaciste Japon

Abonnement (2 ans) : ¥500

International : ¥1000

Grupo Espartaquista de México

Román Burgos, Apdo. Postal 302
Admón. Postal 13, C.P. 03501, México D.F., Mexique

ESPARTACO

Publicación del Grupo Espartaquista de México

México : Méx. \$15/4 números (por correo)

Extranjero : US \$4/4 números (vía aérea)

US \$2/4 números (vía terrestre/marítima)

Spartakusowska Grupa Polski

Jan Jędrzejewski, Skr. 148, 02-588 Warszawa 48, Pologne

Platforma
SPARTAKUSOWCÓW 

Pismo Spartakusowskiej Grupy Polski

Cztery kolejne numery: 6,- zł

Spartacist/South Africa

Spartacist, PostNet Suite 248, Private Bag X2226
Johannesburg 2000, Afrique du Sud

SPARTACIST SOUTH AFRICA 

Marxist publication of Spartacist South Africa

South Africa : R10/4 issues International rate : \$4/4—Airmail

Spartacist League/U.S.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

WORKERS VANGUARD

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.

\$10/22 issues (1 year)

International : \$25/22 issues—Airmail \$10/22 issues—Seamail

Femmes et Révolution



Le communisme et les femmes en Orient

TRADUIT DE SPARTACIST
(EDITION ANGLAISE)
n° 60, AUTOMNE 2007

Nous reproduisons ci-dessous un discours de Léon Trotsky, qui dirigea la Révolution bolchévique de 1917 aux côtés de Lénine. Ce discours fut prononcé en avril 1924, à l'occasion du troisième anniversaire de la fondation de l'Université communiste des travailleurs de l'Orient à Moscou. La première révolution prolétarienne dans le monde était pour les masses en Asie un modèle qui les inspira dans leurs propres batailles contre le joug impérialiste et toutes les formes d'oppression qu'elles subissaient. L'extension du pouvoir bolchévique en Asie centrale – qui avait été sous la domination de l'empire tsariste et de despotes islamiques locaux – apportait à cette région extrêmement arriérée la promesse d'une profonde transformation sociale, notamment la libération des femmes qui vivaient

dans une dégradation totale, voilées de la tête aux pieds, vendues et achetées en mariage comme des esclaves.

Même dans les pays capitalistes avancés où les femmes ont acquis une certaine égalité formelle, on ne peut pas faire disparaître l'oppression des femmes simplement en faisant voter des lois. L'oppression des femmes a son origine dans la société de classe elle-même, et on ne peut l'éradiquer qu'en détruisant la propriété privée des moyens de production. La



Novosti

Femmes du Caucase soviétique à un cours d'alphabétisation dans les années 1920. Les bolchéviks se sont battus avec acharnement pour émanciper les femmes des régions arriérées de l'ancien empire tsariste.

oppression des femmes est profondément enracinée dans la « tradition » précapitaliste et l'obscurantisme religieux, situation qui est renforcée par la domination impérialiste. Pour des régions comme l'Asie centrale où il n'y avait pas de prolétariat à proprement parler, les bolchéviks pensaient que les femmes pouvaient jouer un rôle auxiliaire en tant que « prolétariat de substitution » dans la lutte de l'Etat

suite page 57